

**TEMOIGNAGES**

**POUR UNE ECOLE**



**MAISON CARREE - ALGER**

TEMOIGNAGES POUR UNE ECOLE

---

MAISON CARREE / ALGER



*N'existons-nous donc plus ? Avons-nous eu notre heure ?  
Rien ne la rendra-t-il à nos cris superflus ?  
L'air joue avec la branche au moment où je pleure;  
Ma maison me regarde et ne me connaît plus.*

V. HUGO - Tristesse d'Olympio.

## SOMMAIRE

---

Préface .....	1
Témoignage pour une Ecole Maison Carrée/Alger ..	
<u>Chapitre I</u> : L'ECOLE, SA VIE, SON EVOLUTION	
. Les premières années .....	5
. L'apogée .....	11
. Souvenirs de 16 années de direction .....	12
. L'épreuve .....	52
. L'Ecole et le Paysannat algérien .....	55
<u>Chapitre II</u> : LES CHAIRES DE L'ECOLE, LEUR ACTIVITE, LEUR RAYONNEMENT ..	59
. Chaire de botanique, sylviculture et phytopathologie .....	60
. Chaire de chimie-oenologie .....	63
. Chaire d'agriculture et Station d'essais de semences et d'amélioration des plantes .....	73
. Chaire d'économie rurale et Laboratoire de recherches économiques et sociologiques appliquées à l'agriculture .....	84
. Chaires de génie rural et électrotechnique ...	86
. Chaire de zoologie agricole .....	93
. Roger PASQUIER .....	99
<u>Chapitre III</u> : DES ANCIENS ELEVES TEMOIGNENT ...	113
<u>Chapitre IV</u> : UNE PROMOTION TEMOIGNE .....	143

o

o o

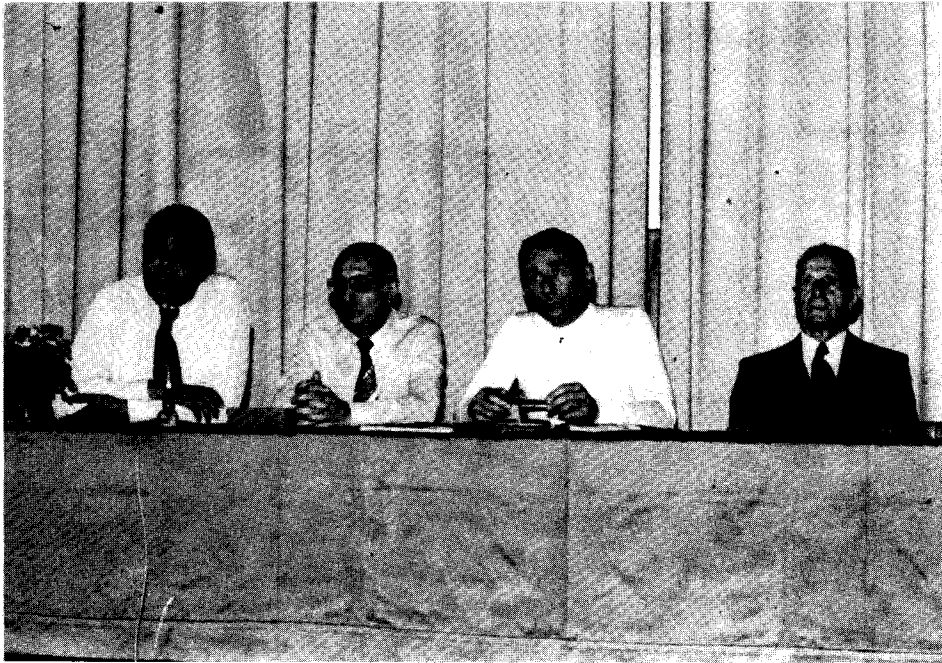


1 Les Agrias ne cèdent pas à la morosité, qu'ils se réunissent pour fêter le cinquantenaire de leur promotion (1926) ....

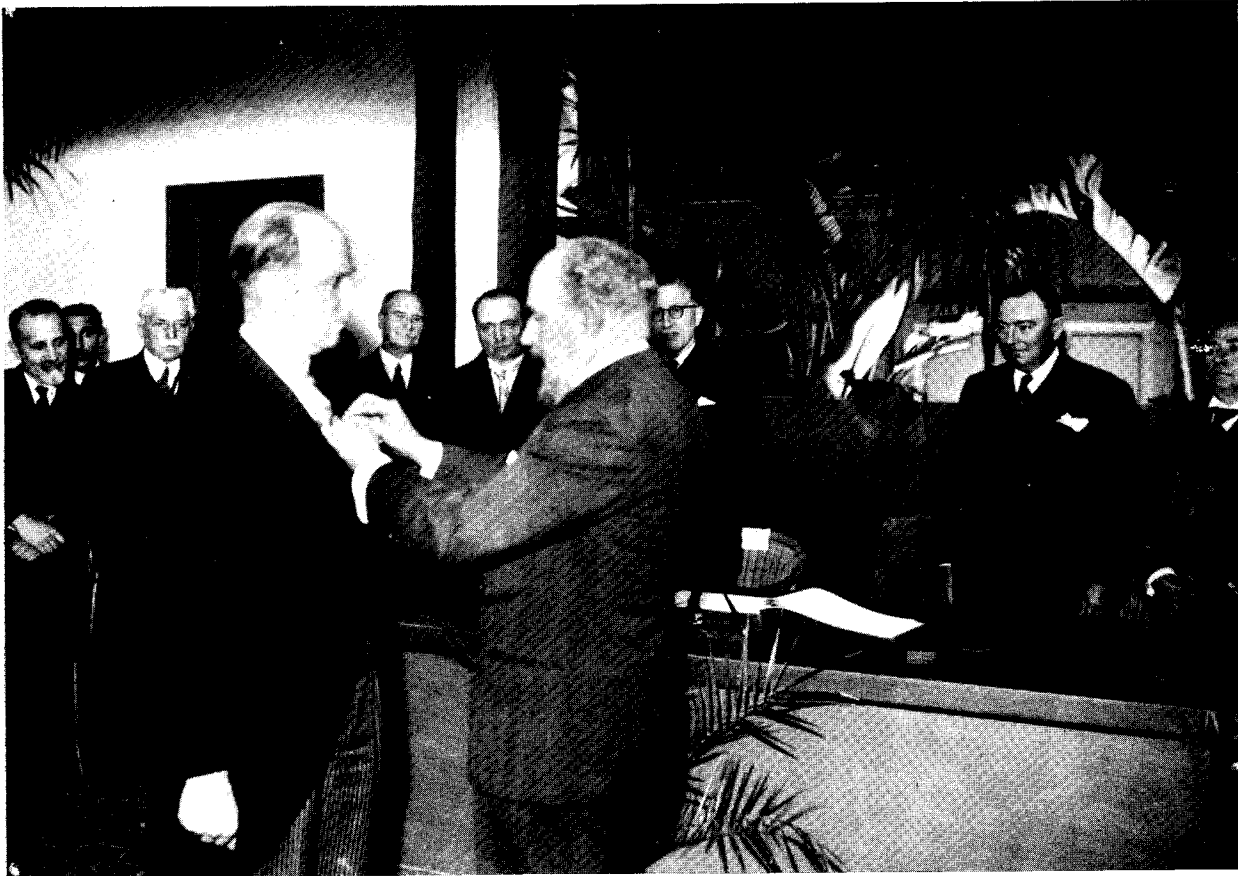


2 où qu'ils tiennent leur Assemblée Générale de Printemps





..... en présence du Président de l' U.N.I.E.N.S.A.



En témoignage de l'oeuvre entreprise, Marcel BARBUT est fait officier de la Légion d'Honneur le 13.10.1938 par le Gouverneur Général LÉ BEAU

## P R E F A C E

*La mémoire des hommes demeure le meilleur témoin du temps qu'ils ont vécu, dans les conditions bien particulières qu'ils ont traversées. Elle reste pétrie par les sentiments humains qui font non seulement sa particularité mais aussi son intérêt par l'implication réelle.*

*Aussi certains, chargés de responsabilités, peuvent-ils apporter leur témoignage sur l'oeuvre qu'ils ont accomplie. Nous ne pouvions voir mourir nos souvenirs après avoir vu disparaître notre Ecole. MAISON CARREE, c'était notre école et aussi une entité, dans un cadre juridique, économique, politique, socioculturel spécifique ; c'était l'Ecole de la colonisation et du développement de l'agriculture méditerranéenne tout entière.*

*Les propos des derniers témoins de cette époque ne cherchent pas à choquer, ni à critiquer; ils se situent, comme je l'indiquais, dans un contexte bien spécifique.*

*L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE EL HARRACH occupe aujourd'hui les mêmes bâtiments, car l'Histoire a voulu que la souveraineté et l'économie aient changé. Il est une nouvelle entité dont les anciens élèves porteront témoignage en leur temps sur ce qu'ils ont voulu réaliser et le sens qu'ils ont donné à leur vie.*

*Aujourd'hui, grâce à l'acharnement du Conseil de notre Amicale et tout particulièrement de Paul MOATI, grâce à la bonne volonté de tous les témoins, nous avons pu réaliser cet ouvrage.*

*Il engage la responsabilité des acteurs et des témoins et ne se veut pas exhaustif. C'est une somme d'oeuvres individuelles, réalisée pour une collectivité en voie de disparition.*

Nous souhaitons que ce témoignage aide les jeunes générations qui n'ont pas connu cette époque à mieux comprendre ce qu'elle fut dans sa réalité concrète, quel fut le combat de ces hommes, idéalement attachés à l'amélioration du sort des paysans de ces régions difficiles du pourtour méditerranéen. C'est aussi la naissance dans cette région d'une agriculture nouvelle et d'une nouvelle prospérité.

Merci à vous tous mes camarades, d'avoir accepté de consacrer du temps pour apporter ces témoignages à nos enfants, mais aussi à tous les enfants du pourtour de "Mare Nostrum".

L'important, quoi qu'il arrive, c'est d'avoir donné un sens à sa vie. C'est aussi d'être compris et surtout de ne pas être oublié lorsqu'on a réalisé une oeuvre utile.



Christian MARECHAL,

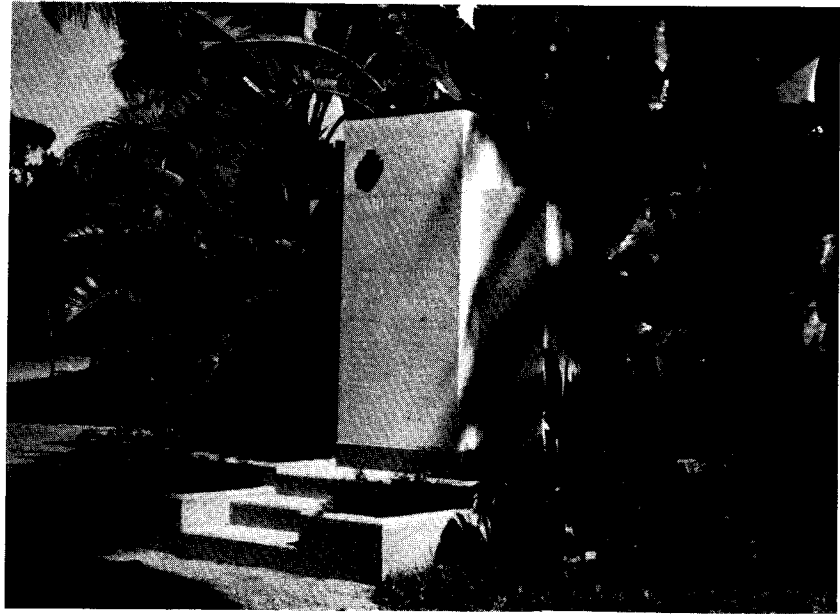
Président  
de l'Association Amicale des Anciens Elèves de  
l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE  
d'ALGER



Une photo rituelle peu après l'installation à l'école (la promotion 1923-25).



Une tradition : le baptême des bizuts au Centre d'Alger.



7 Le monument aux morts de l'Ecole dans son écrin de verdure à l'entrée du grand amphithéâtre



... installé et inauguré en 1953 par le Gouverneur Général LEONARD.

## TEMOIGNAGES POUR UNE ECOLE

---

### MAISON CARREE / ALGER

---

Ce livre est un acte de foi. D'aucuns le trouveront puéril ou touchant; ils se trompent car il puise dans les profondeurs de la fidélité.

Il veut être la mémoire d'un établissement prestigieux, l'Ecole d'agriculture algérienne devenue l'Institut Agricole d'Algérie puis l'Ecole Nationale d'Agriculture et enfin l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique d'Alger (E.N.S.A.).

La tradition et la modernité d'une école nationale supérieure se transmettent par les différentes promotions qui l'ont fréquentée. A l'expérience professionnelle des anciens viennent s'ajouter, chaque année, l'enthousiasme et la science toujours perfectionnée et complétée des plus jeunes. Cette dynamique, qui contribue à tisser la trame de l'économie et de la culture du pays est en même temps la "*tapisserie de Bayeux*" de l'Ecole. Par cette filiation et la continuité des promotions, l'école possède une âme qui habite le passé et le présent et la conduit à préparer l'avenir.

Les anciens élèves de l'E.N.S.A. d'Alger sont orphelins à la fois de leur école et de cette dynamique. Par un supplément d'âme, individuel et collectif, ils ont surmonté leur tristesse et plutôt que de se complaire dans l'évocation morose du passé ils ont, sans renier ce dernier, resserré les liens qui les unissent en se retrouvant massivement deux fois par an en assemblée générale où la camaraderie et la communauté des destins prennent le pas, avec couleur et pittoresque, sur le formalisme institutionnel. Ils ont trouvé dans la solidarité et la fidélité qui cimentent l'action de l'Union Nationale des Anciens Elèves des Ecoles Nationales Supérieures Agronomiques (U N I E N S A), un appui décisif et, en retour, apportent à l'Union et à ses groupements régionaux et départementaux, un concours sans doute efficace et certainement enthousiaste. Leur dynamisme tente de compenser la dynamique de l'Ecole, définitivement perdue.

Mais, pour dissiper complètement leur nostalgie, une dernière joie leur manquait : l'évocation de leur école, de son histoire et de son rayonnement en un document qui en perpétue matériellement le souvenir puisqu'au fil des années, avec la disparition des plus anciens, la mémoire de l'E.N.S.A. d'Alger est dévorée par le Temps.

Ecrire l'histoire de l'école était la formule idéale; mais les documents d'archives ainsi que les camarades porteurs de souvenirs frais sont dispersés de par le monde. Et puis, la science historique, en pleine évolution en France depuis le début du siècle, nous enseigne qu'au-delà de la succession des évènements, il est plus édifiant de saisir les grands courants, les tendances; en bref, les enseignements de l'Histoire. Témoigner par les enseignants du rayonnement de l'école et de son enseignement; évoquer au travers de la carrière de ses anciens élèves sa contribution pour organiser, maintenir et développer l'agronomie méditerranéenne - et cela par delà les régimes et les systèmes politiques -, telle est l'ambition des pages qui vont suivre. Une fois encore, l'effort est ambitieux et collectif.

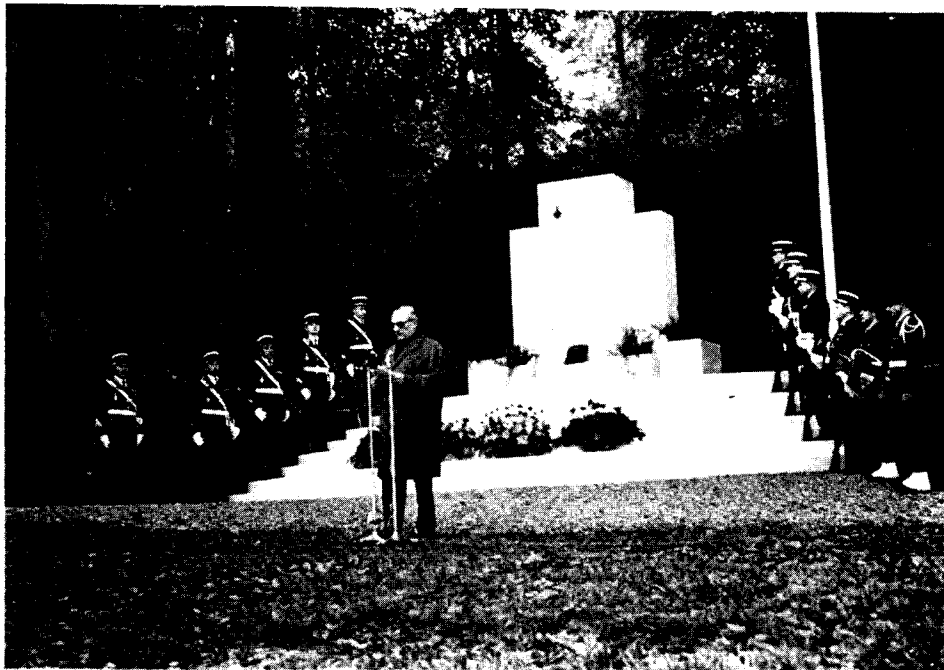
Par les intentions et la fidélité dont il témoigne, ce modeste ouvrage est un acte de foi. Il doit être reçu comme tel et perçu comme un témoignage.

Paul MOATI (1942)

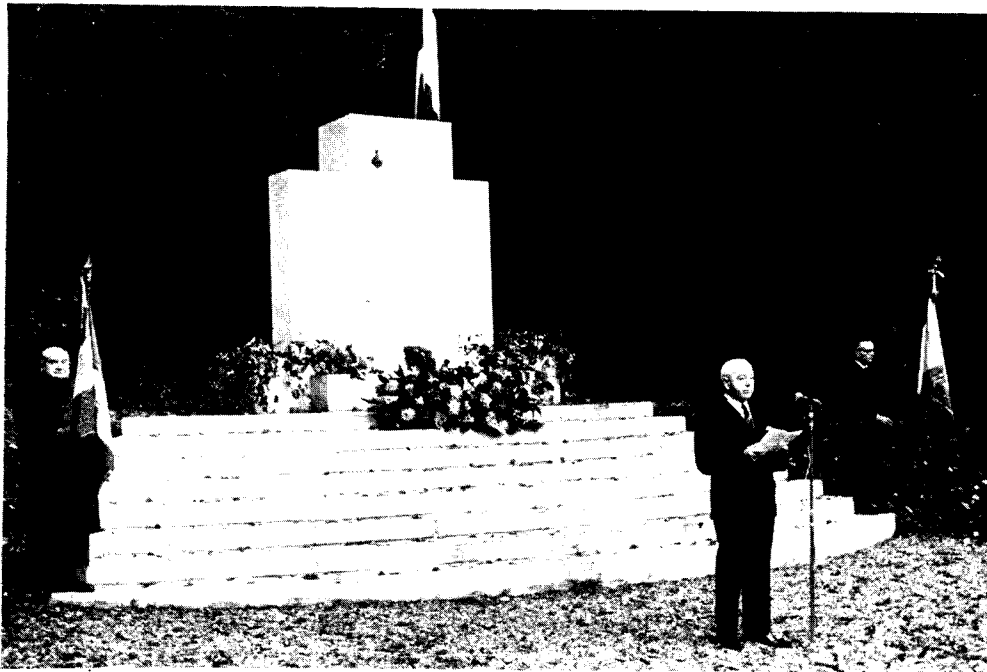


n° 9 et 10

Grâce à P. de TINGUY le monument est transféré à Grignon  
et inauguré par Edgar PISANI, ministre de l'Agriculture, le 25 octobre 1964.







n° 11

Le 27 octobre 1968, le Président de l'Amicale, Camille NICOLLE, regroupe devant le monument de nombreux camarades pour une cérémonie du souvenir. Chaque année, le 11 novembre, le bureau de l'amicale honore ses morts et rappelle leur souvenir.



P. ROCHEREAU, ministre de l'Agriculture, accompagné de J. PELISSIER directeur de l'Agriculture en Algérie, rend visite à l'école en 1958.

## L'ECOLE, SA VIE, SON EVOLUTION

---

### LES PREMIERES ANNEES

En 1926, s'est tenu à Grignon un congrès à l'occasion des manifestations du centenaire de l'Ecole Nationale d'Agriculture de Grignon.

Ce congrès a donné à un ancien élève de cette école, Pierre CHERVIN, alors sous-directeur de l'agriculture et fondateur de l'enseignement agricole d'Algérie, l'occasion d'évoquer l'évolution et le rôle de l'Ecole d'Agriculture Algérienne fondée en 1905 et devenue dès 1920 l'Institut Agricole d'Algérie.

M. CHERVIN a d'abord situé le rôle de l'enseignement agricole et notamment de l'Institut Agricole d'Algérie dans un "plan d'organisation économique complet" :

*" Pour l'Algérie, comme pour la France, le relèvement économique et la mise en valeur du sol et des richesses en puissance supposent à l'origine des techniciens et contremaîtres spécialisés encadrant une main d'oeuvre exercée. En Algérie comme en France, plus qu'en France même, se pose donc le problème de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage.*

*L'administration algérienne l'a parfaitement compris. Dès la fin des hostilités, les services économiques de la Colonie reprenaient en les amplifiant les projets laissés en suspens par la guerre, établissaient un plan d'organisation économique complet et d'une belle envergure et attribuaient à l'enseignement professionnel, agricole, industriel et commercial, la place que lui assigne son rôle dans les destins économiques du pays.*

*En ce qui concerne l'enseignement agricole - d'une importance de tout premier plan pour un pays qui, malgré les heureux auspices sous lesquels se développent ses industries naissantes, tire et tirera toujours la plus grande partie de sa richesse de la production de son sol - le programme susvisé a fait siennes les directives posées dans le "Plan d'organisation de services d'études, d'expérimentation et de vulgarisation agricoles" arrêté par une commission spéciale en 1914.*

*Reconnaissons d'ailleurs que, bien avant 1914, parallèlement à l'essor de la colonisation et de la production agricole, l'administration s'était préoccupée de la préparation de cultivateurs instruits*

*et d'une main d'oeuvre agricole éclairée. Le nouveau programme a consacré les résultats acquis et repris les projets antérieurs en prévoyant une organisation des ressources et des moyens d'action en rapport avec les nouveaux besoins.*

*Dès maintenant, cet enseignement intensifie l'efficacité de son action par celle des autres Services de l'Agriculture dont l'harmonieuse collaboration s'appuie à la fois sur les conquêtes les plus récentes de la science et sur les données précises et probantes de l'expérimentation. Recherches et expérimentation disposent en effet pour leurs études de laboratoires, champs d'essais, stations expérimentales et champs d'expériences cependant que la diffusion des résultats acquis et des méthodes éprouvées se pratique dans les champs de démonstration. Par ailleurs, des services spécialisés mettent à la portée de l'Agriculture algérienne les procédés expérimentés et adaptés aux conditions de la Colonie. Dans un aperçu aussi succinct, nous ne pouvons que les énumérer; mais si sèche que soit cette énumération, elle donnera néanmoins l'idée de l'effort accompli, de la variété et de la valeur pratique des organismes créés.*

*Leur titre seul est un programme : Services météorologique, géologique, agrolologique (étude physico-chimique des sols); Service agronomique ("cultivation", matériel agricole, génie rural); Service botanique (végétaux, défense des cultures contre les parasites); Service de l'élevage (Institut Pasteur et défense des animaux contre les maladies); Service de l'aquiculture et des pêches maritimes. Ainsi tous les facteurs naturels dont l'agriculture dépend étroitement ont donné lieu à des créations d'organes scientifiques et pratiques.*

*De plus, une section spéciale s'occupe des institutions économiques et sociales concernant le crédit, la coopération et la mutualité agricoles. Un Office des renseignements et publications est de même en voie de réalisation.*

*Résultats acquis, améliorations à signaler, nouvelles méthodes expérimentées, tout cela est mis encore à la portée des individualités ou des collectivités intéressées par l'administration centrale, les services spécialisés et le "Service Agricole Général" qui comporte un chef de service par département et des conseillers agricoles dans les arrondissements. L'action de ces derniers, comme celle des services spécialisés, se manifeste au point de vue de la vulgarisation agricole par l'exemple d'abord puis, au cours de consultations, conférences ou causeries, enfin par des brochures et tracts divers. "*

*Il dit ensuite l'ambition des responsables de cet établissement d'en construire l'enseignement en analogie avec celui de Grignon, Rennes et Montpellier, tout en en sauvegardant la spécificité. Il en affirme ainsi la double vocation, nationale et internationale. Et sa remarquable synthèse - qu'il faut replacer dans le contexte de l'époque - fait apparaître les raisons pour lesquelles l'Institut Agricole d'Algérie, à ses premiers stades d'évolution, n'a pas attiré les Algériens.*

"L'INSTITUT AGRICOLE D'ALGERIE"

" L'essor remarquable pris par l'Ecole d'Agriculture algérienne depuis sa réouverture d'après-guerre en Octobre 1919, les améliorations considérables apportées tant à son organisation qu'à son installation et à son outillage, l'excellent recrutement de ses élèves affluant sans cesse plus nombreux à chaque concours, le niveau des études qui y sont faites, enfin le légitime renom acquis à l'Ecole par l'extériorisation des travaux de ses professeurs, accueillis avec la plus grande faveur par le public agricole, autant de considérations qui ont conduit les Assemblées algériennes, reprenant un voeu dans le même sens émis dès 1911, à demander à l'unanimité au cours de leur session d'Octobre 1920, la transformation de l'Ecole en Institut Agricole d'Algérie.

Cette proposition, de même qu'une deuxième comportant la collation d'un titre d'ingénieur aux meilleurs élèves de l'Institut, ont été sanctionnées à la date du 28 Février 1921.

L'Institut Agricole d'Algérie, qui se double en fait d'une véritable école de colonisation générale, dispense à ses étudiants les connaissances étendues nécessaires pour l'exploitation et la direction raisonnée d'un domaine rural ou d'une industrie agricole dans l'Afrique du Nord, les autres pays du bassin méditerranéen et les régions de climat analogue, ainsi que dans nos possessions éloignées.

Son but immédiat est de former l'état-major, les cadres dirigeants dont l'agriculture nord-africaine a le plus urgent besoin pour intensifier la production de son sol, dont la guerre a mis en lumière les inépuisables ressources.

Installé dans d'excellentes conditions d'hygiène et de salubrité, sur le plateau qui domine la ville de Maison Carrée, au débouché de la plantureuse Mitidja et à vingt minutes seulement du centre de la ville d'Alger, avec ses immenses ressources intellectuelles et scientifiques, il est doté de locaux vastes et confortablement aménagés : internat pouvant loger 130 élèves, salles de cours et de collections, bibliothèques, laboratoires, stations diverses, bâtiments de ferme et installations annexes, etc.

Son enseignement présente la plus grande analogie avec celui des Ecoles Nationales (Grignon, Montpellier et Rennes), mais il va de soi qu'il est adapté aux conditions spéciales en vue desquelles il est institué. Réparti entre 29 chaires confiées à un nombre égal de spécialistes éprouvés ou de professeurs à l'Université d'Alger, cet enseignement embrasse toutes les branches de l'activité agricole proprement dite, ainsi que les sciences auxquelles le colon doit constamment faire appel, en vue de résoudre les problèmes que la culture intensive moderne pose à chaque instant.

Une importance spéciale y est réservée à l'enseignement du génie rural. En effet, en dehors des notions théoriques très complètes dispensées par quatre professeurs distincts (mécanique appliquée, électrotechnique, hydraulique agricole et constructions rurales, arpentage, nivellement, dessin), cet enseignement dispose de moyens d'études remarquables, constitués :

- par un laboratoire d'essais de machines agricoles (essais des instruments et moteurs, adaptation du matériel d'importation aux conditions locales, etc.)

- par un hall d'exposition de l'outillage agricole, véritable musée de machines ouvert aux particuliers et couvrant 600 mètres carrés,

- enfin, par des ateliers pour le travail du fer et du bois, où les élèves sont exercés au montage et au démontage des machines, ainsi qu'aux réparations courantes.

Ces organismes, groupés dans des locaux contigus, réalisent par leur ensemble une station de génie rural dont le remarquable agencement et l'importance méritent d'être soulignés.

Il y a lieu de noter qu'en raison de l'extension que prend la culture mécanique dans la Colonie, une école d'apprentissage pour mécaniciens conducteurs agricoles, création originale dont le but est de former un personnel ouvrier familiarisé avec les engins modernes de culture, fonctionne dans l'Institut même.

D'autre part, un centre de culture mécanique, pourvu de tracteurs, etc. a été également institué sur l'annexe que l'Institut possède à Berteaux (Constantine). Ce centre reçoit, pour leur permettre de compléter leur instruction pratique, les apprentis mécaniciens ruraux. A fortiori, les élèves de l'Institut, au cours des stages qu'ils effectuent sur l'annexe, sont-ils appelés, eux aussi, à faire sur de vastes surfaces et dans d'excellentes conditions, de la culture mécanique.

Aux diverses chaires qui le nécessitent sont adjoints des laboratoires où les élèves sont exercés aux manipulations et intéressés aux travaux originaux de leurs maîtres. L'enseignement ex cathedra est complété par des applications et exercices pratiques qui en sont l'illustration vivante, ainsi que par des excursions nombreuses et variées, au cours desquelles les différentes régions de la Colonie sont parcourues en détail et leurs cultures spéciales minutieusement étudiées.

Enfin, les élèves de l'Institut effectuent chaque année des stages pratiques de vinification dans les caves d'Algérie et ils sont familiarisés avec tous les travaux agricoles, les détails de la conduite d'une exploitation, la vie du colon, en un mot, au cours de séjours

fréquents qu'ils effectuent sur les trois domaines d'une superficie totale de près de 600 hectares que possède l'établissement : 150 ha à Maison Carrée et à Rouïba, dans le Tell, et 425 ha d'un seul tenant sur les hauts plateaux du département de Constantine.

Le rendement que permettent d'obtenir d'aussi larges moyens d'études et d'éducation agricoles est porté à son maximum, grâce à une succession rationnelle de périodes d'études et d'applications à Maison Carrée, et de travaux essentiellement pratiques sur les domaines annexes. Grâce à cette organisation spéciale, qui est l'une des caractéristiques originales de l'Institut Agricole d'Algérie, ses élèves sont à même d'acquérir une formation théorique et pratique complète en deux années d'études seulement, sanctionnées pour les meilleurs élèves par l'attribution d'un titre d'ingénieur.

Les meilleurs élèves de chaque promotion peuvent, de même que les élèves des grandes écoles d'agriculture de la Métropole, être admis à effectuer une troisième année d'études dans les laboratoires de l'établissement.

Soit pendant cette troisième année, soit même durant leurs deux années d'études, les élèves de l'Institut Agricole qui le désirent peuvent également être admis à compléter leurs connaissances en suivant certains cours ou enseignements spéciaux à la Faculté d'Alger. Pour leur inscription dans les Facultés, ceux d'entre eux qui ne sont pas bacheliers bénéficient de la dispense du baccalauréat au même titre que les ingénieurs de l'Institut National Agronomique et des Ecoles Nationales d'Agriculture de la Métropole (décret du 27 Mai 1924).

L'Institut Agricole d'Algérie est compris sur la liste des grandes écoles où la préparation militaire supérieure est organisée en vue de la formation des officiers de complément.

L'Institut ne cesse pas de s'occuper de ses élèves à leur sortie. Il leur facilite des stages dans des exploitations particulières, au Jardin d'essais du Hamma ou dans les autres stations expérimentales de la Colonie. En un mot, il les guide en vue de leur établissement. L'Association amicale des anciens élèves leur prête dans le même but un concours précieux.

Pour ceux qui désirent solliciter l'attribution de concessions gratuites de terres de colonisation, les diplômes de l'Institut constituent un titre supplémentaire dont l'Administration tient le plus grand compte.

Il est indéniable que, grâce à la forte préparation professionnelle de ces jeunes gens, l'Algérie et notre nouveau protectorat du Maroc leur offrent, en particulier, des débouchés presque illimités. Actuellement, le nombre des offres d'emplois aux anciens élèves de l'Institut Agricole dépasse celui des candidats.

Certains services publics de l'Afrique du Nord exigeant des connaissances agricoles (laboratoires et services agricoles, génie rural, service de la culture des tabacs, Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, service du Tertib au Maroc, etc.) peuvent également offrir des situations - tout au moins d'attente - aux anciens élèves.

Des anciens élèves de l'Institut Agricole et des Ecoles supérieures d'agriculture de la Métropole, disposés à s'orienter vers les services agricoles de la Colonie, sont admis à effectuer à l'Institut de Maison Carrée un stage rémunéré durant lequel ils sont attachés à un ou plusieurs laboratoires ou services de cet établissement.

Cours temporaires et stages agricoles; en plus du rôle essentiel d'établissement supérieur d'enseignement agricole qu'il assume, dans des conditions qui méritent de retenir toute l'attention des jeunes gens et de leurs familles, l'Institut Agricole d'Algérie constitue un des organismes les plus vivants des services d'études, d'expérimentation et de vulgarisation agricole de la Colonie.

Il reçoit enfin, sur ses domaines, des stagiaires (anciens élèves de l'Institut même, des autres écoles d'agriculture de la Colonie ou immigrants).

En outre du Cours d'apprentissage de mécaniciens conducteurs agricoles dont il a été parlé plus haut, des cours temporaires d'oenologie, très suivis, ont lieu chaque année pendant une dizaine de jours dans les laboratoires et la cave expérimentale de l'Institut. Ils ont pour but de familiariser avec les méthodes modernes d'oenologie les personnes d'un âge quelconque : négociants en vins, colons viticulteurs, etc. Leur succès a également démontré qu'ils répondaient à un véritable besoin.

D'autres cours temporaires, variés, et de multiples conférences publiques sont également organisés à l'Institut Agricole.

De plus en plus, la nécessité s'affirme, pour les personnes désireuses de coloniser dans l'Afrique du Nord, de faire précéder leur installation d'une prise de contact avec le pays.

A cet effet, dès maintenant, l'Institut Agricole d'Algérie admet, en qualité d'auditeurs libres, sur simple demande adressée à son Directeur au début de l'année scolaire de préférence ou au commencement des cours et travaux qu'ils désirent suivre, les immigrants qui veulent se préparer à la vie et au métier de colon et, notamment, les jeunes gens et adultes qui désirent seulement suivre une partie de son enseignement, ou ceux qui n'ont pas pu subir le concours d'admission.

Les auditeurs libres désireux d'acquérir pratiquement une spécialisation plus grande dans la branche de l'activité agricole à laquelle ils se destinent, peuvent être admis à poursuivre leur apprentissage sur les annexes de l'Institut Agricole, à la Station

*botanique de Maison Carrée, au Jardin d'Essais du Hamma, et au fur et à mesure que les installations nécessitées dans ce but le permettront, dans les autres établissements d'enseignement et d'expérimentation de la Colonie. Ils sont, dès lors, soumis au régime spécial de ces établissements auxquels ils sont affectés en qualité de stagiaires.*

*Les places de stagiaires créées sur les établissements susvisés laissées disponibles par les anciens élèves ou auditeurs libres des écoles d'agriculture de la Colonie, peuvent être attribuées à des jeunes gens ou jeunes hommes venant directement du dehors et plus spécialement aux anciens élèves des écoles professionnelles d'agriculture ou d'horticulture de la Métropole. "*

Au cours de la même manifestation, M. BERTHAULT, professeur d'économie rurale à l'Institut Agricole d'Algérie, montre combien l'évolution de l'enseignement de cet établissement a su progresser pour s'adapter à la diversification récente de l'agriculture algérienne, la production du vin, des légumes et des fruits venant s'ajouter à celle, plus traditionnelle, des céréales.

## L'APOGÉE

L'oeuvre d'adaptation et de rénovation entreprise respectivement par Pierre CHERVIN et Emile VIVET fut continuée, à partir de 1937, par Marcel BARBUT qui conserva la direction de l'Institut pendant seize ans et qui en fit l'établissement moderne qu'il demeura jusqu'en 1962, au rayonnement national, méditerranéen et international.

Marcel BARBUT, pour près de cinquante promotions, s'est identifié à l'Institut Agricole d'Algérie, devenu Ecole Nationale d'Agriculture, puis ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE D'ALGER.

Les anciens élèves sont fiers de publier ici le témoignage qu'il porte sur l'évolution de l'établissement pendant les seize années de sa direction et lui disent à nouveau leur affectueuse gratitude pour son oeuvre magnifique, pour sa longue patience en des temps troublés et combien difficiles, pour son savoir-faire et son efficacité dont ils ont largement profité au cours de leurs carrières respectives.

Et surtout, ils lui laissent la parole pour un témoignage vivant qui honore l'auteur et son oeuvre.



SOUVENIRS DE SEIZE ANNEES DE DIRECTION (1937-1953)

*Aux Agrias, orphelins de leur Ecole,  
à mes enfants pour raviver leurs  
souvenirs, et à mes petits enfants  
pour leur faire mieux connaître  
l'Algérie ... et leur grand-père*

par Marcel BARBUT,  
Inspecteur général de l'Agriculture, Directeur de l'Institut  
Agricole d'Algérie, Ecole Nationale d'Agriculture d'ALGER

LES PREMIERS CONTACTS

Mon premier contact avec l'Algérie date d'Avril 1930. A l'occasion du Centenaire de la conquête, la Confédération générale de la mutualité, de la Coopération et du Crédit agricole, y tint son congrès traditionnel. La Caisse régionale du Crédit agricole mutuel de l'Oise, dont j'étais le conseiller technique, en tant que Directeur des Services agricoles du département, m'y délégua avec son Président et son Directeur.

J'eus même l'honneur d'y présenter à la tribune des Délégations Financières, où se tenaient les séances du congrès, un rapport sur les assurances sociales agricoles, alors à l'ordre du jour.

Un séjour d'une quinzaine me permit quelques contacts avec le pays : la Mitidja, Boufarik et ses coopératives, Sétif, Constantine, Biskra. Je fis connaissance de CHERVIN, mon ancien de Grignon, alors sous-Directeur de l'Agriculture, dont j'avais lu le rapport sur l'enseignement agricole en Algérie, présenté au Centenaire de Grignon en 1926.

Maison Carrée n'était pas au programme de nos visites. L'établissement fut pourtant à l'honneur quelques semaines plus tard, puisque le 28 Mai 1930, le Congrès de la Colonisation rurale y tint une de ses séances, sous la présidence d'Albert LEBRUN, alors Ministre et Président du Comité d'Afrique Française.

Ce séjour me donna une idée de ce qu'était cette Algérie dont je ne savais jusque là guère plus qu'un Français métropolitain moyen, c'est-à-dire peu de chose.

L'oeuvre française dans le domaine de l'agriculture, m'y apparut remarquable, mais aucune prémonition ne m'effleura concernant la part que j'y prendrais quelques années plus tard.

Ce premier contact et l'impression favorable que j'en avais gardée ne furent pas sans influence sur ma décision ultérieure.

o

Ce sont les hasards d'une carrière administrative très classique, en l'espèce la rencontre en 1926 à Beauvais du Préfet Georges LE BEAU, notre mutation simultanée à Rouen en 1934, et sa nomination en Septembre 1935 comme Gouverneur général de l'Algérie, qui sont à l'origine de ma carrière algérienne.

D'abord chargé de mission en Octobre et Novembre 1935, puis de Mars à Juin 1937, après avoir passé le concours d'Inspecteur Régional de l'Agriculture, j'étais mis en service détaché et, par arrêté du Gouverneur Général LE BEAU en date du 16 Mai 1937, nommé Inspecteur général de l'Agriculture en Algérie, chargé de la Direction de l'Institut Agricole d'Algérie, avec résidence à Maison Carrée.

L'intérim de cette direction, vacante depuis le départ en 1935 de M. THOMAS, était alors assuré par Emile VIVET, Ingénieur agricole de Montpellier, arrivé en Algérie au début du siècle pour aider à la reconstitution du vignoble ravagé par le phylloxera.

Pour reconnaître les mérites de ce grand connaisseur des techniques agricoles et viticoles nord-africaines, l'administration en avait fait le successeur de CHERVIN comme sous-Directeur de l'Agriculture à la Direction de l'économie algérienne, alors occupée par un homme intègre et compréhensif qui fut de ce fait mon premier "patron", le Directeur FABREGOÛLE. Je veux lui rendre hommage car il aida mon insertion dans ce microcosme un peu spécial qu'était le Gouvernement général de l'Algérie, le "G.G." des Algériens. Mes relations personnelles et confiantes avec le Gouverneur lui-même et la présence à ses côtés de son gendre CHAPOUTON, Ingénieur agricole de Montpellier, furent aussi des atouts précieux.

Mieux adapté à la vie du bled qu'à des fonctions essentiellement administratives, VIVET fut mon premier maître ès-agronomie algérienne. Au cours de nombreux entretiens et surtout plusieurs voyages en sa compagnie, au cours desquels nous visitâmes écoles, stations expérimentales, coopératives, et primes contact avec les dirigeants des groupements professionnels, je pus m'initier peu à peu aux différents problèmes que posait alors la crise grave dans laquelle l'agriculture se trouvait.

Grâce à lui et à Pierre BERTHAULT, Ingénieur agricole de Grignon, Docteur ès-Sciences, représentant en Algérie du Crédit Foncier de France, Professeur d'économie rurale à Maison Carrée, le "francaoui" qui prenait ses fonctions officielles en Juin 1937, avait déjà une bonne connaissance des difficultés qu'y l'attendaient.

Cette sorte de "stage probatoire", que j'avais moi-même sollicité en 1935 avant de donner une réponse définitive à M. LE BEAU, me préserva sûrement de bien des erreurs, techniques et psychologiques.

Et cela, soit dit en passant, justifie la grande sagesse de la hiérarchie ecclésiastique qui institua, pour assurer la continuité de son action, le "coadjuteur avec promesse de succession".

o

Après ces incidentes, que je ne crois pas inutiles à la bonne compréhension de la suite, revenons à l'I.A.A.

Lorsque j'en pris la direction en Juin 1937, la situation, bien qu'en voie de redressement, grâce à VIVET et à son adjoint VALIERE (dont j'aurai l'occasion de reparler), n'était pas encore rétablie.

Avant mon départ de la Métropole, de bons amis soucieux sans doute de mon avenir, avaient tenté de me dissuader d'accepter cette mission. Un ancien Directeur de Maison Carrée alors Directeur de Grignon, BONAFE que j'avais consulté, m'encouragea alors très vivement. Et puis, outre que les obstacles sont souvent un stimulant, il y avait l'insistance et la confiance absolue du Gouverneur Général LE BEAU.

J'abordais donc cette direction sans la moindre appréhension, d'autant plus que j'étais assuré à l'avance de l'appui du corps enseignant, dont le représentant le professeur de technologie HUSSON, avait été à Grignon mon chef de travaux dans cette discipline.

Et puis, il y avait VALIERE (1927) "agria de choc", déjà à l'I.A.A. depuis deux ans, dont j'appréciais les qualités et avec qui j'établis très vite des liens de confiance, puis d'amitié.

Le cumul des fonctions de Directeur de l'I.A.A. et d'Inspecteur général de l'Agriculture algérienne, n'était possible sans dommage pour l'une et l'autre fonction, que si j'avais à mes côtés à Maison Carrée et au Gouvernement général, deux adjoints d'un rang hiérarchique assez élevé.

Pour l'I.A.A., le problème fut résolu par la création d'un poste de Secrétaire Général ayant rang statutaire de Professeur. Cette création n'alla pas sans problème. Le corps professoral n'admit pas d'emblée cet intermédiaire entre la direction et lui. Une satisfaction lui fut donnée, par un article de l'arrêté créant le poste, prévoyant que pour tout ce qui concernait l'enseignement les professeurs relevaient du seul Directeur.

L'application de cette réserve entraîna bien dans la suite quelques heurts, dont certains conseils des Professeurs se firent l'écho, mais en définitive tout se passa assez bien parce qu'il y eut toujours entre VALIERE et moi d'une part et le corps enseignant d'autre part, une grande unité de vue sur ce qui était l'intérêt supérieur de la Maison commune.

Sans VALIERE et sans la compréhension et l'esprit d'équipe de tous, ma tâche eut été impossible. Cela devait être dit.

Cette confiance, l'Amicale des Anciens Elèves présidée alors par BARETAUD (1905), me l'accorda sans réserves. Il en fut de même sous les présidences de MULLER (1905), puis de PASQUIER (1919), sans oublier la cheville ouvrière de l'Agria MONTOYO (1927) Directeur de la Chambre d'Agriculture d'Alger qui devint vite un ami.

Ce cumul des fonctions : Inspecteur général et Directeur de l'I.A.A., m'obligea à partager mon temps entre Maison Carrée et Alger. Il n'est pas sûr que, au moins au début, cette situation ait toujours été bien comprise. Certains, parmi les élèves notamment, trouvèrent sans doute que leur Directeur ne consacrait pas assez de temps à leur Ecole. J'en trouvais l'écho dans des revues de promotion. Dans l'une d'elles, j'étais "Fantomas" et caricaturé par l'arrière de ma "402" quittant l'allée des lataniers. Et pourtant se fut sans doute la meilleure chance de l'I.A.A., en raison des possibilités que j'eus de présenter et défendre au niveau le plus élevé les dossiers le concernant.

#### LES OBJECTIFS

Toute oeuvre de modernisation et d'expansion exige :

- 1°- La définition d'un objectif à la fois ambitieux et raisonnable,
- 2°- Des investissements en bâtiments et équipements,
- 3°- Un personnel qualifié,
- 4°- Des crédits de fonctionnement adaptés.

Le premier objectif était de redonner à l'I.A.A., le plus rapidement possible, son éclat d'autrefois, ce que VIVET et VALIERE avaient bien amorcé, pour le remettre au niveau des Ecoles nationales métropolitaines.

Il fallait en plus doter les laboratoires de moyens suffisants pour qu'ils deviennent, davantage encore qu'ils ne l'avaient été jusque là, un véritable Centre de Recherches agronomiques à l'échelle de l'Algérie.

Il existait déjà un bon contact avec l'Université. Un nombre appréciable d'ingénieurs y préparaient avec succès des licences diverses : spécialement dans les disciplines biologiques.

Il ne m'a pas paru raisonnable, à cette époque, d'envisager une sorte d'I.N.R.A. (Institut National de Recherches Agronomiques) algérien, distinct de l'établissement d'enseignement supérieur qu'était Maison Carrée, ne serait-ce que parce qu'il n'y avait aucune chance d'obtenir des servives financiers et de l'Assemblée Algérienne les crédits importants qu'aurait exigé leur fonctionnement simultané.

De plus, comme je l'indiquais dans le premier fascicule des "Annales de l'I.A.A. et des Services de Recherches et d'Expérimentation agricoles", d'Août 1939, et malgré les aptitudes différentes qu'ils requièrent, enseignement supérieur et recherches doivent s'épauler. Je m'inspirais à ce propos des remarques du Pr BOEUF qui créa et dirigea pendant de nombreuses années le Service botanique et agronomique de Tunisie :

"L'enseignement, écrit-il, oblige le chercheur à ne point se cantonner étroitement dans son programme de recherches, à ne pas perdre de vue les principes généraux de la science et son évolution.

"Mais ce serait également une faute de ne pas intéresser les professeurs à des recherches concernant leurs spécialités respectives".

Si je m'étends un peu sur ces considérations générales, c'est parce qu'elles expliquent, elles aussi, l'évolution ultérieure de l'I.A.A.

Il n'y eut d'ailleurs jamais dans ce domaine un monopole. L'Université et divers services (hydraulique, restauration de sols, protection des végétaux, etc ...) continuèrent leur action, l'Inspection générale assurant liaison et coordination, avec l'aide de différents conseils appropriés.

o

1937 - 1942

La rentrée en Octobre 1937 - la première de ma direction - ne mérite aucune mention particulière. 39 élèves furent admis, après concours ou sur titres. Ce fut une année de rodage pour tous : professeurs, personnel administratif, étudiants. Les mises au point concernant notamment le rôle du Secrétaire général se firent en définitive dans un bon esprit d'équipe, avec toujours au premier plan l'intérêt de la grande maison.

En 1938, la suppression de l'admission sur titres et une sélection plus poussée au concours d'entrée, ne permirent d'admettre que 37 élèves. La propagande intense déclenchée avant même mon arrivée, notamment sous l'impulsion de VALIERE, avait cependant commencé à porter ses fruits, malgré une situation internationale déjà inquiétante.

En Novembre 1938, le Gouverneur général LE BEAU visita officiellement l'I.A.A. et me remit, au grand amphithéâtre, la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur, en présence des nombreuses notabilités dont le Secrétaire général du Gouvernement, le Président et le Bureau des Délégations financières, les chefs de service du Gouvernement Général, et divers Universitaires. Cette cérémonie servit bien notre propagande.

Il y revint le 26 Mars 1939, pour présider, en présence de Mme VIALA et de ses fils, un hommage à Pierre VIALA, grand artisan de la reconstitution du vignoble français. Le prix Pierre VIALA fut remis à cette occasion au Pr ROSEAU.

La situation internationale restait très préoccupante. Déjà le 11 Novembre 1937, présidant pour la première fois la cérémonie traditionnelle, j'avais exprimé des inquiétudes. Elles étaient loin mes illusions d'ancien combattant de la guerre 14-18. Celle-ci avait coûté cher aussi aux anciens de l'Ecole d'agriculture algérienne. Sur les 161 élèves des promotions 1905 à 1913, les noms de 20 d'entre eux étaient inscrits sur la plaque rappelant leur sacrifice.

C'est à cette occasion que je fis la connaissance du plus brillant de ces anciens combattants Adolphe AUMERAN, major de la promotion 1905, qui devait conquérir par la suite les étoiles de Général. Ce fut le début d'une amitié solide avec cet ancien, qui fut toujours à mes côtés dans les moments difficiles. Notre collaboration, d'abord à la Revue agricole de l'A.F.N. puis après 1962 et avec son petit-fils J.M. CLEMENT à la Revue Agricole de France, compte parmi les bons souvenirs de ma vie.

Sauvée (!) de justesse, à Munich, en 1938, la paix n'était qu'en sursis. Délégué de l'Algérie au Congrès International d'Agriculture Tropicale, qui se tint à Tripoli en Avril 1939, j'avais pu mesurer les dangers qu'elle courait. Une atmosphère d'hostilité régnait déjà entre les délégations française et britannique d'une part, italienne et allemande d'autre part. Seule l'autorité du Maréchal BALBO, alors Gouverneur général de la Libye, permit d'éviter les incidents.

Le recrutement de l'I.A.A. subit les conséquences de cette tension. Les candidats métropolitains furent moins nombreux et 21 candidats seulement furent admis, qui ne purent d'ailleurs commencer leurs études qu'en 1940. La mobilisation qui suivit, désorganisa les services. Privé de son Secrétaire général et d'une partie du corps enseignant, l'I.A.A. dut fermer provisoirement ses portes. Moi-même, nommé Directeur de la production agricole au Gouvernement Général, je ne pouvais plus lui consacrer qu'une faible partie de mon temps.

Il fut néanmoins possible d'y rassembler une cinquantaine d'élèves des écoles d'agriculture de Sidi Bel Abbès, Aïn Témouchent, Philippeville et Guelma, et avec l'aide du directeur de l'Ecole d'horticulture du Jardin d'Essais du Hamma CUGNOT et des enseignants non mobilisés, de leur faire accomplir une année d'études.

Il ne fut pas non plus possible d'amorcer le programme d'investissements en bâtiments et équipements mis au point avec le corps enseignant et accepté par le Gouverneur général et les Délégations financières.

o

La démobilisation qui suivit la débâcle de Mai 1940 et l'armistice qui en fut la conséquence remit chacun à sa place et il fallut songer à la rentrée d'Octobre. Malgré l'augmentation du nombre des candidats, et pour maintenir un bon niveau, il ne fut prononcé que 41 admissions, qui, ajoutées aux admis de 1939, donnèrent une promotion de 1ère année de près de 70 élèves.

Au Gouvernement Général, l'Amiral ABRIAL, héros de Dunkerque, avait remplacé le Gouverneur général LE BEAU mis brutalement en disponibilité par Vichy. Je fis, à la gare maritime, des adieux émouvants à celui qui avait été mon Chef pendant quatorze ans (quatorze années d'une "incomparable collaboration", m'écrivit-il sur une photo dédicacée), et qui avait décidé de ma carrière algérienne.

L'Algérie avait vécu douloureusement, Musulmans compris, les événements de l'été 1940, mais, non occupée, soumise simplement au contrôle d'une mission militaire à effectif réduit et à dominante italienne, il s'y organisa une vie assez différente de celle de la Métropole. La "Révolution nationale" n'y fut pourtant pas sans conséquences, et l'I.A.A. lui-même fut concerné. Je ne pus empêcher la révocation de l'excellent comptable Charles FREDI, israélite.

Je dus d'abord faire face aux accusations d'une petite minorité qui, estimant sans doute qu'un ancien collaborateur du Gouverneur général LE BEAU limogé, ne pouvait être, bien que médaillé militaire et titulaire de la Croix de guerre 14-18, qu'un mauvais Français, il fallait bien vite le remplacer à Maison Carrée et au Gouvernement Général. VALIERE aussi était suspect, pour d'autres raisons. Mon autorité et mes possibilités d'action étaient en cause. Je dus à contre-cœur demander des sanctions, d'ailleurs légères. Elles me furent accordées. Dans les périodes troublées, l'indépendance de pensée et un certain non-conformisme ne sont guère appréciés, même si la loyauté de l'intéressé à l'égard des dirigeants en place ne peut être mise en doute. J'en fis d'ailleurs à nouveau l'expérience, en sens inverse, en 1943 ! Merci à mes chefs, le Directeur général VOGT, le Secrétaire général ARIS et l'Amiral ABRIAL lui-même pour leur confiance et leur soutien.

Il y eut dans la suite quelques remous. J'ai souvenir d'un Conseil de professeurs où j'avais exprimé mon amertume et qui fut assez houleux. En ce qui me concerne cependant, tout s'apaisa assez vite, et je pus reprendre ma tâche dans une atmosphère relativement rassérénée. Elle ne fut pas facile car, confirmé dans mes fonctions de Directeur de la production agricole, et confronté à des problèmes difficiles dont la solution exigea plusieurs voyages à Vichy, capitale provisoire de la France, ma présence à Maison Carrée fut encore réduite.

Mais là, il y avait VALIERE, loyal, dévoué, qui aimait profondément son école. Son mérite est d'autant plus grand qu'il restait la cible de nos accusateurs. Pour apaiser les critiques dont il était l'objet, une délégation de pouvoirs fut donnée au Doyen du Corps enseignant, le Pr BASTET (Génie Rural), pour tout ce qui concernait l'enseignement. Malgré mon soutien sans réserves, et celui du Secrétaire général du Gouvernement ETTORI, très attaché à Maison Carrée, ils finirent par avoir gain de cause, mais ce fut une victoire "à la Pyrrhus"; la notification du déplacement de VALIERE me parvint le samedi 7 Novembre 1942, et dans la nuit qui suivit les Américains débarquèrent. J'y reviendrai plus loin.

o

Peu après la rentrée de 1940, l'Amiral ABRIAL visita officiellement l'I.A.A., ce qui m'offrit l'occasion de lui présenter les divers laboratoires et de lui faire connaître nos projets. L'objectif essentiel était déjà la reconnaissance comme Ecole Nationale d'Agriculture.

Or, en Juillet 1941, une loi de Vichy supprima ces écoles en même temps que l'Institut National Agronomique, pour leur substituer un Etablissement unique : l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie. Elle impliquait un relèvement du niveau du concours d'entrée et des études. Pour rester dans la course et maintenir le cap sur cet objectif d'assimilation, le Conseil des professeurs considérant qu'il n'était plus possible d'accroître, dans le cadre de deux années d'études, un programme déjà très chargé, proposa qu'à partir de la rentrée scolaire de 1941, la durée des études fut portée à trois années. Un arrêté gubernatorial entérina cette proposition.

o

En Juillet 1941, l'Amiral ABRIAL fut remplacé par le Général WEYGAND qui cumula ses fonctions avec celles de Délégué général pour l'Afrique française qu'il exerçait depuis Octobre 1940. Il fit une visite impromptue à Maison Carrée alors que j'étais en mission dans la Vallée du Chélif, où, avec le Directeur de l'hydraulique René MARTIN nous avons organisé une série de réunions pour relancer la culture du cotonnier. Prévenu quelques heures seulement avant la visite, je ne pus rentrer à temps et il fut reçu par VALIERE et le Corps enseignant. Après la visite des laboratoires, s'adressant aux élèves des deux promotions, réunis dans le grand amphithéâtre, il sut leur communiquer sa foi dans un avenir français plus radieux, et réconcilier ceux qui avaient alors une optique différente sur cet avenir.

Malgré mes objections, je n'avais pu en effet éviter la création, au sein de l'I.A.A., d'une section de la Légion des combattants qui divisa profondément étudiants et personnel et qui nous posa souvent, à VALIERE et à moi-même, des problèmes délicats.



Chez les étudiants, partisans et adversaires de la "Révolution nationale" étaient à peu près à égalité avec une dominante vichiste chez ceux d'origine nord-africaine, et une dominante inverse chez les métropolitains dont beaucoup d'ailleurs étaient venus en Algérie pour fuir l'occupant allemand. Il n'y eut cependant point de heurts sérieux, la solidarité estudiantine et le souci du bien commun gommant les différences.

J'avais dû aussi organiser une cérémonie hebdomadaire de "lever aux couleurs". Pour bien définir ce que nous nous efforcions tous de faire régner, je ne résiste pas à la tentation de rappeler les passages ci-après de mon allocution de rentrée d'Octobre 1941 s'adressant aux élèves :

*" Vos débuts dans la vie active ne seront point aussi faciles qu'ils purent l'être pour certains de vos aînés. L'héritage que vous recueillerez comporte, avec un actif qu'il ne faut point sous-estimer, un passif qui lui vient de notre défaite et dont vous supporterez le poids.*

*Il faudra au cours des deux années que vous allez passer ici, dans une quiétude qui, je veux l'espérer, ne sera troublée par aucun événement fâcheux, vous préparer à le recevoir, à le faire fructifier "pour que notre pays retrouve au plus tôt sa prospérité et son rayonnement intellectuel et moral".*

*Dans l'ordre matériel, nous nous efforcerons, mes collaborateurs et moi-même, de vous rendre le séjour à Maison Carrée aussi agréable que le permet la rigueur des temps. Vous ne serez point traités en jeunes collégiens turbulents, mais en grands jeunes gens, en étudiants raisonnables qui savent le prix du temps et qui sont bien décidés à ne point gaspiller celui qu'ils ont la chance de pouvoir consacrer aux études choisies.*

*Nous n'exigerons point de vous un calme placide qui n'est pas de votre âge. Il n'est pas bon que, même dans les périodes troublées, la jeunesse soit triste et préoccupée. L'Institut, avec ses terrains de jeu, les séances d'équitation, d'hébertisme organisées avec la collaboration de la Direction régionale de la Jeunesse et l'Armée d'Afrique, vous offrira toutes les occasions de détente physique que vous pouvez désirer.*

*En revanche, nous exigerons de vous que vous soyez exacts aux cours, aux applications et d'une manière générale dans tous les actes de votre vie scolaire, corrects dans votre tenue et votre*

*attitude , animés les uns envers les autres de ces sentiments de bonne camaraderie qui rendent si solides souvent les liens d'amitié noués à l'école." (1)*

Il me faut relater ici un incident qui, en 1941, endeuilla l'I.A.A. Un soir, quelques tirailleurs quittèrent leurs casernes, en armes, se répandirent dans Maison Carrée et tirèrent sur tous les Européens qu'ils rencontrèrent. THIEBLOT, de la promotion 1938, fut parmi les victimes.

o

Recevant en Juin 1942, le Gouverneur Général CHATEL, qui avait succédé en Novembre 1941 au Général WEYGAND, rappelé et mis en résidence surveillée sur l'ordre de l'occupant, je soulignais que depuis la création en 1905 de l'Ecole d'agriculture algérienne, 1800 élèves s'étaient succédés sur ses bancs et que 721 diplômés d'ingénieur et 288 diplômés simples avaient été attribués depuis 1921.

Le placement des anciens ne posait déjà aucun problème, la demande était supérieure à l'offre. L'élément féminin fit son apparition en 1937 avec l'admission d'une élève marocaine, Melle Hélène ARBONA, et j'ai gardé l'ouvrage "Les dieux" d'Alain qu'elle me remit avec une dédicace flatteuse lors de la remise de ma Légion d'Honneur.

C'est au cours de cette année scolaire 1941-42 que commença à fonctionner la structure de liaison Enseignement-Recherches mise au point avec les intéressés. Chaque Chef de Chaire était directeur de recherches dans sa spécialité, et avait sous son autorité, ressortissant de sa discipline, Maîtres de conférences, Chefs des travaux, Assistants, dont certains participaient à l'enseignement et d'autres n'avaient que des activités de Recherche.

Mon problème fut de proposer et d'obtenir les créations d'emplois et les crédits d'équipement nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble. Cette structure correspondait à peu près aux Unités d'Enseignement et de Recherches (U.E.R.) actuelles de l'Université.

La Recherche est affaire de tempérament. Elle ne se décrète pas. Elle exige du chercheur une grande disponibilité. La notion même de statut paraît presque antinomique. Et pourtant, certaines contraintes sont nécessaires pour qu'elle serve bien l'intérêt général. La notion de hiérarchie s'y acccommode mal parfois des réalités. A un échelon beaucoup plus élevé, les grandes organisations nationales de Recherches (C.N.R.S., I.N.R.A., ...) n'échappent pas à ces contradictions.

---

(1) *Il n'est sans doute pas nécessaire de préciser que je tenais ce langage plus d'un quart de siècle avant Mai 1968.*

A l'échelle de l'I.A.A., je résolus le problème en prévoyant simplement une réunion annuelle de tous les chefs de chaires, au cours de laquelle chacun exposerait le résultat des travaux réalisés dans son département et ses projets en cours et à venir.

Outre que ces exposés successifs permettaient une bonne information et une bonne coordination, ils stimulaient ceux qui n'avaient présenté au début qu'un bilan trop modeste.

Ici encore, je dois rendre hommage au Secrétaire général ETTORI qui vint assister, pendant plus de deux heures, à l'une de ces réunions. Le fait mérite, je crois, d'être signalé.

Dix emplois nouveaux de chefs de travaux et d'assistants furent créés au budget de 1942, en même temps que des crédits étaient prévus pour une tranche de travaux intéressant l'agriculture, la technologie et la zoologie.

J'extrais de mon allocution de rentrée d'Octobre 1942 le passage suivant présentant aux étudiants le nouveau régime d'études applicable à la promotion entrante :

*" Vous inaugurez un régime d'études résultant de la décision prise le 24 Avril 1942 par M. le Gouverneur Général, portant de deux à trois ans la durée des études.*

*Il est possible que vos jeunes impatiences n'apprécient pas à sa juste valeur la réforme réalisée, d'autant plus que la métropole qui avait inscrit dans la loi du 5 Juillet 1941 réorganisant l'enseignement supérieur agricole, une mesure semblable, vient d'en suspendre l'application pour la présente année scolaire. Je suis sûr que dans l'avenir vous rendrez justice à vos maîtres qui l'ont proposée et à M. le Gouverneur général CHATEL qui l'a confirmée, car elle permettra d'aménager plus rationnellement l'enseignement des matières figurant déjà au programme, d'introduire certains enseignements nouveaux, notamment d'ordre économique et social, indispensables à la formation d'un agronome digne de ce nom, et de prévoir divers stages qui vous feront prendre contact avec les réalités pratiques et développeront votre esprit d'observation et vos qualités de jugement. "*

1942 - 1945

Cette promotion et la précédente, auxquelles je m'adressais, ne devaient rester que quelques semaines à Maison Carrée. Dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 Novembre 1942, les Américains débarquaient en Afrique du Nord et les événements prenaient un nouveau tournant. L'un des points de débarquement n'était qu'à quelques kilomètres, près de Fort de l'Eau. Réveillés vers 3 ou 4 heures du matin par une canonnade inaccoutumée, et n'étant pas dans le secret du "complot d'Alger", nous étions perplexes et un peu inquiets : pourtant, la veille, assistant à la rentrée solennelle de l'Université, j'avais été frappé par la virulence de certaines allocutions envers le Gouvernement de Vichy. Sans doute, ceux-là savaient-ils ce qui se préparait.

Vers 7 heures du matin, la Section de Maison Carrée de la Légion des Anciens Combattants adressa à ses adhérents un véritable ordre de mobilisation. Je résolus le problème de conscience qui m'était posé en laissant libre choix aux étudiants majeurs - et en gardant les autres sous ma responsabilité -. Ignorant ce qui se passait et inquiet des conséquences possibles de leur engagement, je fus vite rassuré en voyant revenir les mobilisés du matin, en fin de matinée, avec cigarettes, chocolat et autres friandises assez rares à l'époque.

D'autres ont relaté ces journées historiques, les maladroites commises, les ambiguïtés de la situation créées par la "querelle des généraux" et les combats meurtriers d'Oran et de Casablanca. Tel n'est pas mon propos.

Le lundi 9 Novembre, la vie à Maison Carrée reprit normalement. Cours, applications, travaux pratiques, se déroulèrent suivant le programme établi la semaine précédente. Tout était en ordre et VALIERE, débarrassé de ses préoccupations d'avenir, plus Agria que jamais, je rejoignis à Alger, vers 9 heures, mon bureau de Directeur de la production agricole. Là, l'effervescence était plus grande. Néanmoins, chacun était à son poste - radieux ou inquiet - . Aucun de mes collègues, pas plus que moi-même, ne m'a paru connaître les états d'âmes des généraux et amiraux (DARLAN, GIRAUD, JUIN, FENARD, etc.) tiraillés entre leur serment au Maréchal et leur désir de reprendre le combat contre l'ennemi allemand. L'occupation allemande de la zone libre métropolitaine les mit d'accord, ce qu'attendaient avec impatience les généraux américains CLARK et EISENHOWER.

En ce qui me concerne, je réalisais très vite tous les problèmes que poserait à l'agriculture algérienne la rupture brutale des communications entre l'Algérie et la métropole, au double point de vue de ses approvisionnements et de ses débouchés. Et mon principal souci dans les semaines qui suivirent, fut de rechercher des solutions de rechange. Je ne pus consacrer à l'I.A.A. que très peu de temps. Mais VALIERE était là. La semaine du 9 au 15 Novembre fut décisive. Peu à peu arrivèrent à Maison Carrée des contingents américains et anglais, qui

occupèrent divers locaux et installèrent (les Américains) des tentes sur la pelouse voisine de la Direction, dont une des chambres fut mise à la disposition d'un officier anglais. J'eus même l'honneur d'y recevoir un peu plus tard un major, cousin du Roi d'Angleterre.

Il apparut bien vite qu'il serait à peu près impossible d'assurer un fonctionnement normal des chaires et des laboratoires. Les généraux, enfin d'accord, engagèrent l'Armée d'Afrique dans le combat. Déjà, depuis 1941, sous couvert de pratiquer l'équitation, une sorte de préparation militaire déguisée avait été organisée, sous l'impulsion du Général WEYGAND. Il s'ensuivit une mobilisation, qui atteignit personnel et étudiants et qui désorganisa encore un peu plus les services. La fermeture fut décidée. Nous pûmes cependant, le 11 Novembre, célébrer l'anniversaire de l'Armistice de 1918, dans un climat sinon d'euphorie, du moins de plus grande confiance dans l'avenir. Seuls continuèrent à fonctionner et à m'apporter leur concours pour la solution des problèmes à résoudre, les laboratoires qui avaient pu conserver un minimum de personnel.

VALIERE lui-même, malgré un état de santé qui pouvait justifier une réforme, ou à tout le moins une affectation spéciale, tint à reprendre de l'activité et obtint son affectation comme capitaine à l'Etat Major du Général de MONSABERT. Il fit, avec un certain nombre de ses collègues, une brillante campagne de Tunisie, puis en Italie et en France. J'ai conservé et relu avec émotion les lettres que tous m'adressèrent.

Un problème se posa pour les élèves d'origine métropolitaine coupés de leur famille. La grande majorité rejoignit très vite la nouvelle Armée d'Afrique, mobilisés ou engagés volontaires. L'I.A.A. continua à leur assurer vivre et couvert pendant leurs permissions. Nous en reçûmes beaucoup à la maison où ma femme s'efforça de recréer pour eux, avec nos enfants, une atmosphère familiale. J'ai conservé les lettres par lesquelles ils nous exprimèrent, et à elle tout spécialement, leur gratitude. Lorsque, en Novembre 1952, la mort nous sépara, MONTROYO, dans "L'Agria" de Novembre-Décembre 1952, le rappela en ces termes :

*" Madame BARBUT, depuis quinze ans qu'elle résidait à Maison Carrée, y avait conquis tout le monde par sa discrétion, sa dignité, son affabilité, sa compréhension à l'égard de la jeunesse. Son grand coeur avait eu souvent l'occasion de se manifester, notamment pendant la guerre à l'égard de nos jeunes camarades mobilisés et coupés de leur famille en métropole. "*

o

A Maison Carrée, VALIERE avait été momentanément remplacé par FILLARD (1919). Je trouvais chez ce dernier, dans un autre style, la même collaboration, franche, loyale, amicale. C'est sur lui que reposa la bonne marche de ce qui fonctionnait encore, et notamment de l'exploitation agricole, singulièrement agrandie depuis 1937. J'y reviendrai dans un chapitre spécial.

Pendant cette période, et jusqu'à l'armistice du 8 Mai 1945, les lourdes responsabilités attachées à mes fonctions de Directeur de la production agricole devenue "Direction des Services de l'Agriculture", les nombreux déplacements qu'elles exigeaient pour maintenir le contact indispensable avec les organisations professionnelles, limitèrent à un ou deux après-midi par semaine, le temps que je pouvais consacrer à l'I.A.A. Mais je puis affirmer que, grâce à FILLARD et à la bonne compréhension de tous, rien ne fut sacrifié de l'acquit des années précédentes.

En 1945, tout était prêt pour la reprise d'une activité normale. Bien sûr, cette période de ma vie professionnelle fut très mouvementée. A leur tour, ceux qui avaient servi sous Vichy devenaient suspects, même s'il n'y avait rien à leur reprocher sinon d'avoir été là avant. C'étaient des "arapèdes", comme les désignait une certaine presse. Je ne fus pas épargné, mais cette fois les attaques venaient de l'extérieur et c'était moralement très différent. L'équipe que je formais avec mes collaborateurs en sortit plutôt renforcée et je sais gré en particulier aux plus proches, DELOYE et HERBAULT au Gouvernement général, FILLARD et pour l'Amicale des anciens élèves PASQUIER, à Maison Carrée, du soutien et du réconfort qu'ils m'apportèrent.

o

Au printemps 1943, le Gouvernement provisoire de la République française, qui siégeait à Alger, devenue capitale de la France libre, nomma au Gouvernement général Yves CHATAIGNEAU, Ambassadeur de France, agrégé d'histoire. Brillant universitaire, il s'intéressa très vite à l'I.A.A. et comprit la portée de son rayonnement. Il y vint à plusieurs reprises, sans cérémonial, visitant chaque fois et d'une manière approfondie un ou deux laboratoires, en posant aux enseignants et chercheurs les questions les plus pertinentes. Il s'intéressa tout spécialement aux recherches d'ISMAN et DUCCELLIER sur le "gaz de fumier". Je sais que par ailleurs, avec son Directeur des Réformes, mon collègue et ami Lucien PAYE, qui fut plus tard Ministre de l'Education Nationale, ils ne firent pas l'unanimité chez les Européens d'Algérie mais, personnellement, pour Maison Carrée, j'ai toujours trouvé chez lui une oreille attentive et une grande compréhension. Je lui devais cet hommage.

o

C'est dans cette période, en 1943, que fut créé, par transformation et extension de la chaire d'agriculture, le SERVICE D'EXPERIMENTATION AGRICOLE. Son titulaire, Pierre LAUMONT, ingénieur agronome, en assura la direction avec autorité sur toutes les stations régionales orientées vers la génétique et l'expérimentation végétales. Ce service, qui créa de nombreuses variétés de céréales, de fourrages et de plantes industrielles, qui mit au point des techniques culturales adaptées aux sols et aux climats de l'Afrique du Nord, eut à Maison Carrée des bâtiments et une vingtaine d'hectares réservés à ses essais. Bien qu'ayant un budget propre, il utilisait les moyens de l'exploitation et maintenait un contact permanent avec les autres laboratoires. Il servit bien le prestige de l'ensemble en contribuant largement aux progrès de l'agriculture nord-africaine.

En remettant à Pierre LAUMONT, en Novembre 1951, les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur, je rappelais les mérites de cet ingénieur agronome (Paris) qui, arrivé à Maison Carrée en 1928 comme stagiaire au Laboratoire du Pr DUCELLIER, devait y faire toute sa carrière et succéder en 1937 à son maître.

#### LA RENTREE D'OCTOBRE 1945

En Octobre 1945, les promotions 41 et 42, augmentées d'une douzaine d'élèves admis après un concours hâtivement organisé, rejoignirent l'I.A.A. Il y avait hélas des vides. Sur les 36 agrias tombés au Champ d'Honneur - chiffre qui donne la juste mesure de la part prise par l'Armée d'Afrique à la libération de la France - 10 appartenaient à ces promotions. Leurs noms s'ajoutèrent sur la plaque à ceux de leurs camarades tombés en 14-18. Personne n'aurait pu penser à cette époque que, 17 ans plus tard, à notre départ, 40 autres noms auraient pu y figurer.

J'avais voulu donner à cette rentrée une certaine solennité. Aux côtés du Secrétaire Général du Gouvernement, délégué par le Gouverneur général CHATAIGNEAU absent, se trouvaient de nombreuses personnalités du monde universitaire, administratif et professionnel.

L'Amicale des anciens élèves avait alors pour Président, depuis 1943, PASQUIER, professeur de zoologie et d'entomologie, mondialement connu pour ses travaux sur la biologie des acridiens et les moyens de lutte à leur opposer. Je veux ici lui exprimer ma reconnaissance pour la confiance qu'il m'accorda, et l'aide qu'il m'apporta, jusque sur le plan familial, en de multiples circonstances.

J'ai maintenu par la suite ce caractère solennel de notre rentrée scolaire. Cela devint une tradition, qui servit bien, avec la garden-party annuelle, connue du "Tout Alger", le prestige de l'I.A.A. et aida à la réalisation de nos projets.

Le corps enseignant ne comprenait encore, à l'époque, que neuf professeurs chefs de laboratoires, huit chefs de travaux, douze préparateurs et assistants : effectifs tout à fait insuffisants pour atteindre nos objectifs. Il fallait reprendre aussi les investissements en bâtiments et équipements, en actualisant très largement les projets antérieurs stoppés par les événements.

Cette promotion 42-45, qui élit comme représentant de TINGUY, devenu plus tard Président de l'Amicale, mérite une mention particulière car elle comprenait de nombreux anciens combattants. Nous assouplîmes pour eux les contraintes de l'internat. Je le compris d'autant mieux que j'avais connu moi-même une situation analogue (admis à Grignon en 1914, je n'y rentrais effectivement qu'en 1919). VALIERE qui avait repris ses fonctions et qui avait été lui aussi un valeureux combattant, le

comprit aussi parfaitement. Son remplaçant provisoire FILLARD avait été nommé, après concours, Directeur des Services Agricoles des Territoires du Sud.

A part quelques inévitables chahuts, notamment au réfectoire, souvent après les examens dont les résultats avaient engendré une certaine insatisfaction, tout se passa bien. Nous ne fûmes pas trop malmenés à la revue de 1946. J'ai toujours accordé une certaine importance à ces "défoulements" estudiantins. Au-delà de la présentation caricaturale, on peut parfois en tirer des conclusions utiles.

Je rappelais dans mes allocutions de rentrée les objectifs que nous nous étions fixés : former des hommes "Agrarias" aussi complets que possible, aptes à exercer les activités les plus diverses dans le domaine de l'agronomie, répondant en quelque sorte à la définition que donne ALDOUX HUXLEY ("Contrepoint") :

*" Etre un homme complet, équilibré, c'est une entreprise difficile, mais c'est la seule qui nous soit proposée ... Un homme est une créature qui marche délicatement sur une corde raide, avec l'intelligence, la conscience et tout ce qui est spirituel à un bout de son balancier, le corps et l'instinct et tout ce qui est inconscient, mystérieux, terrestre, à l'autre bout. Un équilibre, ce qui est diablement difficile. "*

Pour cela, il fallait renforcer sérieusement les moyens dont nous disposions : bâtimens, équipements, personnel, et convaincre d'abord les services financiers qui s'opposaient à l'époque à l'assimilation aux E.N.A., craignant les répercussions budgétaires de cette assimilation. Ce fut l'essentiel de mon activité. Fort heureusement, la création d'une Direction de l'Agriculture, confiée à notre camarade VIALA, ingénieur agricole de Montpellier, m'avait libéré de nombreuses contraintes. J'avais dû, cependant, mettre ma situation en jeu pour obtenir que, tant que j'en serais le Directeur, l'I.A.A. et les Services de Recherches et d'expérimentation agronomiques soient maintenus sous l'autorité directe de l'Inspecteur général, ayant dans ce domaine rang et prérogative de Directeur de l'administration centrale. Situation je le reconnais, anormale, bousculant l'orthodoxie administrative et qui ne fut pas facile à obtenir mais qui me parut indispensable pour me permettre de présenter et de défendre moi-même, au plus haut niveau, comme je l'avais fait jusque là, les dossiers les concernant. Je conservais cependant à l'égard des autres services de la Direction de l'Agriculture, les fonctions d'Inspecteur général qui, s'ils m'éloignaient parfois de Maison Carrée pour des tournées plus ou moins longues, ou des missions en métropole et à l'étranger, me permirent souvent de bien servir l'I.A.A.

J'ajoute qu'au cours de cet été 1945, l'Amicale reçut à Maison Carrée, avec tous les honneurs dus à ce grand ancien, le Général de Brigade Adolphe AUMERAN (1905), Commandeur de la Légion d'Honneur, qui patriote intransigeant, s'était couvert de gloire sur les champs de bataille de la Libération. Il devait plus tard continuer son combat pour l'Algérie française au Parlement, comme Député d'Alger.



1946 - L'I.A.A. DEVIENT L' E.N.A.A.

Dès la rentrée 1945, on pouvait considérer que "l'état de fait", à savoir l'égalité du niveau du concours d'entrée et des études avec les E.N.A. (Ecoles Nationales d'Agriculture) métropolitaines était atteint. Restait à le transformer en "état de droit". Il fallait d'abord obtenir l'accord de la Direction générale des Finances, toute puissante en la matière, pour que les crédits nécessaires, notamment au relèvement des traitements du Corps enseignant, soient inscrits au budget. Le Gouverneur Général CHATAIGNEAU m'y aida et les délégations financières les votèrent.

Cette transformation exigeait une loi, donc un vote par l'Assemblée nationale et l'ancien Sénat devenu Conseil de la République. Une loi, c'est-à-dire un projet d'initiative gouvernementale ou une proposition parlementaire, et surtout des rapporteurs et un avis favorable des Commissions intéressées. Notre chance fut que le Ministre de l'Agriculture TANGUY-PRIGENT, eut pour Directeur de cabinet un Agria, LIBERT BOU (1927) qui devait faire par la suite une carrière brillante au Plan, puis au Marché-Gare de Rungis dont il fut le premier PDG. C'est lui, à Paris, qui régla tous ces problèmes de procédure et le 22 Mai 1946, à une heure tardive et sans débat, lors d'une fin de session parlementaire, une loi n° 46-1140 accordait à l'Institut Agricole d'Algérie, le titre et les prérogatives des ENA métropolitaines. Il devient, à partir de cette époque, l'ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE D'ALGER.

Le nouvel établissement était soumis pour son enseignement au contrôle du Ministère de l'agriculture, mais continuait à relever de l'autorité du Gouverneur Général de l'Algérie et des Assemblées Algériennes, pour ses dépenses de fonctionnement et d'investissements.

Peu après, mes collègues et amis THIERRY, Directeur de l'Enseignement, MARGARIT et ROCHE, Chef du service de l'Inspection générale, venaient passer quelques jours à Alger pour mettre au point les détails d'application de la loi. Les craintes qu'avaient manifestées certains à l'encontre de cette sorte de "perte d'indépendance" de l'I.A.A., se révélèrent vite infondées. Il n'y eut jamais la moindre opposition aux initiatives prises par la suite pour mieux adapter l'Etablissement à sa double mission d'enseignement et de recherches, même lorsqu'elles dérogeaient aux règles et aux traditions des E.N.A. métropolitaines (auditeurs réguliers notamment). Il est vrai que les conséquences financières de ces initiatives étaient supportées exclusivement par l'Algérie. Mon appartenance au Corps de l'Inspection générale de l'Agriculture et la confiance que m'accordaient mes collègues, facilita aussi beaucoup les choses.

Bien que soutenue par le Pr BRETIGNERE, alors Président de l'Union des Ingénieurs Agricoles, la réforme ne fut pas non plus acceptée d'emblée par certains Agris. Mon vieil ami RATINEAU, alors Directeur de Grignon, m'en fit reproche avec sa véhémence bien connue.

Il me suffit, pour y répondre, de reprendre les arguments que nous faisons valoir pour la suppression de certains privilèges que possédait l'Institut National Agronomique vis-à-vis des Ecoles Nationales. Un autre ami, BUCHET, Directeur de Montpellier, fut lui très favorable et me soutint. L'UNIENSA (Union Nationale d'Ingénieurs diplômés des Ecoles Nationales Supérieures Agronomiques) peut mesurer aujourd'hui le caractère très positif de ce que lui apportèrent et lui apportent encore les Agrias. Je n'ai jamais eu, sur ce point, envers mes camarades Agris, le moindre sentiment de culpabilité.

A partir de 1946, le recrutement se fit par un concours commun à toutes les Ecoles, les admissions étant prononcées sur la base du libre choix des candidats et de leur rang de classement. Cette disposition pouvait évidemment défavoriser les candidats nord-africains, peu enclins à faire des études à Rennes ou à Grignon, pour exercer ensuite leur activité en Afrique. Pour pallier cet inconvénient, la première mesure fut d'organiser au Lycée Bugeaud à Alger, une solide classe préparatoire, jumelée avec celle qui préparait déjà à l'Agro. Je sais gré au proviseur FRENEAU de sa compréhension.

J'obtins aussi qu'une priorité leur soit accordée, dans la limite de 50 pour cent des admis. Cette proportion de 50 pour 100 se retrouva assez régulièrement dans les promotions qui suivirent, ce qui prouve que l'E.N.A. d'Alger figurait en bonne place dans les choix des candidats métropolitains.

Allant plus loin encore dans cette voie, et toujours avec l'objectif d'élargir l'audience de l'E.N.A.A. dans les milieux professionnels particulièrement, nous soumîmes au Ministère de l'Agriculture, un projet créant une catégorie particulière d'étudiants : "*les auditeurs réguliers*". Ils étaient admis sur titres, justifiant d'un niveau au moins égal au baccalauréat. A la différence des auditeurs libres, ils s'engageaient à suivre tous les cours et applications, à subir les examens et, si les résultats obtenus le justifiaient, ils recevaient un diplôme qui, sans leur conférer aucun des droits et prérogatives du diplôme d'ingénieur agricole, témoignait qu'ils avaient suivi avec succès un enseignement agronomique supérieur. Cette mesure, qui à l'époque ne fit pas l'unanimité du corps enseignant et des anciens élèves, reçut le meilleur accueil dans les milieux professionnels agricoles d'Afrique du Nord et, à la rentrée de 1947, une vingtaine d'auditeurs de cette catégorie venaient étoffer la promotion normale (1).

Un effort particulier de propagande fut entrepris pour mieux faire connaître l'E.N.A.A., spécialement en métropole. Il me valut quelques reproches, de mes collègues notamment, à propos d'affiches bien illustrées, envoyées un peu partout et qui, je crois, furent efficaces.

o

---

(1) Lorsque plus tard, en 1957, fut créée l'Ecole Supérieure d'Agriculture Africaine, il leur fut accordé le diplôme d'ingénieur de cette Ecole.

La séance inaugurale de rentrée, en Octobre 1946, de la nouvelle E.N.A.A. se tint dans l'euphorie, sous la présidence du Gouverneur général CHATAIGNEAU entouré de nombreuses personnalités du monde universitaire, administratif et professionnel, voire politique. J'en profitais pour rappeler les succès enregistrés au cours de la précédente année scolaire :

BELTRAN (professeur de technologie) et LAUMONT (professeur d'agriculture et de génétique), nommés membres permanents du Conseil algérien de la recherche scientifique appliquée (1),

REBOUR (arboriculture), membre correspondant de l'Académie d'agriculture,

FABRE (professeur honoraire), lauréat de l'Office international du vin,

ROUBERT (1927) et CHARLES (1932), chefs des travaux de chimie-oenologie et agrologie,

GRASSET (1930) et TEISSERE (1935), licenciés es-sciences, directeurs d'écoles d'agriculture,

FREZAL (1921), ajoute une licence en droit à sa licence es-sciences,

GAUCHER (1927), déjà licencié es-sciences, est diplômé d'études supérieures de géologie appliquée avec félicitation du Jury.

En contrepartie, il y avait des deuils : EMOURGEON, comptable et professeur d'arabe, un des derniers survivants de l'équipe des fondateurs, et VIVET, ancien professeur de viticulture et directeur intérimaire de l'école. Son décès mettait en deuil toute l'agriculture nord-africaine. Grand spécialiste des questions viticoles, il marqua de sa forte personnalité l'évolution du vignoble algérien. Désirant perpétuer sa mémoire, ses élèves et ses amis ouvrirent une souscription pour lui élever un monument qui fut réalisé par le sculpteur DANBOISE et érigé quelques années plus tard dans les jardins de l'I.A.A. - A bien des points de vue, tant l'homme avait bien servi l'Algérie, musulmane autant qu'européenne, il aurait mérité d'y demeurer après notre départ -.

Présentant la promotion entrante au Gouverneur Général CHATAIGNEAU, je lui disais " *Vous avez devant vous une jeunesse venue de l'Afrique du Nord, de la Métropole et de quelques pays méditerranéens. Elle comporte dans ses rangs, cette année encore, une proportion importante d'anciens combattants des campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne. Elle a l'ardent désir d'être à la hauteur des*

---

(1) Ce Conseil avait été créé en 1943 par le recteur LAUGIER et j'ai eu l'honneur d'en être le président, élu, pendant plusieurs années.

*tâches qui l'attendent et c'est à sa formation technique, scientifique et humaine que nous consacrerons le meilleur de notre activité. "*

La présence d'une dizaine d'étudiants originaires de divers pays du bassin méditerranéen témoignait que l'établissement continuait à apporter sa contribution au rayonnement de la Science, de la Technique et de la Pensée française dans cette région du monde qui vit naître les civilisations dont nous nous réclamons.

Bien qu'ils n'aient pas été recrutés par le canal du concours commun, les étudiants présents à l'Ecole purent déjà bénéficier de certains avantages de l'assimilation, notamment accéder à la Section d'application des Sciences agronomiques appliquées, seule voie d'accès aux fonctions d'Ingénieur des Services agricoles. Pour la première fois, en Octobre 1946, 5 d'entre eux y entrèrent et revinrent d'ailleurs faire carrière en Algérie.

o

L'attribution rétroactive du titre d'Ingénieur agricole à tous les ingénieurs de l'I.A.A. ne fut réglée qu'en 1958 à la suite d'une affaire contentieuse intéressant LEJEAILLE (1932). Elle mit en jeu le Tribunal administratif de la Seine et le Conseil d'Etat.

Lorsque intervint en 1960 la réforme de l'enseignement agricole (1), habilitant toutes les anciennes E.N.A. devenues les Ecoles Nationales Supérieures Agronomiques (E.N.S.A.) à délivrer un diplôme d'ingénieur agronome, l'E.N.A. d'Alger, devenue l'E.N.S.A. d'Alger, fut concernée. Les événements qui suivirent ne permirent d'en délivrer qu'un petit nombre aux promotions qui terminèrent leurs études dans les E.N.S.A. métropolitaines.

o

La rentrée de 1948 fut présidée par le ministre Marcel Edmond NAEGELEN qui venait de succéder à Yves CHATAIGNEAU; universitaire comme son prédécesseur, ancien Ministre de l'Education Nationale, il prêta, lui aussi, une oreille attentive à tout ce qui concernait l'E.N.A.A.

Je rappelais à nouveau l'année suivante les succès obtenus au cours de l'année scolaire précédente :

---

(1) Rentré en métropole en 1958, j'ai pu participer à cette réforme en présidant l'un des groupes de travail qui la préparèrent.

REUTT (1932) Docteur de l'Université d'Alger pour une thèse sur l'agriculture sioniste (1),

KHELIFA LAROUSSIE (1937), certificats de chimie générale et de mathématiques générales à la Faculté des Sciences de Bordeaux,

CHEVASSUS (1942), certificats de botanique générale (Alger)

FREZAL (1921), Chef du Service de la protection des végétaux où oeuvraient de nombreux agrarias. FREZAL était Docteur de l'Université d'Alger comme son collègue LEPIGRE (1919), Directeur de l'insectarium du Jardin d'essais et, plus tard, Directeur des recherches à l'Institut National de la Recherche Agronomique, très connu pour ses travaux sur la désinsectisation par les gaz. FREZAL remplaçait à la tête du service le regretté DELASSUS, un des fondateurs de l'I.A.A. où il enseigna l'entomologie pendant 40 ans. Il avait marqué le service de sa forte empreinte. Ses anciens élèves et ses collaborateurs le tenaient en haute estime et j'avais apprécié moi-même, dès mon arrivée en Algérie ses grands mérites professionnels et humains.

DE LUCA (1939), RESSORT (1940), POTENTIER (1939), BRICHETEAU (1937), BATS (1936), occupèrent divers postes d'assistants dont j'avais obtenu la création,

LABY (1942), MOATI (1942), WERTHEIMER (1942), BEN SAÏD (1945), avaient passé avec succès les épreuves du concours d'Ingénieur des Services agricoles. Ce concours devait d'ailleurs être le dernier, le recrutement de ce corps d'ingénieurs devant à l'avenir se faire par le canal de l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées, comme dans la Métropole, école où avaient maintenant accès les diplômés de l'E.N.A.A.

VEGLER (1911), VALIERE (1927), GILOT (1920), REZNIK (1931), étaient faits Chevaliers de la Légion d'honneur.

L'Académie d'Agriculture avait attribué à BOURRIQUET (1923), Docteur ès-Sciences un diplôme de médaille d'or (maladies des plantes cultivées à Madagascar) et aux professeurs ROSEAU et GAUCHER (1927) des diplômes de médaille de vermeil pour leurs recherches d'agrorologie.

---

(1) REUTT, d'origine slave, fit plusieurs séjours au Levant pour des missions militaires et civiles. Agraria "de choc", il est un des protagonistes de l'idée d'Histoire de l'I.A.A. Il a rédigé notamment pour lui-même et une vingtaine de camarades de sa promotion des diagrammes très fouillés retraçant leur vie professionnelle, véritable travail de bénédictin.

A chaque rentrée, jusqu'en 1953, je pus dresser un bilan très positif des résultats obtenus. Je bornerai là ces palmarès en m'excusant auprès de ceux qui auraient pu y figurer ultérieurement. En les dressant pour ces deux années, j'ai voulu porter témoignage de l'importance et de la diversité des situations occupées par les agrarias un peu partout dans le monde, et de la contribution très importante qu'ils ont apportée au progrès de l'agronomie. La diversité géographique était également très grande. Ainsi, lorsque rentré en métropole je fus chargé de l'Inspection générale des D.O.M. des agrarias m'accueillirent en Guadeloupe, à la Martinique et même en Guyane où un agraria (DE BELABRE, 1941) m'attendait à l'aéroport de Cayenne.

o

Dès le retour à la normale, en accord avec le Conseil des Professeurs, le programme d'investissement en bâtiments fut repris et développé et dans cette même allocution de rentrée 1948, m'adressant au Ministre NAEGELEN et aux personnalités qui l'entouraient, je pouvais dire :

*" Je pense que l'impression dominante que nos hôtes d'aujourd'hui remporteront de leur visite, sera celle d'un vaste chantier. Les plans d'équipement établis en 1945 sont pourtant encore bien loin d'être intégralement réalisés. Ces plans n'ont cependant rien d'ambitieux, pas plus d'ailleurs que ceux relatifs à l'accroissement du personnel chargé d'enseignement et de recherches, et leur ensemble forme un tout cohérent et indivisible. A ceux qui en douteraient, je rappellerai simplement que soumis au Comité consultatif de l'Enseignement et de l'Expérimentation qui compte dans son sein, à côté des savants de l'Université et des chefs de services techniques agricoles, des représentants des Assemblées élues et des Associations professionnelles agricoles, ils ont été jugés empreints d'une grande modération, inspirés par les possibilités de réalisation et constituant un minimum strictement indispensable.*

*Ce programme dont le rythme d'exécution est soumis à toutes les contingences du moment et dont l'équilibre financier nous cause périodiquement quelques inquiétudes, doit être mené à bonne fin pour que l'Algérie soit dotée dans quelques années, dans le domaine de la Science Agronomique, d'un instrument de travail qui n'aura rien à envier aux établissements similaires de la Métropole et de l'étranger. "*

1947 - 1952

Les années qui suivirent l'assimilation ne furent marquées par aucun évènement de caractère exceptionnel. La vie à Maison Carrée était celle de tous les établissements similaires. Notre tâche essentielle était de gérer au mieux un ensemble complexe en maintenant le cap sur les objectifs définis au départ en 1937.

Pour les atteindre, il fallait d'abord des crédits importants : investissements en bâtiments et équipements, recrutement d'enseignants et de chercheurs, progression du budget annuel de fonctionnement.

Certaines disciplines méritaient une promotion. En particulier, la zootechnie dont l'enseignement était assuré par vacations par le Chef de Service de l'Elevage au Gouvernement général, avec un simple garçon de laboratoire dans un local exigü et un matériel sommaire. J'obtins la création d'une chaire à temps plein et de deux emplois de chefs de travaux, JORE D'ARCES, vétérinaire militaire en fut, après concours, le premier et aussi le dernier titulaire. Les professeurs MALMEJAC (physiologue de la Faculté de médecine) et ROSE (chimie biologique) y furent associés aux recherches entreprises.

Quelques années plus tard, une importante station spécialisée en élevage devait compléter, au Kroubs, près de Constantine, cet équipement zoobiologique avec pour directeur André DELORME, docteur vétérinaire venu de Tunisie.

Avec la jumenterie de Tiaret pour les chevaux et la station présaharienne de Tadmit pour les moutons, l'ensemble contribua aux progrès de l'élevage algérien et incita les colons européens, jusque là essentiellement céréaliers et viticulteurs, à s'y intéresser.

L'économie rurale et l'agriculture comparée, jumelées, étaient aussi des disciplines assurées par des professeurs extérieurs, Pierre BERTHAULT, puis ROUVEROUX, ingénieurs agricoles de Grignon et titulaires de doctorats. Là aussi, j'obtins la création d'une maîtrise de conférences dont LAFORET, ingénieur agronome, et diplômé d'université américaine, fut le premier titulaire. Décédé à la suite d'un accident, il fut remplacé en Octobre 1954 par André de CAMBIAIRE, brillant universitaire, qui devait s'intéresser aux problèmes de gestion des organismes du paysannat et à l'application à l'Agriculture du Plan de Constantine.

Parallèlement, chaque année, des créations nouvelles de postes de chefs de travaux, d'assistants, venaient étoffer les autres disciplines. Je pus mesurer là aussi, l'intérêt de pouvoir en discuter directement avec les Services financiers et les Assemblées. Je me souviens même d'une démarche, faite avec l'accord du Directeur général des Finances d'Alger, à un niveau encore plus élevé à la Direction générale du Budget, rue de Rivoli, dont je connaissais bien à l'époque le titulaire.

Sur la même lancée, fut créé un poste de bibliothécaire confié à MONTANE (1940). Nous avions l'ambition de réaliser un fichier central où seraient répertoriés, à la fois les ouvrages de la bibliothèque générale et ceux des bibliothèques spécialisées de chaque laboratoire. Le but était double : mettre à la disposition des chercheurs le maximum de références et faire quelques économies en évitant les doubles emplois. Le succès de cette initiative ne fut pas évident.

L'enseignement de l'horticulture (arboriculture, cultures maraîchères et florales) méritait aussi d'être intensifié et le fut par la création d'une maîtrise de conférences et de deux emplois de chefs de travaux et préparateurs. COSTES et GAGNARD, ingénieurs horticoles, en furent les premiers titulaires. Ils modernisèrent la vieille station botanique et créèrent sur le domaine, aux confins des routes de Rouïba et de Fort de l'Eau, une véritable station d'expérimentation maraîchère et florale. C'est au regretté COSTES que je confiais plus tard la création et la direction d'une autre station plus importante à Zeralda.

En raison de l'importance qu'avaient ces productions pour l'économie algérienne, l'enseignement et les recherches concernant la vigne et le vin ont tenu, dès l'origine, une grande place à Maison Carrée. VIVET pour la viticulture et FABRE pour l'oenologie en étaient les grands maîtres. A la retraite de VIVET, une chaire spéciale fut créée et confiée à son adjoint ALDEBERT, ingénieur agricole de Montpellier lui aussi.

Le rayonnement de l'I.A.A. fut particulièrement important pour tout ce qui concernait la vinification, opération toujours délicate sous les climats chauds où la maîtrise des fermentations est absolument nécessaire. Des stages pratiques étaient obligatoires pour les étudiants entre la 1ère et la 2ème année. Bien formés et contrôlés par leurs enseignants, ces stagiaires étaient très recherchés par les exploitants.

Peu après mon arrivée, FABRE ayant atteint l'âge de la retraite, fut remplacé par Ernest BREMOND, normalien, licencié ès-sciences, son adjoint depuis de nombreuses années.

En 1949, un outil important et probablement unique au monde à l'époque fut mis à sa disposition, grâce à un geste de mécénat de propriétaires viticulteurs importants, Jacques, Jean et Robert GERMAIN, ayant décidé de financer l'édification à Maison Carrée d'une cave expérimentale. BREMOND en conçut le plan et en surveilla l'exécution dans ses moindres détails. Bien que son coût en ait dépassé les prévisions initiales, les financiers se soumièrent à toutes ses exigences de spécialiste averti. La remise en fut faite solennellement au Gouverneur général NAEGELEN le 20 Octobre 1949. C'était un cadeau d'une vingtaine de millions de l'époque et les Frères GERMAIN méritent bien notre reconnaissance.



Cette cave très spéciale permettait d'associer la précision d'un outil scientifique à la fiabilité d'une expérimentation menée à échelle industrielle.

En 1952, les travaux entrepris et les premières conclusions à en tirer faisaient l'objet d'un fascicule spécial des "Annales de l'I.A.A." avec, pour intitulé : "*La vinification classique en rouge en Algérie. Etude expérimentale des divers systèmes de cuvage*".

o

On ne peut parler de l'I.A.A. sans faire mention des travaux qu'y entreprirent dès 1941, ISMAN (1924), chef des travaux au Génie rural et DUCELLIER (1925), chef des travaux de chimie, sur la "gaz de fumier". Je laisse aux auteurs le soin d'en faire l'histoire et d'en dégager la portée pratique.

Mon rôle, en la matière, s'est borné à leur fournir les moyens nécessaires et à leur permettre une expérimentation grandeur nature par transformation d'une ancienne cuverie à vendange en batterie de fermentateurs. Le gaz produit servit à alimenter les fourneaux de la cuisine et quelques engins motorisés adaptés à ce carburant.

Ces deux chercheurs n'ont jamais cessé depuis de perfectionner leurs procédés pour en améliorer le rendement en méthane et en faciliter les manipulations qu'ils exigent. Un nombre appréciable d'exploitants agricoles en Afrique du Nord et en métropole ont réalisé des installations avec leur concours.

Ces travaux ont fait l'objet de plusieurs communications à des sociétés savantes dont l'Académie d'agriculture (Prix Faucon 1942) et l'Académie des sciences qui accorda à DUCELLIER en 1979 le prix Foulon.

Malgré cela, il n'est pas toujours rendu justice à ces pionniers par ceux qui, depuis, se sont intéressés à ce genre de recherches. A titre anecdotique, je me suis personnellement désabonné d'un hebdomadaire qui, ayant consacré un article au biogaz sans les citer, n'inséra jamais la mise au point que j'avais demandé à ISMAN de leur adresser.

o

#### L'EXPLOITATION AGRICOLE

*N'ayant pas retrouvé les documents indispensables, je m'excuse de l'imprécision des surfaces. Il s'agit essentiellement d'un survol de l'évolution générale.*

Parallèlement à l'évolution des laboratoires (constructions, équipements), de l'internat où les dortoirs furent remplacés par des chambres, l'effort d'accroissement et de modernisation s'étendit au domaine.

A mon arrivée, en 1937, il comprenait :

- a/ à Maison Carrée même, une trentaine d'hectares dont une dizaine de vignobles, 5 ha dits "Station botanique", réservés à l'horticulture, et 5 ha également mis à la disposition de la chaire d'agriculture, fonctionnant comme Station d'amélioration des plantes de grande culture;
- b/ à 1 km environ à l'Oued Smar, une soixantaine d'hectares à vocation céréalière et fourragère;
- c/ à Rouïba, quelques hectares, vestiges de l'ancienne école d'agriculture créée en 1880;
- d/ à Berteaux, sur les Hauts Plateaux de Constantine, une ferme annexe de plusieurs centaines d'hectares, assolée suivant le système biennal : céréales, jachères, sorte de "dry-farming" adapté aux zones semi-arides, où la pluviométrie, essentiellement hivernale, ne dépasse guère 350 mm. Chaque promotion y passait jusque là quelques semaines en stages obligatoires. Il y fonctionna également un Centre d'apprentissage pour la formation de mécaniciens conducteurs agricoles.

Il m'apparut vite que pour satisfaire les besoins de l'Enseignement, de l'Expérimentation et de la Gestion, des agrandissements devaient être envisagés au voisinage même de l'école.

En 1940-41, beaucoup de capitalistes français, à la recherche de placements hors de la métropole, achetèrent des domaines en Afrique du Nord. Ce fut le cas d'Henri BEGUIN, ingénieur agronome, un des magnats de l'industrie sucrière et papetière. Il acquit, entre autres, aux portes de l'I.A.A., le domaine d'El Alia; et, avec l'aide de son fondé de pouvoirs, mon camarade et ami Pierre ROUVEROUX, ingénieur agricole de Grignon, Secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture jusqu'en 1984, il fut possible par location d'abord, puis par acquisition partielle ensuite, d'ajouter une centaine d'hectares et des bâtiments d'exploitation au domaine de l'I.A.A.

Une exploitation privée d'une cinquantaine d'hectares séparait ce domaine de celui entourant les bâtiments de l'école. Pour l'obtenir et réaliser un ensemble vraiment satisfaisant, à défaut d'accord amiable, une procédure d'expropriation fut engagée à l'encontre du propriétaire. Ce n'est pas un de mes meilleurs souvenirs, d'autant plus que l'opération se révéla très coûteuse pour l'Algérie.

Le but était atteint et l'I.A.A. possédait, à peu près d'un seul tenant, environ 250 hectares de terres, pâturages, vignobles, cultures arboricoles et maraîchères, à la mesure de tous les besoins de l'Enseignement, de la Recherche, de l'Expérimentation et aussi de la gestion, discipline qui, avec la création d'une chaire d'Economie rurale, prenait enfin la place qui doit lui revenir dans un enseignement agronomique digne de ce nom.

L'INSTITUT AGRICOLE ET LES MUSULMANS

Ce problème aussi mérite d'être évoqué. C'est un fait que, dans les promotions qui se sont succédées à Maison Carrée, il n'y eut jamais que quelques Musumlans venus d'Afrique du Nord ou de divers pays méditerranéens (Liban, Syrie, Egypte). KHELIFA (1937) dont j'ai rapporté les titres, MANSOUR, brillant élève de la promotion 1938, qui fut le Ministre de l'Agriculture du premier gouvernement marocain indépendant, sont des exceptions. J'ai souvent réfléchi à ce problème, je m'en suis entretenu avec des notables, réuni même une Commission, sans y trouver de solution.

Parmi les causes, il faut éliminer d'abord toute prévention, toute idée d'un quelconque "racisme". Il n'y en eut jamais en Algérie dans quelque ordre d'enseignement que ce fut. A l'école primaire, au lycée, mes propres enfants ont eu de nombreux camarades musulmans. Pas davantage il ne faut retenir le fait que certains grands nomades du Sud, hostiles à toute sédentarisation, disent encore volontiers que "*là où entre la charrue, entre la honte*".

A l'Université d'Alger, les Musulmans étaient relativement nombreux dans les Facultés des Lettres, Droit, Médecine, Pharmacie, plus rares à la Faculté des Sciences. Ce peu d'engouement pour les disciplines concrètes est déjà une explication. Il n'y eut jamais non plus beaucoup de Nord-Africains musulmans dans les grandes écoles d'ingénieurs de la métropole.

Le niveau élevé du concours d'entrée, le fait que le diplôme d'Ingénieur sanctionnant les études ne conduisait pas automatiquement à une carrière dans la fonction publique, en sont une autre.

On y retrouve aussi ce préjugé qui exista longtemps chez les paysans de France, que les études agricoles n'étaient pas le meilleur moyen de s'élever dans l'échelle sociale.

Pourtant en 1954, présidant la distribution des prix du Lycée de Ben Aknoun, annexe du Lycée Bugeaud, je tentais de combattre ce préjugé en m'adressant plus particulièrement aux étudiants musulmans, futurs bacheliers :

*" Ne pensez-vous pas qu'en devenant ingénieurs agronomes ou agricoles, vous n'atteindrez pas un niveau matériel et spirituel de vie comparable, que vous ne trouverez pas dans l'enseignement lui-même de nos grandes écoles d'agriculture et dans les carrières auxquelles elles préparent, toutes les satisfactions intellectuelles auxquelles vous pouvez légitimement prétendre ?*

*Vous doutez-vous des activités variées que vous pourriez exercer à votre sortie et que, à côté de la direction d'une exploitation ou d'un domaine : machinisme agricole, industries agricoles,*

*associations professionnelles, commerce des denrées agricoles, voire Administration, offrent une gamme de débouchés parmi lesquels vous pourrez sans difficulté trouver le meilleur emploi de vos aptitudes ?*

*N'êtes-vous pas tentés, jeunes gens qui m'écoutez, et vous surtout jeunes Musulmans, par cette oeuvre du paysannat qui étend chaque jour davantage sur l'Algérie ses ramifications, et qui exige pour porter tous ses fruits, non seulement un encadrement de techniciens confirmés, mais d'hommes de caractère, et dont la foi soit à la hauteur de leurs compétences ?*

*Ne désirez-vous pas vous associer à cette tâche si importante, si nécessaire, de la mise en valeur d'un pays qui vous est cher et qui est devenu, par le labeur de tous, une des plus belles provinces de notre chère France ?*

*Ne sentez-vous pas, vous, dont les regards doivent être résolument tournés vers l'avenir, la grandeur de la mission qui vous attend ?*

*L'enseignement agricole par l'harmonieuse association des sciences exactes, des disciplines biologiques basées sur l'observation nécessaire des phénomènes de la nature, et des sciences économiques et sociales, qui y tiennent une place de plus en plus grande, a une valeur de formation humaine incontestable.*

*Ne l'écartez donc pas d'emblée de vos projets d'avenir et laissez-moi espérer que vous entendrez mon appel dont le seul but est d'attirer vers une des activités essentielles de ce pays, l'élite dont elle a besoin pour accomplir pleinement ses destinées et répondre aux impérieuses nécessités de l'heure. "*

Cet appel n'eut pas un grand retentissement et je pense que c'est grand dommage pour l'Algérie, française ou indépendante.

1 9 5 2

Si je consacre à cette année un chapitre particulier c'est qu'elle a marqué assez profondément ma vie familiale et professionnelle.

Sur le plan familial, elle fut dominée par la longue et douloureuse maladie et le décès d'une compagne de vingt cinq ans, qui avait eu sa part dans l'évolution que j'ai retracée. J'ai en mémoire le réconfort moral que m'apportèrent alors tous les membres de cette équipe, y compris les anciens, et spécialement PASQUIER qui me révéla alors la sensibilité qu'il s'efforçait de cacher sous une écorce parfois rugueuse, et aussi les ouvriers musulmans de l'exploitation.

Sur le plan professionnel, il m'apparaissait de plus en plus nettement que le cumul des fonctions de Directeur de l'E.N.A.A. et d'Inspecteur général de l'agriculture ne correspondait plus à l'état d'évolution de ces deux ordres d'activités.

Dès son arrivée, en 1951, j'en entretenais le Gouverneur général LEONARD qui venait de succéder à NAEGELEN, et lui demandais d'envisager la nomination à Maison Carrée d'un Directeur à plein temps. Il en admit le principe. Tout en m'exprimant leurs regrets, le corps enseignant et l'Amicale des Agrarias en reconnurent le bien-fondé. Cette dernière émit alors le voeu que, suivant la tradition des écoles métropolitaines, mon successeur fut un des siens.

Dans la perspective de ce changement, j'avais dès le printemps 1952, mis à profit une possibilité opportunément offerte par la Caisse Algérienne du Crédit agricole mutuel, pour libérer mon logement de fonction et emménager à Alger.

La mise au point du nouveau dispositif impliquait la création d'un emploi de directeur à inscrire au budget de l'Algérie, et l'accord de l'Inspection générale et du Ministre de l'agriculture, pour l'ouverture d'un concours pour son recrutement.

L'arrêté du Gouverneur général LEONARD concrétisant cette évolution, intervient le 16 Décembre 1952. En voici les dispositions essentielles :

*" Art. 1er - M. BARBUT, Inspecteur général de l'agriculture, est chargé sous l'autorité du Secrétaire général adjoint pour les affaires économiques, de l'Inspection et de la coordination de toutes les activités de caractère agricole ou connexes à l'agriculture.*

.....

*" Art. 4 - L'Institut Agricole d'Algérie, les services de recherches et d'expérimentations agricoles sont rattachés à la Direction de l'agriculture. "*

Ainsi prenait fin, après quinze années, une situation, certes très peu orthodoxe du point de vue administratif, mais qui s'était révélée très efficace pour l'action entreprise.

Un concours sur titres fut ouvert au printemps 1953, pour pourvoir le poste créé. Douze candidats s'y présentèrent : trois furent classés avec, en tête, DELOYE (1920), ingénieur agricole licencié es-sciences. Il avait occupé successivement les fonctions de Conseiller agricole à Sidi Bel Abbès, Directeur des services agricoles du département de Constantine, adjoint à l'Inspecteur général, puis Inspecteur chef du Service agricole général. J'avais tenu la promesse faite à l'Amicale de soutenir l'un des siens, si ses titres et ses mérites le justifiaient, ce qui était le cas.

Il y eut cependant quelques remous ... Le remplacement, à la veille du concours, d'un membre du Jury défaillant, qui n'avait pû être soumis à l'avis du Conseil de l'Inspection générale, permit un recours en Conseil d'Etat, jugé valable, un nouveau concours eut lieu ... 3 ans après, en 1956. Il confirma les résultats du premier. Comme ce recours n'était pas suspensif, DELOYE prit ses fonctions avant la rentrée de 1953.

o

Au cours de cette année 1952, se tint à Alger le Congrès International acridien. Plusieurs Agrias, spécialistes de ces problèmes : PASQUIER (1919), pour l'Algérie, BOURRIQUET (1923) et MALLAMAIRE (1926), chefs du Service de la Protection des végétaux à Madagascar et en A.O.F., y prirent une part active.

Pour ses travaux, PASQUIER, devait en 1953 être fait Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur. En lui remettant les insignes de son grade, j'avais rappelé la portée internationale de ses travaux. Brillant élève de la promotion 1919, il fit presque toute sa carrière à Maison Carrée. Il y resta en 1962 pour y poursuivre ses recherches.

Grâce à lui et à l'équipe qu'il avait formée, la Chaire et le laboratoire de l'I.A.A. furent reconnus comme un des hauts lieux de l'acridologie mondiale. Déjà, en 1953, ils formaient un des éléments essentiels de l'Office National anti-acridien créé par le Gouvernement provisoire d'Alger. Par sa présence, il sut maintenir l'Algérie indépendante au premier rang des nations qui font autorité dans ce domaine.

Ses travaux sur la biologie du criquet marocain, sa découverte des zones grégaires de cet insecte maudit, sont un modèle du type de recherches débouchant très vite sur des applications pratiques d'une très grande portée économique. Un bel exemple pour ses camarades.

Il mourut d'une crise cardiaque à son laboratoire, en 1973, alors qu'il venait de décider de prendre sa retraite et de rejoindre sa famille en métropole.

C'est aussi dans cette année 1953 que se situe l'inauguration d'un monument aux morts des deux guerres en remplacement des plaques apposées jusqu'alors à l'entrée du grand amphithéâtre Pierre CHERVIN. Elle donna lieu à une cérémonie émouvante, en présence du Gouverneur général LEONARD et des plus hautes autorités militaires et civiles de l'Algérie, dont le Général ALLARD, Commandant le Corps d'Armée, avec qui je devais faire un peu plus tard, en métropole, un bout de chemin à la "Revue Agricole de France".

Le Général AUMERAN (1905) dont j'ai rappelé antérieurement les brillants états de service, me remit à cette occasion, la Croix de Guerre accordée à l'Ecole par le Secrétaire d'état à la Guerre. Elle sera pour nous, lui dis-je, *"le symbole de l'ardeur et de la foi avec laquelle, en 1914, en 1939 et en 1942, élèves et anciens de l'Ecole d'agriculture algérienne et de l'I.A.A. ont répondu à l'appel de la patrie."*

Grâce à P. de TINGUY (1942), Président de l'Amicale en 1962, ce monument, pris en charge par l'Armée, se retrouve dans le Parc de Grignon, à côté de celui élevé par les Grignonnais à la mémoire de leurs anciens.

o

RENTREE 1953 - DELOYE, DIRECTEUR DE L'E.N.A.A.

DELOYE avait pris ses fonctions dans le courant de l'été 1953. Son installation solennelle coïncida avec la cérémonie traditionnelle de rentrée. Mon allocution de passation de services y remplaça le discours d'usage d'un professeur. Un peu par paresse et en m'excusant des redites qu'il peut comporter, j'en ferai la conclusion de ces "souvenirs" :

*" Monsieur le Gouverneur Général,*

*" Suivant la tradition, c'est à un membre du Corps enseignant que revenait aujourd'hui le soin de présenter son enseignement sous la forme d'un cours inaugural.*

*Il est apparu à la réflexion que l'évènement important, et somme toute assez rare puisque le précédent remonte à 16 années - qui a marqué cette rentrée scolaire - je veux dire l'avènement d'un nouveau Directeur - justifiait quelque entorse aux usages et qu'il ne serait pas déplacé de consacrer cette année notre réunion à la présentation d'une sorte de bilan, moral et philosophique, autant que matériel, de l'étape que vient de franchir l'Institut Agricole, et d'en tirer les enseignements qu'il comporte.*

*Tel est mon propos, à la fois conclusion pour le passé et préface pour l'avenir.*

*Il y a donc seize années révolues que, cédant à l'amicale insistance d'un de vos éminents prédécesseurs, M. le Gouverneur Général LE BEAU, dont j'avais la chance d'être le collaborateur depuis près de dix ans, j'acceptais, entre autres tâches, celle de diriger l'Institut Agricole d'Algérie, établissement d'enseignement supérieur au passé déjà très honorable malgré sa jeunesse - trente ans - mais dont le recrutement connaissait alors quelques difficultés.*

*Soutenu efficacement par mon chef direct, M. le Directeur Général FABREGOULE, à qui j'ai plaisir à renouveler aujourd'hui ma reconnaissance, encouragé par mon distingué prédécesseur, l'Inspecteur général VIVET, épaulé par le personnel tout entier et spécialement par le corps enseignant qui voulut bien, d'entrée de jeu, faire*

confiance au nouveau venu que j'étais, secondé par un jeune Secrétaire général entièrement dévoué à ses fonctions, bénéficiant de la part des anciens élèves d'un préjugé largement favorable, ma mission que certains m'avait représentée comme devant être pleine d'embûches fut, en fait, très facile.

Point n'était besoin d'ailleurs de révolutions. Il suffisait de se reporter aux principes affirmés en 1920-21 par les grands batisseurs que furent les BRUNEL et les CHERVIN, alors directeur et sous-directeur de l'agriculture au Gouvernement général, et de les appliquer dans toutes leurs conséquences. En s'inspirant dès cette époque de l'organisation des écoles nationales métropolitaines, en obtenant du Pouvoir central l'autorisation d'accorder aux élèves sortants et méritants un diplôme d'ingénieur, en développant les laboratoires de recherches, ils avaient vu grand et ils avaient vu juste.

Mon mérite - si mérite il y a - est tout au plus d'avoir reconnu leur sagesse et d'avoir continué à oeuvrer dans la voie qu'ils avaient tracée.

J'étais et je reste fermement convaincu qu'enseignement supérieur agricole et recherche agronomique peuvent et doivent vivre en symbiose en se prêtant un mutuel appui, à la condition toutefois que le professeur, directeur de recherches dans sa discipline, dispose de locaux bien équipés et de collaborateurs qualifiés en nombre suffisant pour sa double mission.

J'avais conscience aussi, qu'à l'échelle de l'Algérie, il n'était peut-être pas raisonnable d'espérer obtenir rapidement les ressources importantes et permanentes, permettant la création d'un centre de recherches digne de ce nom et distinct de l'Institut Agricole existant.

Fort également de l'opinion d'hommes éminents et en particulier de celle de l'authentique savant qu'est le Pr BOEUF, fondateur du service de botanique et agronomique de Tunisie, ce fut donc vers l'agrandissement des installations existantes, la création de nouveaux laboratoires, leur équipement en matériel moderne, le recrutement d'un personnel qualifié et suffisamment nombreux, que portèrent mes efforts.

En même temps, et pour tenir compte de l'évolution de l'économie agricole algérienne, certains enseignements, notamment ceux de la zootechnie et de l'économie rurale, eurent leur part dans les programmes. C'est dans l'esprit de ces principes directeurs qu'un premier programme, assez modeste, pour ne point effrayer Administration supérieure et Assemblées, à qui n'était point familière à l'époque la notion même de plan d'investissements à long terme, fut établi dans le courant de l'été 1939. Il comportait, avec quelques aménagements aux laboratoires existants, la création de quelques emplois de chefs de travaux et d'assistants et l'édification d'un bâtiment destiné au transfert des laboratoires de technologie. Le coût total en avait été chiffré à un peu moins de deux millions.



Ce qu'il en advint, vous le devinez sans peine. Quelques mois plus tard la mobilisation et la guerre ouvraient pour tous une ère de soucis autrement préoccupants. Il fut pourtant repris en 1941 et les travaux commencèrent en 1942. Interrompus, ou tout au moins fortement ralentis par le débarquement allié, ils ne furent achevés qu'en 1949 et le coût total atteignit, en francs de l'époque, une soixantaine de millions.

Entre temps, dès l'armistice de 1945, un programme plus complet de modernisation et d'équipement fut mis sur pied dans le cadre du plan d'ensemble décidé par le Gouvernement et les Assemblées élues. Son application méthodique aboutit aux réalisations que vous connaissez et qu'il n'est pas dans mon propos d'énumérer en détail. Celles-ci ont transformé assez complètement le paysage initial en conservant cependant le mieux possible le caractère architectural des bâtiments de 1920-21. Parallèlement, les diverses chaires et services furent dotés de moyens d'action à la mesure des besoins d'une agriculture en pleine évolution.

En procédant il y a quelques instants, à l'inauguration des nouvelles installations du Centre de Recherches zootechniques et vétérinaires, vous avez Monsieur le Gouverneur Général, consacré officiellement l'une des dernières nées de ces programmes de 1946.

Durant la même période, Directeurs, Professeurs, Universitaires, anciens Elèves, se penchaient sur les problèmes de l'enseignement. Conscients de la complexité croissante de la mission dévolue à l'Ingénieur agricole et de la quasi-impossibilité de réaliser sa formation correcte en deux années, ils proposaient dès 1942 à l'Administration supérieure qui les suivit, la création d'une 3ème année d'études.

Le débarquement allié ayant eu pour conséquence une nouvelle interruption du cycle des études, la réforme ne fut appliquée pour la première fois qu'à la promotion entrée en 1946.

Cette même année 1946 mérite d'ailleurs une mention particulière dans les Annales de notre Institut car elle vit l'aboutissement d'efforts déjà anciens, de vœux émis par les professeurs, les anciens élèves, les délégations financières, les associations agricoles, de propositions concrètes formulées par la Haute Administration et qui tendaient tous à faire attribuer officiellement à l'Institut Agricole de Maison Carrée, qui en possédait déjà le "standing", le titre et les prérogatives d'Ecole Nationale d'Agriculture.

Ce fut l'objet de la loi du 22 Mai 1946, véritable acte de naissance de l'ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE D'ALGER, habilitée depuis, comme ses glorieuses aînées les Ecoles de GRIGNON, de MONTPELLIER et de RENNES, à délivrer à ses élèves le diplôme d'Ingénieur agricole. A tous ceux qui furent les bons artisans

de cette consécration, qui n'alla pas de soi comme on serait tenté de le croire, je renouvelle l'expression de mes sentiments de gratitude.

Tout de suite, la jeune école nationale s'efforça de mériter davantage encore sa promotion et d'améliorer son recrutement nord-africain grâce au concours d'universitaires compréhensifs, au premier rang desquels je veux citer MM. les Recteurs MARTINOT et GAU et M. le Proviseur FRESNEAU, qui organisa au Lycée Bugeaud une section de préparation très efficace.

Encore que son recrutement métropolitain pâtisse de temps à autre du manque de confiance que l'on manifeste de l'autre côté de la Méditerranée à l'égard des destinées françaises de l'Afrique du Nord, il n'est pas excessif d'affirmer qu'aujourd'hui l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture d'Alger occupe une place honorable dans le haut enseignement agricole français, et que son avenir ne saurait être remis en cause autrement que dans le cadre d'une réforme d'ensemble de cet enseignement, réforme qui devrait d'ailleurs lui maintenir sa vocation à la formation des cadres supérieurs de l'agriculture nord-africaine.

Parallèlement, nous nous sommes efforcés de donner au domaine une étendue et une structure qui correspondent à la fois aux nécessités de l'enseignement et aux besoins de l'expérimentation mais tout en ayant accru la superficie de l'exploitation de 120 ha environ, nous n'avons atteint que partiellement nos objectifs, le développement de l'agglomération algéroise, que n'avaient pas prévue les fondateurs de l'Ecole d'agriculture algérienne en 1905, posant sur le plan de l'urbanisme des problèmes dont la solution est difficile ... et coûteuse.

o

Il va de soi, et je tiens à l'affirmer à nouveau, que tout cet ensemble de réalisations n'est pas et ne pouvait pas être l'oeuvre d'un homme, mais qu'il est le résultat d'une équipe où chacun, à la place qu'il occupait - brillante ou modeste - a tenu à accomplir avec coeur la mission qui lui incombait.

Le seul mérite que je me reconnaisse est d'avoir voulu passionnément unir en un faisceau solide toutes les bonnes volontés qui ne demandaient qu'à s'affirmer et de les avoir ordonnées au mieux pour l'accomplissement de la tâche commune.

J'en fus amplement récompensé par l'estime et la confiance que m'accordaient mes collaborateurs et que n'altérèrent point les discussions, parfois ardentes, qui marquèrent certains de nos Conseils.

L'enseignement supérieur ne reste-t-il pas d'ailleurs en France, par ses traditions d'indépendance et de libre discussion, le modèle et le rempart de la meilleure des démocraties.

*Je serais ingrat aussi, si je n'exprimais à mes chefs, gouverneurs généraux et secrétaires généraux, aux Assemblées élues et aux dirigeants agricoles, aux Maîtres de l'Université, à l'Association des Anciens Elèves, ma reconnaissance pour l'appui matériel et moral qu'ils m'ont si libéralement accordé. Et, puisque j'ai fait allusion aux anciens élèves, je veux redire à leur Président, le Professeur PASQUIER, toute la joie que nous avons ressentie en apprenant sa nomination dans la Légion d'Honneur et lui renouveler mes bien sincères félicitations.*

o

*Et maintenant, mon Cher DELOYE, triomphant d'une compétition serrée, et sur la proposition de M. Le Gouverneur général, vous venez d'être désigné par M. le Ministre de l'Agriculture pour occuper les importantes et délicates fonctions de Directeur de l'Ecole Nationale d'Agriculture et de l'Institut Agricole d'Algérie.*

*Point n'est besoin sans doute de vous dire que ce choix, qui vous honore, comble aussi tous mes vœux. Quelle satisfaction plus grande peut-on éprouver lorsqu'on s'est donné une tâche que de voir sa propre relève assurée par un collaborateur dont on a pu apprécier durant de longues années d'un travail en commun, non seulement les mérites professionnels, mais aussi les belles qualités humaines ?*

*En même temps, votre nomination consacre la promotion de l'établissement puisqu'avec vous et pour la première fois, accède à la Direction un de ceux qui furent il y a quelque trente ans l'un de ses plus brillants élèves.*

*Je ne voudrais pas cependant que l'exposé que je viens de faire des tâches accomplies au cours de ces dernières années fit naître en vous l'idée que tout ayant été fait, et bien fait, il vous suffira maintenant de mettre périodiquement quelques gouttes d'huile dans les rouages d'une machine bien au point.*

*Toute autre est la réalité et j'ai, mieux que quiconque sans doute, pleinement conscience de l'ampleur de ce qui reste à accomplir. Soyez donc rassuré, votre dynamisme que je connais pour l'avoir apprécié, y trouvera son emploi. Certes, l'essentiel du programme des constructions élaborées en 1945-46 est réalisé mais il reste des compléments, notamment pour doter l'exploitation agricole de bâtiments modernes et bien adaptés, et surtout, il importe de consolider, d'équiper, ce qui existe en matériel, en personnel qualifié. Cette phase de consolidation à laquelle vous allez présider, pour être moins spectaculaire, peut-être, aux yeux du public, que la phase de construction qui s'achève, revêt pour les initiés une importance au moins égale. Il ne sera pas trop de toutes vos grandes qualités d'intelligence, de travail, de votre esprit d'organisation pour la mener à bien, avec le concours d'un personnel enseignant,*

*administratif et de services dont je puis vous assurer qu'il vous apportera, comme à moi-même, à quelque échelon qu'il se situe, tout son dévouement.*

*Vous bénéficierez aussi, j'en suis sûr, de l'appui total de votre chef direct, M. le Directeur de l'Agriculture VIALAS qui aura à coeur d'être pour l'Institut agricole, dont il devient le tuteur administratif, un avocat vigilant et efficace.*

*Enfin, je n'aurais garde d'oublier que je reste votre Inspecteur général et qu'en dehors même des liens affectifs qui m'unissent à jamais à une Maison où je laisse tant de souvenirs, j'ai le devoir strict de suivre vos efforts et de vous apporter, le cas échéant, le secours de l'expérience acquise durant les seize années où j'en fus le Directeur.*

o

*Quels enseignements et quelle règle de conduite peut-on tirer de cette expérience pour assurer au mieux les destinées de l'établissement dont la Direction vous est confiée ?*

*Dans le domaine propre de l'enseignement, qui demeure la vocation essentielle, l'objectif reste toujours la formation aussi complète que possible de " l'Ingénieur agricole ", technicien de haut niveau, apte à diriger au mieux notre agriculture vers des fins économiques et humaines, à forte culture scientifique et technique certes, mais soucieux aussi des nécessités sociales.*

*Nous sentons bien que la Société actuelle n'a pas encore réalisé cet équilibre, qu'il y a divorce souvent, ou tout au moins discordance entre les possibilités de la technique et le comportement psychologique de l'homme moyen, voire de l'élite; qu'une crise morale résulte pour tous les humains de ces progrès torrentiels qui manifestement les dépassent; que si l'ingénieur résoud, presque comme en se jouant, tous les problèmes qui lui sont posés, le politique, l'industriel considéré comme patron, se sentent fréquemment désarmés.*

*Dans l'enthousiasme de la production - il dirait sans doute aujourd'hui la productivité - écrivait déjà en 1938 cet observateur perspicace qu'est André SIEGFRIED : " La plupart des gens semblent oublier que derrière cette production il y a l'homme et que de ce point de vue le problème moral ne change pas, qu'il demeure à travers les siècles avec une permanence qui ne faiblit pas. Dans cette révolution, ajoute-t-il, c'est la destinée même de l'individu telle que le christianisme et, dans l'ordre politique, la Révolution française, nous avaient habitués à le concevoir, qui est finalement en cause. "*

*Ce sont là des notions qu'il est bon de rappeler à tous ceux qui, comme vous jeunes gens, abordent le haut enseignement*

*technique, nantis des certitudes que donne la pratique des sciences exactes, tentés sans doute de mettre en équation et de résoudre par des formules adéquates les problèmes biologiques et humains. Je pense cependant que l'observation nécessaire des phénomènes de la nature, base de l'enseignement agricole, vous préservera de ces excès auxquels n'échappent pas toujours des enseignements plus abstraits, et qui peuvent être si redoutables pour l'avenir des sociétés.*

*Vous aurez, mon Cher Directeur, avec le concours du Corps enseignant, à maintenir cet équilibre harmonieux entre la technique et l'humanisme.*

*Cela est d'autant plus nécessaire qu'un certain nombre de vos élèves sont destinés à former les cadres de cette organisation du paysannat musulman algérien par quoi s'affirmera chaque année davantage la valeur et l'efficacité de l'oeuvre française dans ce pays. Son succès exige autant de valeur morale, de caractère et de foi en l'homme que de connaissances techniques.*

o

*Je pense aussi qu'en même temps qu'il affirme et développe sa vocation d'enseignement, l'Institut Agricole doit accroître son activité de recherches et d'expérimentation, peut-être en spécialisant davantage, au sein de ses laboratoires et stations, sous la haute autorité du Professeur à la fois chargé de Chaire et Directeur des recherches, un personnel qualifié de chefs de travaux, d'assistants et d'aides de laboratoire dont il est essentiel d'augmenter encore le nombre.*

*Dans cet ordre d'idées, une union étroite doit être maintenue entre la recherche, de caractère scientifique, et l'expérimentation, de caractère plus technique, qui sont strictement complémentaires et doivent avancer de concert en s'appuyant l'une sur l'autre.*

*Le technicien doit poser des questions au savant chaque fois qu'il bute sur un inconnu scientifique; le savant doit présenter ses suggestions au technicien chaque fois que ses travaux lui semblent comporter un champ d'applications utilitaires.*

*La science pure, sans l'aiguillon du besoin humain, ne tarderait pas à devenir métaphysique et la technique sans apport de la science deviendrait vite empirique.*

o

*Aussi bien en matière d'enseignement que de recherches, il faut développer de plus en plus les études de caractère économique si importantes pour la connaissance objective des possibilités de l'agriculture algérienne et la mise en oeuvre d'une politique sociale équilibrée et efficace. La tâche est d'autant plus urgente que l'Afrique du Nord est très en retard dans ce domaine, ce qui complique singulièrement la tâche de ses dirigeants.*

*Si elle sait comprendre sa mission, la Chaire d'économie rurale, récemment créée doit être le pivot de ces études et atteindre un rayonnement considérable.*

o

*La simple esquisse de ce programme d'avenir vous aura convaincu, j'en suis sûr, de l'importance des responsabilités qui vont vous incomber et qui sont à la mesure de vos qualités d'intelligence, d'esprit et de coeur.*

*Je souhaite pourtant que la très Haute Administration reconnaisse enfin cette complexité de votre tâche de direction et vous maintienne le concours d'un collaborateur immédiat de rang élevé, que j'estime pour ma part indispensable. Il serait, au demeurant, peu conforme aux intérêts supérieurs de l'Algérie que, succombant sous le faix d'une tâche matérielle considérable, vous ne puissiez consacrer à l'examen des problèmes essentiels que je viens d'évoquer, la somme de réflexions et d'actions qu'exige leur bonne solution.*

o

*J'en ai fini de mon propos, et je m'excuse M. le Gouverneur général, d'avoir sans doute un peu longuement retenu votre attention.*

*Mais, au moment où, non sans émotion, je remets au Directeur DELOYE le flambeau qui me fut confié il y a seize ans, j'ai pensé que ces quelques réflexions sur le passé pouvaient contribuer à éclairer le présent et à mieux préparer l'avenir d'un établissement qui me reste cher à plus d'un titre.*

*Je vous exprime encore ma gratitude pour avoir accepté de donner par votre présence un caractère plus solennel à cette passation de services, en même temps que j'adresse mes remerciements à toutes les personnalités qui se sont jointes à vous en cette circonstance. "*

o

En passant le flambeau à DELOYE, en ce jour d'Octobre 1953, je ne pensais pas au poids des responsabilités qui devaient lui incomber quelques années plus tard ! Les douloureux événements dont l'Algérie fut le théâtre de Novembre 1954 à Juillet 1962, et que je vécus moi-même jusqu'en 1958, eurent bien entendu leur répercussion sur l'E.N.A.A., devenue entre temps comme ses homologues métropolitaines Ecole Nationale Supérieure Agronomique (E.N.S.A. d'ALGER), habilitée à délivrer un diplôme d'Ingénieur agronome. A partir de 1960, soucis et inquiétudes furent son lot quotidien. Pris en tenaille entre ses devoirs de Directeur d'un établissement public et les exigences, parfois abusives, de ceux qui voulaient à tout prix maintenir une Algérie française, sa tâche fut souvent difficile et sa sensibilité mise à rude épreuve.

Affecté à son retour en France à l'Institut National Agronomique dont le Directeur Roger BLAIS l'accueillit en ami, il prit sa retraite quelques années plus tard, après avoir reçu la rosette d'Officier de la Légion d'Honneur que j'ai eu la joie de lui remettre rue Claude Bernard.

La fin de sa vie devait être marquée par une pénible maladie qu'explique sans doute la forte tension nerveuse des dernières années de sa direction. A lui aussi il convient de rendre hommage.

Après ces évènements et ceux du Maroc, d'Indochine, qui meurtrirent à nouveau la France, il fallut ajouter encore quarante noms à la liste des disparus des deux guerres mondiales. En tout, depuis 1905, 105 agrarias morts pour la France témoignent du patriotisme des promotions qui se sont succédées à Maison Carrée. On y apprenait l'Agronomie, mais aussi à bien servir son pays : la France.

o

Mon statut personnel, et les circonstances, ont fait qu'au cours de ma carrière algérienne, j'ai exercé des fonctions multiples, dont certaines m'ont éloigné physiquement de Maison Carrée, plus souvent et plus longtemps que je ne l'aurais souhaité. J'ai cité les remarques sur ce sujet dans quelques revues de promotions.

Cet éloignement physique ne m'a jamais fait perdre de vue l'objectif que je m'étais fixé au départ. Mon action extérieure, notamment ma participation à de nombreux congrès internationaux, m'a permis de bien servir l'établissement dont j'étais responsable.

Je considère aussi comme positive pour l'I.A.A., et bien qu'elle ait été modeste, ma participation de 1950 à 1955, à l'enseignement de la prestigieuse Ecole Nationale d'Administration, sous la forme de quelques conférences aux élèves de 3ème année, se destinant aux Contrôles Civils du Maroc et de la Tunisie, pour leur donner un aperçu des problèmes agronomiques de l'Afrique du Nord avec lesquels ils seraient confrontés.

Dans le même ordre d'idées, je signalerai la mission que j'ai conduite au Fezzan à l'automne 1951, qui fit pendant six semaines du Directeur de l'I.A.A. un fonctionnaire international de la F.A.O.

Prévenu la veille, je devais rejoindre, dès le lendemain Rome et j'eus quelque peine à obtenir un répit de vingt-quatre heures pour mettre au point avec VALIERE les problèmes qui pouvaient se poser en mon absence. Mettant à profit une liaison militaire Sebba - Tunis - Alger, je pus, après avoir installé la mission au Fezzan, revenir pour une huitaine à Maison Carrée avant de retourner à Tripoli rejoindre mes compagnons.



J'avais d'autant moins de scrupules qu'il y avait sur place, en la personne de VALIERE, et en 1943-44 de FILLARD, deux agrias entièrement dévoués à leur Ecole, et à qui je n'ai jamais mesuré la confiance qu'il convenait de leur accorder.

o

Je ne suis pas sûr que ce recueil de souvenirs où il subsiste bien des lacunes, satisfasse tous ceux qui le liront.

Je ne suis pas sûr non plus d'avoir évité les écueils du genre : un déséquilibre, voire une certaine déformation dans l'exposé des faits, des exagérations, des redites, un certain abus de la première personne, ce "moi" haïssable dont parle PASCAL.

Je l'ai fait parce que les Agrias ont décidé d'évoquer le souvenir et le rayonnement de leur Ecole et qu'ils sont sollicité mon concours.

Ces souvenirs ne sont pas l'Histoire elle-même, mais une simple contribution à leur démarche.

En l'absence d'archives bien classées, c'est peut-être d'ailleurs en multipliant les contributions de ce genre qu'il sera possible à l'équipe qui en a la charge d'écrire cette histoire.

Nous savons bien qu'il y a en chacun de nous trois personnages : celui que nous croyons être, celui que les autres croient que nous sommes et enfin celui que nous sommes réellement. Leurs images sont rarement superposables.

C'est évidemment le premier qui apparaît dans ces souvenirs.

(Septembre 1984)

Annexe : Répartition des Anciens Elèves au 1er Janvier 1930

*CALCOT - Les Ecoles d'agriculture et la Colonisation -  
Congrès de la colonisation rurale (26 - 29 Mai 1930)*

a/ France métropolitaine .....	152
b/ Afrique du Nord	
{ Algérie .....	336 }
{ Tunisie (1) .....	7 }
{ Maroc .....	67 }
	410
c/ Colonies .....	27
d/ Etranger .....	41
	<hr/>
Total .....	630

(1) La Tunisie, précédant l'Algérie, avait créé dès 1900 une Ecole d'agriculture de niveau supérieur.



## L'EPREUVE

Marcel DELOYE reçut, en 1953, des mains de son prédécesseur, un établissement moderne dont il paracheva l'évolution.

Mais alors que l'Ecole devait connaître un rythme de croisière, son évolution se poursuivit dans un climat politique et psychologique détérioré par le drame algérien.

Que de faits saillants pour l'Etablissement, certains de progrès et de promotion, d'autres imposés à lui par la conjoncture et l'avènement tardif et galopant de réformes parfois hâtives mais toujours conçues pour tenter de maîtriser les événements.

En premier lieu, la transformation en Ecole Nationale Supérieure Agronomique imposée par la loi du 2 Août 1960 et le décret d'application du 20 Juin 1961 (textes organiques de l'enseignement agricole français dont, pour le premier, les dispositions seront amplifiées et adaptées en 1984).

En second lieu, la participation de certaines chaires et notamment celle d'Economie rurale, à la préparation du volet "Développement agricole" du Plan de Constantine auquel participeront des directeurs des Services agricoles, anciens élèves de l'Ecole, notamment REUTT (1932), WERTHEIMER (1942), MOATI (1942) et à la rénovation du paysannat.

Enfin, comme contribution à la fois au développement économique de l'Algérie conçu dès 1956 et à la formation de Cadres Supérieurs Agricoles parmi les populations musulmanes (problème évoqué par Marcel BARBUT), la création d'une section d'agriculture africaine.

*L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.  
INSTITUT AGRICOLE D'ALGERIE - E.N.A.A.*

*" Un décret en date du 28 Juillet 1960, paru à l'"Officiel" du 3 Août 1960, stipule :*

*L'établissement d'enseignement supérieur agricole situé à Maison Carrée (Alger) constitue l'Institut Agricole d'Algérie.*

*L'Institut Agricole d'Algérie comprend :*

- 1. - l'Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger;*
- 2. - la Section d'Agriculture Africaine, destinée à former les Cadres techniques nécessaires au secteur public et au secteur professionnel.*

*Cette section peut comprendre, en fonction des besoins, des sous-sections : travaux ruraux, eaux et forêts, assistants des services vétérinaires, technique et gestion rurales. Sont admis à l'Ecole Nationale d'Agriculture les candidats reçus au concours commun d'admission aux E.N.A.; organisation et régime des études sont ceux des autres écoles nationales et sont sanctionnés par le diplôme d'ingénieur agricole avec les droits et prérogatives y attachés.*

*L'admission à la Section d'Agriculture Africaine est prononcée par le Délégué Général du Gouvernement en Algérie, qui fixe chaque année le nombre d'élèves à admettre dans chacune des sous-sections, la moitié des places est réservée aux candidats français-musulmans. Y sont admis les candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou du diplôme d'études agricoles du second degré, et les candidats ayant subi avec succès les épreuves d'un concours.*

*A leur entrée à l'Institut, les élèves de la Section Africaine qui se destinent à un emploi public, contractent un engagement de servir cinq ans dans les Services de l'Administration en Algérie. Pendant la durée des études, ils ont qualité de fonctionnaire stagiaire et perçoivent une indemnité.*

*Les élèves des sous-sections des travaux ruraux et des eaux et forêts sont nommés, lors de l'admission en 2ème année, ingénieurs adjoints stagiaires des Travaux ruraux et élèves-ingénieurs des Eaux et forêts, s'ils réunissent les conditions fixées par les statuts particuliers de ces Corps et reçoivent la rémunération correspondante.*

*La durée des études de la Section Africaine est de trois années. Peuvent être admis directement en 2ème année, les titulaires de certificats de propédeutique scientifiques des Facultés de sciences. A la fin des études, les élèves ayant satisfait aux examens reçoivent le diplôme d'ingénieur d'agriculture africaine. "*

*Cette création provoqua bien des remous chez les anciens élèves de l'Ecole, vite relégués au second plan par une actualité brûlante et évolutive.*

*En 1961, on pouvait encore parler de l'avenir de l'enseignement agricole algérien. Ainsi M. BARBUT, dans le numéro 2.168 de la "Revue agricole d'Afrique du Nord" :*

*" LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE. APPLICATION A L'ALGERIE.*

*L'analyse succincte que nous avons faite dans nos précédentes chroniques, de la loi du 2 Août 1960, et surtout des principes posés*

dans l'exposé des motifs et des opinions émises lors des discussions parlementaires, permettent de mesurer l'ampleur d'une réforme, dont l'intérêt et l'urgence ont été maintes fois signalés.

Il reste à souhaiter que les textes d'application et les décisions budgétaires et autres, qui doivent précéder sa mise en place, interviennent le plus tôt possible, afin que l'agriculture française soit dotée rapidement d'une structure de formation professionnelle qui est une des conditions essentielles de son reclassement économique et social.

Parmi ces textes d'application, certains intéresseront particulièrement l'Algérie, comme le prévoit expressément l'article 10 de la loi.

Ils comporteront une "adaptation" au sens large du terme, pour laquelle les Conseils généraux auront à formuler leur avis, mais compte tenu des structures actuelles qui, grâce à des discussions antérieures clairvoyantes, sont depuis longtemps sensiblement parallèles aux structures métropolitaines, cette adaptation devrait présenter le minimum de difficultés.

.....

L'enseignement supérieur est représenté par l'Institut Agricole d'Algérie créé en 1920, reconnu comme Ecole Nationale en 1946, et récemment réorganisé (décret du 28 Juillet 1960), sous son appellation d'origine.

Il comprend aux termes de ce décret :

- 1°/ l'Ecole nationale d'agriculture d'Alger, soumise à la réglementation générale applicable à ce type d'établissement, et qui, à ce titre, doit constituer une des sept Ecoles Nationales Supérieures d'Agronomie prévues par la réforme;
- 2°/ la Section d'Agriculture Africaine destinée à former les cadres techniques du secteur public et du secteur professionnel algériens et qui préfigure assez bien les Ecoles d'ingénieurs des activités agricoles, encore inexistantes en métropole, et dont la création est à l'étude.

Il sera sans doute opportun d'orienter l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie d'Alger vers la formation des cadres supérieurs de l'Agriculture nord-africaine et des ingénieurs que réclamera en nombre de plus en plus grand la coopération technique que nous avons promis de fournir aux pays africains d'expression française.

Dans ce but, elle pourra recevoir en 3ème année des élèves des E.N.S.A. métropolitaines ayant cette vocation, en même temps qu'elle pourra organiser, en accord avec l'Université d'Alger, une préparation à certains doctorats du 3ème cycle.

*Ainsi lui serait maintenu le "standing" qu'ont voulu lui donner les promoteurs de la réforme de 1946, et seraient dissipées les inquiétudes de ceux qui, considérant les difficultés actuelles de recrutement, ont pu craindre une remise en cause de cette réforme.*

*Quelle que soit l'évolution générale des structures administratives et politiques algériennes, la mise en place de cet ensemble d'établissements répond aux besoins profonds d'une expansion agricole qui reste une des conditions essentielles de l'élévation du niveau de vie de la population rurale de l'Algérie. "*

Mais, à partir de 1959, l'effectif des promotions se réduisit sensiblement faute d'attirer à l'Ecole un nombre suffisant de candidats métropolitains et les élèves des deux dernières promotions de l'Ecole acheveront leurs études dans les E.N.S.A. de la France métropolitaine.

Mais ce repli sur l'hexagone ne réduisit nullement la vocation méditerranéenne et nationale de nombreux anciens élèves, vocation qui trouve son origine dans l'activité des chaires de l'Ecole et que rappelleront les témoignages qui suivront le court rappel du rôle de l'Ecole dans le domaine riche et complexe du paysannat algérien.

## L'ECOLE et LE PAYSANNAT ALGERIEN

La contribution de l'Ecole au volet social de l'agriculture algérienne est moins connue du grand public et même de certains des anciens élèves. En effet, ce volet social fut développé avec intensité à partir de 1955-57 à une époque fertile en drames et en rebondissements de tous ordres; l'impulsion venait alors essentiellement des pouvoirs publics et l'action se répandait de manière diffuse sur l'ensemble du territoire. D'autre part, le secteur de l'agriculture qui en fut l'objet - celui de l'agriculture dite traditionnelle - n'occupait pas le devant de la scène économique.

C'est une loi du 14 Avril 1893 qui reconnut d'utilité publique les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels des communes de l'Algérie (les SIP), organismes de secours et d'assistance technique et de service aux ouvriers agricoles et aux petits agriculteurs algériens.

La création de l'Office du Blé en 1936 confère aux SIP la qualité d'organismes stockeurs de céréales et un décret du 15 Novembre 1938 crée le Fonds commun des SIP, véritable organisme de crédit et de prêts et étend la vocation des SIP notamment à la vulgarisation des connaissances agricoles pratiques.



M. P. LACONNIER  
ALGER

Roger FERRIERA

# LE SUD ALGÉRIEN

Avec la création des communes mixtes (décret du 16 Avril 1947), la présidence des SIP est confiée à un administrateur des Services Civils (en général) ou à un notable musulman désigné par le Gouverneur général; le président est assisté par un conseiller technique, l'Adjoint Technique du Paysannat.

A partir de 1945, avec l'avènement d'un Commissaire au Paysannat, les SIP sont dotées d'un Centre de Culture Mécanique chargé d'effectuer les gros travaux agricoles chez les fellahs et leur rôle technique est renforcé.

La réforme du paysannat, décidée en 1956-57, fait des SIP, devenues les Sociétés Agricoles de Prévoyance (S.A.P.), l'outil essentiel du développement de l'agriculture traditionnelle, placé sous la responsabilité d'un Directeur, et agissant sous l'autorité des Services Agricoles, dotés de moyens spécifiques en hommes et en crédits.

Parallèlement, le Fonds commun, devenu Caisse Centrale des S.A.P., devenait un véritable organisme d'appui financier.

o

Ainsi, au départ, les S.I.P. et le Service du Paysannat avaient pour objectif de placer l'agriculture traditionnelle à l'abri des aléas de la production agricole auxquels elle était particulièrement sensible du fait de son faible niveau technique, économique et social.

Progressivement, sous l'impulsion de conseillers spécifiques, les Adjoints Techniques du Paysannat, les petits agriculteurs algériens ont reçu un appui financier, technique et matériel, sous forme de services (engrais, labours, semences, commercialisation des céréales).

A ses débuts, le fonctionnement du paysannat algérien relevait d'une formule autoritaire de structure étatique. A partir de 1946, et surtout de 1956, la participation des usagers à la gestion des S.A.P. fut plus effective.

1956 marque un tournant dans le fonctionnement du paysannat algérien : la Caisse centrale vit s'accroître ses moyens; les directeurs de S.A.P. donnèrent une impulsion nouvelle; les directions des Services agricoles tentèrent des opérations massives et originales de développement.

Dans certains départements (Kabylie, Chéelif, Titteri, Mostaganem, notamment) ces opérations s'ajoutèrent à l'action classique du paysannat : secteurs de Rénovation Rurale en Kabylie, imaginés par Alexis MONJAUZE, un agronome forestier soucieux de mêler les techniques de conservation de la fertilité des sols aux préoccupations

économiques de l'aménageur; coopératives paysannes de production combinées aux opérations de réforme agraire, dans le Chéelif; sociétés coopératives agricoles et d'élevage principalement sur les hauts plateaux du Titteri.

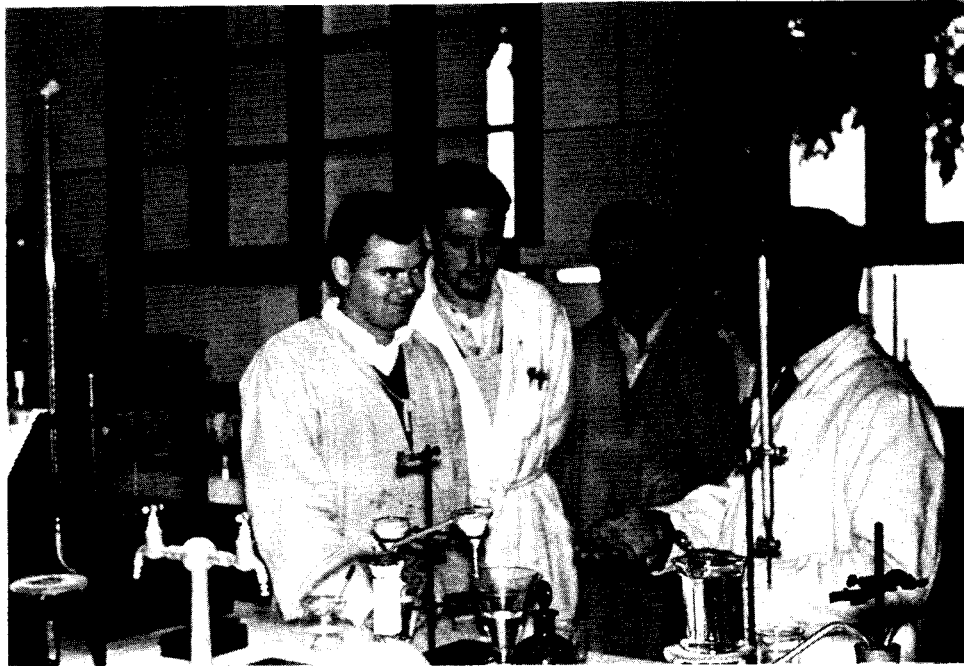
Tout au long de son histoire, le paysannat algérien s'est nourri de la contribution d'anciens élèves de l'Institut Agricole d'Algérie.

Ces derniers ont fourni l'essentiel du Corps des Adjointes Techniques du Paysannat, ainsi qu'une partie des Directeurs de S.A.P. et du personnel technique des Directions départementales des Services agricoles. Qu'ils soient d'origine métropolitaine ou "pied noir", ils ont en plus de leurs connaissances techniques, valorisé efficacement leurs connaissances du milieu physique et surtout humain et social de l'agriculture traditionnelle.

Leur tâche ne fut pas simple, il n'était pas facile d'assister et de développer une agriculture fragile et résignée, parmi les aléas et les combats de la guerre révolutionnaire.

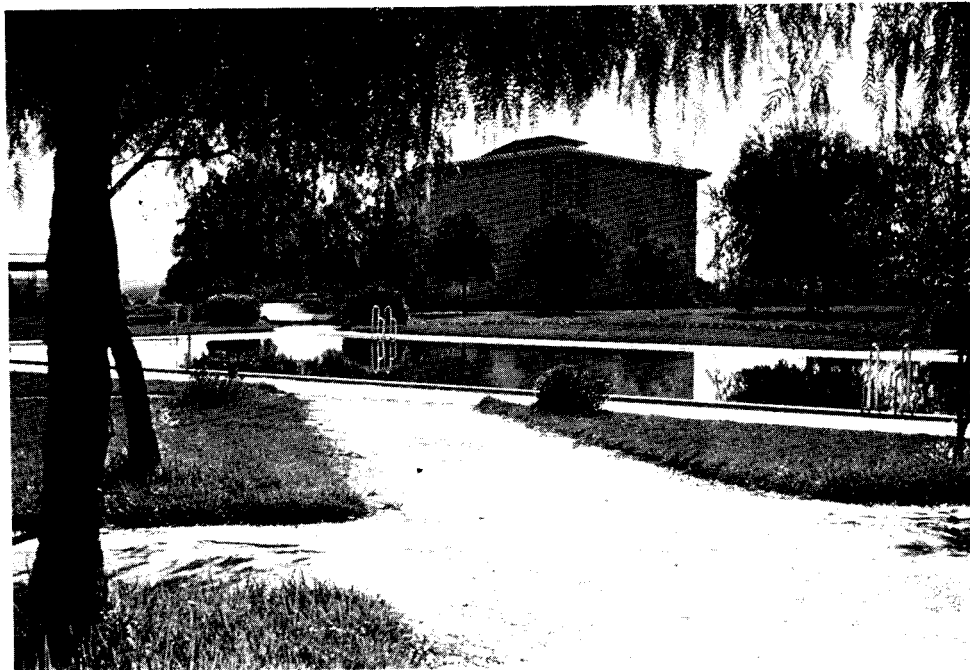
Il n'empêche : dans ce volet particulièrement ingrat de l'agronomie algérienne et pour une action de la dernière chance, l'Ecole fut présente. La pudeur et le silence qui ont succédé aux fracas et aux épreuves de ces huit années douloureuses n'ont pas permis de souligner cette contribution toute particulière de la Science agronomique française que d'aucuns ont poursuivie dans le cadre de la Coopération Technique.

Ici, nous en témoignons.



n° 13

Le Laboratoire de La Chaire de chimie-oenologie.



n° 14

La cave modèle de vinification (fondation GERMAIN).





n° 15

J. ERROUX, maître de conférences de La Chaire d'Agriculture, rappelle l'oeuvre de P. LAUMONT à L'occasion du cinquantenaire de L'école.



LES CHAIRES DE L'ECOLE LEUR ACTIVITE, LEUR RAYONNEMENT

Comme le soulignent les témoins, l'absence de documents d'archives ne permet pas de donner une analyse précise et exhaustive de toutes les Chaires de l'Ecole.

La dispersion ou la disparition d'authentiques témoins ont de mime rendu les témoignages sélectifs. Six chaires, et non des moindres, sont ici évoquées mais, au total, la vie et l'activité de l'école reposait sur un plus grand nombre de cellules scientifiques.

Les témoignages qui vont suivre, par leur contenu et le ton de l'évocation, sont d'une grande fidélité. Nombre d'entre nous y retrouveront l'ambiance qui y régnait alors. Ils y verront se confirmer, non sans fierté, le rayonnement national, méditerranéen et international, d'un établissement qui leur est cher à plus d'un titre.

Et, prolongeant ces témoignages sur les Chaires, l'évocation d'un Professeur et d'un ami hors du commun : Roger PASQIJIÉ (1919), rehaussera leur émotion par une touche d'un humanisme pénétrant <sup>et</sup> d'une grande ferveur.

## LA CHAIRE DE BOTANIQUE, SYLVICULTURE ET PHYTOPATHOLOGIE

par André DUBUIS (1924)  
Professeur,  
Titulaire de la Chaire.

C'est en 1905 que fut créée, à Maison Carrée, l'Ecole d'Agriculture Algérienne, devenue par la suite Institut Agricole d'Algérie, puis Ecole Nationale Supérieure Agronomique d'Alger. Dans un ouvrage publié en 1907 par le Docteur L. TRABUT et R. MARES *"L'Algérie agricole en 1906"*, où est relatée cette création à laquelle le Dr L. TRABUT, professeur de botanique à la Faculté de Médecine et de Pharmacie d'Alger, joua un grand rôle, est mentionnée parmi les éléments constitutifs, une station de botanique et de pathologie végétale, très certainement placée sous la direction du Dr L. TRABUT, mais je n'ai aucun document sur les collaborateurs qui le secondèrent à cette époque.

Dans le premier annuaire publié en 1921 par l'Association des anciens élèves de l'Institut Agricole d'Algérie, en tête du Corps enseignant figure la Chaire de botanique avec, à sa tête, le Dr L. TRABUT suivi de J. CHRESTIAN et L. DUCELLIER, tous les deux ingénieurs agricoles.

En réalité, le Dr L. TRABUT n'enseigna que la Génétique jusqu'à sa disparition, en 1929, et L. DUCELLIER qui, initialement, était chargé de l'enseignement de la Botanique systématique, (il a rédigé pour les élèves une petite brochure donnant la liste de toutes les espèces végétales présentant un intérêt pour l'agriculture algérienne) se consacra bientôt uniquement à la Chaire d'agriculture à laquelle il donna, par ses travaux, un grand rayonnement.

Tout l'enseignement, tant théorique que pratique, fut donc assuré par J. CHRESTIAN qui, antérieurement, avait été Préparateur chargé du cours de chimie générale à la chaire de technologie. Il fut assisté épisodiquement par quelques stagiaires préparateurs, recrutés parmi les anciens élèves désirant préparer une licence, qui ne séjournèrent jamais plus de deux ans au laboratoire, trouvant par la suite des situations plus intéressantes. Parmi ceux-ci, on peut citer J. COURTINE qui partit au Maroc dans le Service de la Recherche agronomique, A. HENRY qui fut professeur à l'Ecole d'agriculture de Sidi Bel Abbés et surtout, L. FAUREL qui fit une carrière scientifique au laboratoire de botanique de l'Université d'Alger sous la direction du Pr R. MAIRE.

Il faut tenir compte du fait qu'à l'encontre de presque toutes les autres, la Chaire de Botanique n'avait pas de rapport direct avec les questions techniques relevant d'autres disciplines, telles que l'agriculture, en ce qui concerne la génétique et l'amélioration des plantes, ou des Services spécialisés tels que la Protection des végétaux pour la phytopathologie, sans parler de la sylviculture relevant de la Direction des Eaux et Forêts. Les rapports indirects consistaient surtout en détermination de plantes ou de maladies pour ces différents organismes.

Dans ces conditions, J. CHRESTIAN ne put se livrer personnellement qu'à l'étude de quelques questions de phytopathologie concernant la vigne et les cultures maraîchères, dont les résultats furent publiés dans la Revue Agricole de l'Afrique du Nord.

C'est en Septembre 1945 que J. CHRESTIAN prit sa retraite et que je fus appelé à lui succéder, dans les mêmes conditions.

Après une année d'enseignement, l'Ecole fut fermée lors du débarquement des troupes alliées et le laboratoire occupé militairement, moi-même étant mobilisé, jusqu'en 1945. L'enseignement reprit à la fin de l'année et par la suite, un stagiaire préparateur, L. RESSORT, fut nommé assistant et put me seconder dans la préparation des travaux pratiques. Puis, vers 1950, j'obtins un poste de chef de travaux qui fut occupé par un autre ancien élève, G. CHEVASSUT, lequel put se charger de l'ensemble des travaux pratiques.

Du fait des moyens matériels limités du laboratoire, c'est vers l'Ecologie et la Phytosociologie que je consacrais le temps laissé libre par l'enseignement. Cette orientation m'amena à travailler en liaison avec le laboratoire de Zoologie où R. PASQUIER, dans ses recherches sur les acridiens, s'intéressait beaucoup à la végétation spontanée, fidèle reflet des conditions de milieu.

Je travaillais aussi avec la Direction de l'Hydraulique et de l'Equipement rural, où avec P. SIMONNEAU, ancien élève de l'Ecole, nous avons publié plusieurs études sur la végétation des terrains salés du Chott Chergui et de diverses régions de l'Oranie, ainsi que sur la flore spontanée des rizières. De ce fait, j'ai poursuivi également des études de floristique en utilisant la documentation considérable existant en la matière au laboratoire de Botanique de la Faculté des Sciences d'Alger, et en collaboration avec L. FAUREL, nous avons publié de nombreuses notes relatives à la Floristique nord-africaine dans le Bulletin de la Société d'histoire naturelle de l'Afrique du Nord.

Quant à mes jeunes collaborateurs, une bonne partie de leur temps libre était consacrée à parfaire leur formation. Cependant, L. RESSORT s'est intéressé au champignon de couche et a réalisé une champignonnière expérimentale sur fumier artificiel, mais son engagement

très actif pour la cause de l'Algérie française l'a fait muter à l'Ecole de Rennes, bien avant l'indépendance de l'Algérie. De même, G. CHEVASSUT, après avoir publié une étude de phytosociologie sur les groupements végétaux du Marais de la Rassauta, avait commencé l'étude des plantules de mauvaises herbes et s'intéressait également à la mycologie; mais en ces domaines, il faut de longues années de travail avant d'obtenir des résultats et ce n'est qu'après 1962, au laboratoire de botanique de l'Ecole de Montpellier, qu'il a pu commencé à publier.

La botanique a donc été longtemps considérée comme une Chaire dont l'activité essentielle était l'enseignement, entièrement assuré par le Professeur. Ce n'est qu'à partir de 1950 que le personnel enseignant, augmenté d'un assistant et d'un chef de travaux, put étendre son activité de recherches. Malheureusement, la jeune équipe ainsi formée n'eut pas le temps, avant 1962, de donner toute sa mesure.

## LA CHAIRE DE CHIMIE - OENOLOGIE

par Jean ROUBERT (1927)  
Maître de Conférences.

Les évènements ont fait que les sources sur lesquelles j'aurais dû m'appuyer pour une étude objective de la Chaire de Chimie Oenologie ont, pour la presque totalité, disparu. C'est sur des souvenirs - et l'éloignement dans le temps fait qu'ils sont souvent diffus - que ce témoignage a été construit. On voudra donc bien excuser le manque de précision et croire que, malgré tout, l'essentiel de ce qui est dit est bien exact.

Les créateurs de l'Institut Agricole d'Algérie, en raison de l'importance dans ce pays de la vigne et du vin, créent une Chaire spécialisée d'Oenologie séparée de celle des autres industries agricoles (appelée généralement dans les autres Ecoles : Chaire de Technologie agricole). Comme toutes les autres chaires techniques de l'I.A.A., elle est chargée à la base d'enseigner une science théorique en l'espèce, la chimie.

Le premier titulaire de cette Chaire de chimie - oenologie est J.H. FABRE, ingénieur agricole (Montpellier) et licencié es-sciences. C'est un quadragénaire, enseignant à l'Ecole d'agriculture de Montpellier où son avenir était, jusque là, bloqué.

Vers 1920, un jeune instituteur de Savoie qui a fini la guerre comme lieutenant, prépare à l'Ecole Normale de la Bouzaréah une quatrième année d'étude pour être professeur d'agriculture itinérant dans les écoles primaires. Pour cela, il doit faire un stage dans les laboratoires de l'I.A.A. Ernest BREMOND profite de ce stage pour commencer une licence es-sciences à la Faculté d'Alger.

Remarqué, il est nommé adjoint de FABRE et constituera avec lui l'équipe qui fera fonctionner, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la Chaire et le laboratoire annexe. Ils n'ont aucun autre collaborateur, si ce n'est un garçon de laboratoire que les élèves vont appeler "Pissette". La recherche n'est pas encore organisée officiellement et ne relève que de chaque enseignant.

FABRE enseigne la chimie organique et l'oenologie. BREMOND se charge des travaux pratiques, de la chimie générale et de la chimie minérale (avec la technologie des engrais "chimiques" phosphates et superphosphates, engrais azotés avec la synthèse récente de l'ammoniac).

Des contacts entre la Chaire et l'Institut Pasteur d'Algérie, il résulte un partage des études et recherches : l'isolement et l'étude des levures seront du ressort de l'Institut Pasteur, la vinification et la conservation des vins relèveront de la Chaire.

De mime, à la Faculté des Sciences, la Chaire de Chimie appliquée à l'agriculture et à l'industrie (Pr POUGET), s'intéressera beaucoup plus à l'analyse des produits agricoles qu'à l'enseignement de l'oenologie.

C'est le début de l'application de la notion de pH introduite par SORENSEN (la "PUISSANCE" hydrogène et non le "POTENTIEL" hydrogène, comme on continue de l'appeler malgré son auteur  $H^+ = 10^{-pH}$ ). Cette notion est née dans la grande brasserie danoise, la Brasserie Carlsberg). BREMOND va appliquer cette théorie au vin, mais la détermination précise en est difficile et très longue avec l'ELECTRODE A HYDROGENE. Successivement, il essaie l'ELECTRODE A ANTIMOINE, peu soignée, puis l'ELECTRODE A QUINHYDROME et met alors au point son "IONOMETRE DIFFERENTIEL" qui va permettre de mesurer le pH des vins en quelques minutes avec une précision de 0,1 unité ce qui est estimé alors suffisant pour l'oenologie (avec l'électrode de verre, on arrive aujourd'hui à une précision de  $\pm 0,02$  unité).

Sa thèse et son invention lui font donner par ses élèves le surnom *d'IONOMAITRE*.

ne

Pendant ces années une endémie zoologique se développe dans les vignobles algériens de plaine, en particulier dans la Mitidja. Pour lutter contre l'Eudémis, petit papillon dont la chenille attaque feuilles jeunes et grappe les viticulteurs doivent employer des insecticides. A cette époque, seuls à peu près les insecticides minéraux sont utilisés (en dehors du Pyrèthre végétal). Ils sont à base d'arsenic ou de fluor. Officiellement, seuls les arséniate et composés fluorés insolubles sont autorisés mais arséniate de plomb ou de chaux sont moins efficaces et surtout moins pratiques d'emploi que l'arséniate de sodium, soluble. Aussi, ne faut-il pas s'étonner si on trouve de l'arsenic dans le vin. C'est un poison qui possède une toxicité aiguë à doses importantes, mais aussi une toxicité chronique à toute petite quantité répétée. Il faut cependant se rappeler la boutade d'ORFILA, ce toxicologue qui prétendait trouver de l'arsenic dans les barreaux du fauteuil du Président de la Cour d' Assises dans une affaire d'empoisonnement le tout résidant dans une question de prise d'essai. Mais si, pour tous les poisons, il existe une ubiquité, il ne faut pas que les teneurs dépassent une limite acceptable.

FABRE et BREMOND trouvent de l'arsenic en quantité bien souvent anormale dans les vins de la région et publient leurs résultats. Il en résulte un tollé général et une attaque particulièrement vive de la part de la direction d'une coopérative vinicole de la Mitidja. Les analyses ont été faites à l'aide d'un appareil de MARSH dont la limite de détection est le 1/50 de milligramme. Selon la prise d'essai, on peut donc arriver à doser jusqu'à 0,1-0,2 mg/l et cet arsenic se voit sous forme d'un petit anneau anthracite brillant dans le tube de verre de l'appareil de MARSH.

Fort heureusement, car FABRE est l'objet d'une enquête administrative de la part du Gouvernement Gnral. Mais les preuves visibles sont là et FABRE garde son poste.

Le fluor se trouve, lui aussi, normalement dans tous les vins et la teneur limite est de 5 mg/l. Il a la singularité d'écrire lui-même son nom sur la plaque de verre sur laquelle on le détecte (méthode de BLAREZ). BREMOND a parfaitement la maîtrise de cette recherche. Mais en fait l'efficacité des fluosilicates et fluo-aluminates de baryum ou de sodium n'est pas formidable et ces insecticides sont peu utilisés. Et sa recherche n'amène pas les mêmes réactions que celle de l'arsenic.

Tous les résultats trouvés par FABRE et BREMOND aussi bien pour l'arsenic que pour le fluor sont publiés dans les "les Annales des falsifications et des fraudes" qui est l'organe des Experts chimistes de France (environ 1930-1939) et dans les "Annales de l'Institut Agricole et des services de recherches et d'expérimentation agricole de l'Algérie".

A la déclaration de guerre en 1939 la Chaire cesse de fonctionner. BREMOND qui est Capitaine au Service des Subsistances va être chargé de la direction d'une usine de fabrique de "singe" la S.A.C.A.N.A. à Maison Carrée même.

En 1940, à l'armistice, FABRE prend sa retraite, BREMOND devient chef de la Chaire et TEISSEIRE est nommé chef de travaux pratiques. Mais la guerre reprend en 192 et BREMOND rejoint ses conserves.

En 194, TEISSEIRE est nommé Directeur de la Ferme-Ecole des Mechtras. POTENTIER a été recruté comme assistant mais il manque un chef de travaux pratiques. Et c'est ainsi qu'à la demande de BREMOND, je quitte le Service agricole gnral et remplace TEISSEIRE.

[!]

En 1946 le Gouverneur Gnral M. CHATAIGNEAU convainc viticulteurs, MM. Henri, Jacques, Jean et Robert GERMAIN de faire un don à l'Institut Agricole d'Algérie. Ils acceptent de faire construire le bâtiment et les installations de la Cave Expérimentale.

L'architecte, spécialiste du béton armé, ne connaît rien à l'oénologie et à la vinification. Avec BREMOND nous étudions d'abord nos besoins, mais BREMOND est peu familiarisé avec les plans et l'architecte ne peut exploiter nos idées. J'ai préparé autrefois les Arts et Métiers avant d'entrer à l'I.A.A. Je fais donc une maquette compliquée de découpes et collages pour bien expliquer ce que nous voulions mais tout cela, schématiquement, à lui de concrétiser. Et celui-ci conçoit un magnifique bâtiment.



Au départ, une certaine somme avait été prévue. Je crois que le devis a été très dépassé, mais la beauté de la Cave a fait oublier aux généreux donateurs ce qu'avait pu avoir de douloureux le montant de la facture (dont nous avons toujours ignoré le montant réel).

La Cave fut inaugurée le 20 Octobre 1949 par Le Gouverneur Général NAEGELEN, successeur de M. CHATEAIGNEAU.

En réalité, dès la mi-Août, les expérimentations avaient commencé.

En particulier pendant les trois premières années ont été réalisées les expérimentations sur la vinification classique en rouge. En Algérie, 99 % de la production des vins rouges étaient obtenus par cette méthode qui comporte la fermentation en présence des mofts. La méthode de macération à froid sous anhydride sulfureux (méthode de SENERGOUS) avait été presque totalement abandonnée. L'extraction de la couleur par la chaleur n'en était encore qu'à l'état de possibilité.

FABRE, pendant son enseignement, avait préné un système de cuve à cuveau supérieur et tube de sureté qu'il appelait "cuve à lessivage automatique". En réalité, il n'y avait aucun remontage dans cette cuve.

Vers 1935-1938, DUCELLIER, puis DUCELLIER et İSMAN proposent une cuve à lessivage véritablement automatique sous l'influence du dégagement de gaz carbonique sans aucune pièce mécanique. Presque en même temps, SUAVET brevète un système uniquement mécanique et CUNIN une cuve dans laquelle par un dispositif identique à celui de DUCELLIER (valve hydraulique) ne s'effectuent que des brassages et non des lessivages.

Ce sont tous ces systèmes, avec les vieux systèmes métropolitains : cuves à chapeau flottant ou immergé, que nous allons expérimenter pendant trois ans sous une forme semi-industrielle, sur des volumes de vendange chaque fois d'environ 50 hectolitres.

Dans le vignoble, l'Eudémis sévit toujours. Fort heureusement, de nouveaux insecticides sont apparus; presque tous organiques de synthèse. Au fur et à mesure de leur mise en pratique, en particulier par le Service de la Défense des Végétaux (FREZAL), des essais seront effectués à la Cave Expérimentale ou au Laboratoire de la Chaire pour voir leur influence sur la fermentation, sur la dégustation, et doser leurs résidus dans les vins. Il en sera de même sur les fongicides utilisés contre le mildiou.

Ces études feront l'objet de communications à l'Académie d'Agriculture (1954) ou dans les Annales de l'E.N.A. d'Alger (1959).

Un cas intéressant est celui d'un insecticide à base de dérivés thiophosphoriques, sans action sur les levures, mais qui dans la pratique conduisait à des retards considérables dans la fermentation spontanée des vendanges. Ce fait confirmait l'explication des frères SERGENT (de l'Institut Pasteur) : que la dissémination des levures sur le raisin est due aux insectes, en particulier aux drosophiles.

En 1958, un deuxième chef de travaux vient d'être nommé à la Chaire; il s'agit de COURTOISIER (Ingénieur agricole A. 1946, licencié ès-Sciences).

Le problème du fluor se repose bientôt. Les revêtements de ciment lissé des cuves et des amphores ont besoin d'être protégés de l'attaque par l'acide tartrique des vins par une opération appelée "affranchissement". Celle-ci s'opère par le badigeonnage des parois par des solutions d'acide tartrique à 10 ou 15 %. Il se produit une pellicule de tartrate de calcium qui protège le ciment sous-jacent de l'attaque du vin et inversement, la neutralisation d'une partie de l'acidité du vin.

Dans le bâtiment, on protège les façades de pierre par l'utilisation de fluosilicate de soude qui, en solution, forme avec le calcaire une couche de fluosilicate de calcium inattaquable par le gaz carbonique de l'atmosphère.

Une société commerciale propose son produit pour affranchir les cuves en ciment. Connaissant le problème du fluor, BREMOND la met en garde contre cet emploi. La société prétend qu'il est vraiment efficace, ce qui est contesté. Des essais sont donc entrepris avec des mini-cuves en ciment dont le rapport surface/volume est de  $2 \text{ dm}^{-1}$  (ou décimètres réciproques) alors que dans les cuves ordinaires ce rapport est de 0,30 à 0,20  $\text{dm}^{-1}$ , c'est-à-dire en gros dix fois moindre. Un contact du vin de un mois dans ces petites cuves correspondra donc à dix mois en pratique.

Les vins des cuves affranchies avec le produit X sont complètement désacidifiés et dénaturés, ce qui n'a pas lieu avec l'affranchissement à l'acide tartrique. D'autre part, ces vins renferment des teneurs très supérieures aux 5 mg/1 (limite admise comme fluor normal).

Dès avant la deuxième guerre mondiale, il existait en métropole un "casier vinicole". Il s'agit de prélèvement par les agents de la Répression des Fraudes d'échantillons de vin qui sont déposés en mairie. Les experts pourront disposer d'échantillons

authentiques car les agents qui les ont prélevés sont assermentés et les échantillons sont accompagnés d'un procès-verbal de prise. Mais bien souvent ces échantillons finissent sur la table d'un Conseil Municipal.

Avec BREMOND et l'accord du Service Agricole Général, il va se constituer dès 1945 un "*Casier Vinicole Algérien*" tout différent. Tout sera bénévole, quoiqu'assuré par des fonctionnaires les prises d'échantillons seront faites, à leur discrétion, par les Conseillers agricoles (les futurs Ingénieurs des services agricoles). Ceux-ci ne sont pas assermentés et les viticulteurs ou directeurs de caves coopératives peuvent toujours refuser. Le Service Agricole assurera le transport. La Chaire effectuera les analyses et elle transmettra au viticulteur le résultat de ces analyses s'il le désire. Cette analyse est enregistrée au laboratoire sous forme anonyme et les résultats ne pourront être utilisés contre le producteur.

Environ 150 à 200 échantillons représentant toutes les régions viticoles d'Algérie sont ainsi prélevés chaque année en triple exemplaire. L'un d'eux est analysé, les autres conservés tout d'abord dans le sous-sol de la Chaire, puis à partir de 1949, dans un emplacement prévu dans la salle de dégustation de la Cave expérimentale. C'est ainsi qu'à notre départ, en 1962, une véritable oenothèque algérienne avait été constituée et tapissait les murs de cette salle de dégustation. Chaque année, la synthèse des résultats d'analyse par région était publiée, dans la "*Revue Agricole*" revue mensuelle d'Alger, et des résumés de cette synthèse dans "*Vignes et Vins*", le mensuel de l'Institut Technique du Vin.

Cet Institut créé en 1948, est un organisme interprofessionnel réunissant producteurs et commerçants; il est chargé, sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, de gérer les ressources tirées de taxes parafiscales sur la production viti-vinicole et à l'aide de celles-ci, de promouvoir des actions de recherche et d'expérimentation des techniques liées à cette production, aussi bien en viticulture qu'en oenologie.

BREMOND faisait partie de son Comité scientifique.

La Chaire a reçu des subventions pour des thèmes choisis par ce Comité.

En particulier, en 1950, l'I.T.V. annonce un concours "*afin de dégager une méthode ou de découvrir un produit*" qui puisse remplacer l'anhydride sulfureux (  $S_2$  ) dans la vinification en général, des vins blancs en particulier.

Trente quatre ans après, le prix de un million de francs de l'époque n'a pas encore été décerné.

Mais pendant plusieurs années, nous avons testé les propositions de nombreux concurrents à la Cave expérimentale et au laboratoire, en vain. C'est que le "ESSODEUX" est difficile à remplacer. Malgré ses qualités nombreuses : acide, antiseptique, réducteur, il possède aussi quelques défauts, bien plus faibles que ce que l'on veut bien dire. Le tout est de bien connaître ses propriétés, de l'appliquer à bon escient, au bon moment, d'en user et non d'en abuser.

Que ce soit dans le domaine national aussi bien qu'international, BREMOND et moi nous sommes toujours opposés aux théoriciens qui préconisaient la proscription de l'anhydride sulfureux.

Et ceci m'amène à parler de l'Office International de la Vigne et du Vin (O.I.V.) créé à l'instigation du Baron LE ROY. L'Algérie y était représentée au même titre que la métropole. BREMOND était son rapporteur national pour la partie scientifique oenologique.

Une assemblée générale se déroule tous les ans, en général à Paris, siège de l'O.I.V., et tous les trois ans un Congrès international se tient dans une nation viticole. De nombreux rapports y sont présentés par chaque nation et ensuite rassemblés dans une synthèse dite "Rapport général". BREMOND en était le rapporteur national pour l'oenologie algérienne.

Toutes ces réunions permettent aux spécialistes de se rencontrer. Au cours de l'une d'elles, BREMOND se lie avec le Professeur BOBADILLA, oenologue espagnol réputé, et obtient de celui-ci, avec la promesse de ne pas l'exploiter commercialement, une souche de levure de xérès.

Elle fut essayée avec un succès inespéré sur un vin de PEDRO XIMENES, de la collection de la Chaire de viticulture (Pr ALDEBERT). En effet, dans le sud de l'Espagne, l'élevage du xérès dure six ans. Or, dans le sous-sol de la cave expérimentale on obtient, après un an d'ensemencement, le taux d'éthanol des vins espagnols (300 mg/1 d'éthanol) avec une excellente quantité d'acétal qui donne son bouquet à ce type de vin. Chaque année, on produisait 100-150 litres de "xérès algérien" mais qui n'avait que peu d'amateurs, car c'est un type de vin peu prisé par le consommateur français.

Si les Français apprécient peu les vins secs du type xérès, ils aiment en revanche les vins de liqueur (VDL) et, en Algérie, il y avait au moins deux producteurs de quantités importantes de ce type de vin. L'un était un viticulteur de la région de Mascara, chez lequel BREMOND venait vinifier chaque année plusieurs centaines d'hectolitres de Grenache que ce viticulteur commercialisait sous le nom de "KEURTO" (de El Kervat, le vieux MASCARA).

Et puis, il y avait le "Muscat des Pares Blancs" à Maison Carrée (domaine de l'Harrach). Ce muscat était envoyé comme vin de messe dans le monde entier, plus particulièrement dans les pays non viticoles et lointains. Les vins secs avaient été trop fragiles. L'Eglise avait donc admis l'addition d'alcool dans le vin de messe, à condition qu'il s'agisse d'alcool de vin et non d'éthanol de synthèse ou provenant d'une autre source que la vigne.

Cette production était surveillée par un "Frère cellerier" très strict quant au mouillage possible. Si l'alcool est toléré dans un vin de messe, l'eau ne l'est pas. Aussi était-il toujours porteur d'un gros chiffon pour essuyer tous les instruments de vinification qui venaient d'être lavés : claies et maies, le pressoir, etc.

Nous le vîmes arriver un jour, affolé, au laboratoire. Les Douanes Canadiennes avaient saisi une exportation de muscat sous l'inculpation de fraude : ces vins contenaient du bromure. Du bromure dans un vin de messe, quel tollé !!! Il faut dire ici que l'ion bromure est naturellement présent dans tous les vins. L'O.I.V. admet la limite de 1 mg/l.

Connaissant le frère cellerier, nous savions qu'il n'y avait pas fraude, peut-être une erreur, ou alors une malveillance.

Le brome est pratiquement absent du "muscat" encore en cuve. Même constatation dans les échantillons officiels pris au départ d'Alger. Mais en poursuivant les investigations, nous apprenons que le Frère emploie un détergent antiseptique nouveau : un ammonium quaternaire, et nous avons immédiatement eu l'explication car j'ai utilisé ce type de produit et constaté ses nombreux défauts.

Un "ammonium quaternaire commercial", à la fois détergent et antiseptique, est un cation ammonium dont les quatre hydrogènes ont été remplacés : deux en général par des alcoyles simples (méthyle ou éthyle), un par un alcoyle d'au moins douze atomes de carbone, et le quatrième par un résidu aromatique plus ou moins compliqué.

Par les deux premiers substituants, il est hydrophile; par le troisième il est lipophile, c'est donc un tensio-actif, un mouillant. Par le quatrième, il est antiseptique mais un piètre antiseptique, car tensio-actif il se fixe sur tous les corps poreux et est éliminé de sa solution.

Un cation n'existe jamais seul, il y a toujours un anion pour annuler sa charge positive. Les ammoniums quaternaires commerciaux ont presque toujours l'anion "bromure" comme compagnon.

Les fûts ont été nettoyés au domaine de L'Harrach. La presque totalité du détergent de la solution de lavage a été adsorbé par le bois et y est resté, malgré les rinçages, mais il y a aussi attiré son conjoint : le bromure.

Pendant le transport Algérie - Canada, les anions organiques ou minéraux du vin ont eu le temps de s'échanger avec l'anion bromure qui s'est ainsi "dégorgé" dans le vin, l'ammonium restant fixé dans le bois.

BREMOND rédigea un rapport d'expertise qui fut envoyé aux Douanes canadiennes, aux Hiérarchies canadienne et romaine des Pères Blancs, et tout s'apaisa. J'ignore ce que sont devenus les vins **saisis**.

Je dois encore citer, dans le même genre d'éléments "étrangers" aux vins normaux, l'histoire du plomb soulevée par les Britanniques en 1953. Ils interdisent l'entrée en Grande-Bretagne des vins contenant plus de 0,20 mg/l de plomb.

Or, en Mai 1950, la Commission des Substances étrangères dans les aliments de la Société des Experts-Chimistes de France avait proposé la limite de 0,30 mg/l.

La Confédération générale des vignerons d'Algérie et le Gouvernement général de l'Algérie s'inquiètent et le Gouverneur Général prescrit une enquête officielle.

Le Service de la Répression des Fraudes en Algérie est chargé de prélever 48 échantillons de moût dans les diverses régions viticoles d'Algérie, selon un protocole très strict, soit à la vigne, soit avant le foulage.

La Chaire est chargée de l'analyse de ces moûts et aussi de 68 vins provenant du Casier Vinicole Algérien des années 1953 et 1954.

Nous entrons en contact avec la "Wine and Spirits Association of Great Britain" pour connaître la méthode d'analyse de ses experts. C'est cette méthode que j'ai utilisée.

En conclusion de cette enquête, il résulta que le plomb se trouve naturellement dans le moût et les vins, mais que les deux chiffres de 0,20 et 0,30 mg/l sont trop faibles et qu'au contraire, la position de l'O.I.V. est plus judicieuse (0,60 mg/l). Ces conclusions furent confirmées par le Pr JAULMES, de la Chaire de toxicologie de la Faculté de Pharmacie de Montpellier, et rapporteur national métropolitain auprès de l'O.I.V. pour l'oenologie.

Entre temps, les Britanniques avaient abandonné leur prétention.

Jusqu'à présent, je n'ai parlé que des recherches et expérimentations et presque pas de l'enseignement.

Lorsque je suis arrivé en 1946 comme chef de travaux pratiques, la chimie analytique qualitative minérale était basée sur l'usage de l'hydrogène sulfuré et, deux après-midi par semaine, tout l'environnement était "parfumé" (maintenant il existe d'autres méthodes, plus inodores).

Au bout de deux ans, BREMOND me confia une partie de son enseignement : la chimie générale et la chimie minérale. A ce dernier titre, je dirigeais deux visites d'usines chimiques : l'une à la Société Algérienne de Produits Chimiques et d'Engrais (S.A.P.C.E.), l'autre à la Raffinerie de Soufre du Gué de Constantine.

La S.A.P.C.E. fabriquait de l'acide sulfurique à partir de pyrites martiales, pour une partie d'origine algérienne (Philippeville), pour l'autre d'origine espagnole, par la méthode des chambres de plomb et à l'aide de cet acide à concentration moyenne, du superphosphate de chaux, avec des phosphates naturels de Tunisie ou du Maroc.

L'usine du Gué de Constantine des Raffineries de soufre réunies transformaient le soufre brut à l'état cristallin en soufre sublimé, utilisé dans la lutte contre l'oïdium.

On sera peut-être surpris par l'importance du soufre dans notre enseignement ; ce soufre que les alchimistes avaient affublé du signe de Satan : la croix sous triangle renversé. Malgré l'emploi de l'hydrogène sulfuré au laboratoire, malgré le soutien que nous avons toujours apporté à l'emploi rationnel du SO<sub>2</sub>, malgré les visites à l'usine de transformation de son état "alpha" en son état "lambda" ou à l'usine d'acide sulfurique, nous n'étions pas des "diaboliques". Cela souligne seulement l'importance que ce métalloïde a en biologie, et par conséquent en agriculture quelquefois néfaste, souvent très bienfaisant.

En Mars 1955 fut créé le diplôme national d'oenologie et notre Ecole fut habilitée à le décerner. Depuis quelque temps déjà, une 3<sup>ème</sup> année de spécialisation avait préparé à l'acquisition de ce diplôme. Depuis la création de la Chaire, les étudiants effectuaient pendant la période des vendanges un stage de vinification; il s'y ajouta, à ce moment là, un stage dans une maison de commerce de vins et la présentation et la discussion d'un rapport sur ces stages.

Chaque année, après le départ des élèves, la Chaire donnait un cours temporaire d'oenologie d'une semaine, un peu avant l'époque des vinifications pour les viticulteurs, avec des cours théoriques adaptées et des travaux pratiques d'analyse courante. Ces cours étaient très prisés.

L'activité de la Chaire cessa en 1962. Déjà en 1960, la promotion avait été réduite à trois étudiants courageux.

LA CHAIRE D'AGRICULTURE (on dirait aujourd'hui de PHYTOTECHNIE)

et la STATION d'ESSAIS DE SEMENCES ET D'AMELIORATION DES PLANTES

RATTACHEE AU SERVICE DE L'EXPERIMENTATION AGRICOLE EN ALGERIE

par J. ERROUX  
Ingénieur agronome (Paris)  
Maître de Conférences, Adjoint au Chef  
du Service de l'Expérimentation  
Agricole en Algérie.

Dates et mobiles de leur création

ENSEIGNEMENT DE L'AGRICULTURE GENERALE ET SPECIALE ("PHYTOTECHNIE")

J La Chaire d'agriculture de l'Ecole de Maison Carrée fut  
( confiée en 1907 à Léon DUCELLIER, alors préparateur à la Chaire de  
' Botanique de cet établissement; DUCELLIER avait surveillé à partir  
' de 1905 les travaux de construction des bâtiments de la future  
école qui devaient remplacer ceux installés à Rouiba, sur la pro-  
priété DECAILLET.

Si l'Ecole de Rouba avait eu d'abord vocation (1903)  
de former de bons praticiens de l'agriculture méditerranéenne, celle  
de Maison Carrée devait s'orienter peu à peu vers un enseignement  
s'adressant à de futurs cadres de cette même agriculture, évolution  
qui se concrétisa en 1920 par l'appellation d'Ingénieur de l'Institut  
Agricole d'Algérie, avec le fameux sigle "I.A.A."

L'AMELIORATION DES PLANTES

1 Parallèlement à cette évolution, DUCELLIER fut nommé en  
.1911, non seulement Professeur d'agriculture, mais aussi Professeur  
chargé de la Station d'Amélioration des Plantes et d'Essais de  
Semences.  
j

Autrement dit, il s'agissait de faire participer la Chaire  
à des recherches destinées à doter l'Algérie de végétaux adaptés à  
ses conditions.



En outre, à la mort du Dr L. TRABUT (1), 1929, DUCELLIER hérita de l'enseignement de la génétique appliquée à l'amélioration des plantes, qui était alors relativement nouveau.

L'enseignement de la "phytotechnie" était déjà lié à la recherche appliquée.

## Principales phases d'évolution

En 1932, la vocation "amélioration des plantes" est affirmée par la nomination du Professeur comme Directeur du Centre de Coordination de la recherche en matière de céréales pour l'Algérie.

A cette époque, DUCELLIER est déjà secondé par Pierre LAUMONT, d'abord préparateur puis chef de travaux, qui est non seulement un agronome, mais qui a aussi de grands projets. Sous l'impulsion de l'Inspecteur général BARBUT (qui succéda d'abord au Pr VIVET comme Directeur de l'Institut Agricole d'Algérie), ces projets pourront être réalisés.

Le modeste laboratoire d'agriculture (un professeur, un chef de travaux, un stagiaire préparateur, aidé parfois temporairement par des élèves stagiaires) pourra s'étoffer pour répondre plus efficacement à ce que l'on attend de lui, non seulement dans le domaine de l'enseignement, mais encore dans celui de l'amélioration des plantes dans le cadre du perfectionnement de l'agriculture algérienne.

La première étape dans la réalisation de ces nouveaux projets est marquée par le décret du 28 Septembre 1938 qui organise le contrôle de la production de semences de céréales sélectionnées appartenant aux variétés inscrites à un catalogue.

La deuxième étape, (complétant la création du Centre de coordination des recherches en matière de céréales de 1938) est la mise sur pied du Service de l'expérimentation agricole par les arrêtés gubernatoriaux du 1er Septembre 1943 et du 30 Octobre 1943. Ce dernier regroupe les fermes de l'Institut de Maison Carrée, les stations expérimentales de Sidi Bel Abbés, Perrégaux (station à vocation hydro-agricole de Ferme Blanche), Orléansville, Isserville (zone tabacicole), Sétif, Batna, Bône (zone tabacicole), Guelma (accolée à l'ancienne ferme-école de Guelma), Ain Témouchent (école d'agronomie), An El Hadjar (Saïda) (2).

- (1) TRABUT - Directeur du service botanique du Gouvernement général (qu'il avait fondé) et professeur à la Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie - participa en 1911 à l'un des premiers congrès de génétique à Paris.
- (2) Ces stations ont été prises en charge par l'I.N.R.A. en 1961 et annexées aux Centres de recherches agronomiques d'Algérie (C.R.A.A.)

Ces stations sont en relation étroite avec la Station centrale de Maison Carrée; elles ont à leur tête un scientifique pour chacune d'elles et reçoivent leurs programmes des différentes sections de la Station centrale (Six sections : céréales d'hiver, plantes vivrières à sec ou irriguées, plantes fourragères à sec ou irriguées, plantes industrielles; à ces quatre sections s'ajoutent les sections station de semences, laboratoire d'analyses chimiques et agrologiques).

Grâce à cette organisation, les travaux de ce réseau ont permis la collecte de nombreuses données techniques relatives à l'amélioration des modalités de culture des principales plantes cultivées en Algérie. On verra alors se développer la diffusion des variétés de céréales, bien adaptées aux différentes régions et de nombreux agriculteurs s'inscriront chaque année au contrôle de la production de semences sélectionnées, y compris les agriculteurs musulmans souvent anciens élèves de l'Ecole.

A cette évolution dans le domaine de l'amélioration des plantes, désormais doté d'un réseau expérimental, s'ajoute en 1946 la reconnaissance de l'Institut Agricole d'Algérie comme Ecole Nationale d'Agriculture, avec, à partir de 1949, l'organisation d'une 3ème année d'études, dans laquelle la Chaire doit faire place, à côté de l'enseignement de l'agriculture méditerranéenne, à des cours concernant les cultures spéciales métropolitaines (les élèves de Maison Carrée pouvant se présenter aux "Sections d'application").

Le Pr LAUMONT innove en faisant appel à ses collègues métropolitains et il faut rendre hommage à la compréhension de ces derniers, en particulier 1<sup>er</sup> Directeur de l'Ecole de Grignon, M. DER KHATCHADOURIAN (Productions Fourragères Françaises) et le Pr ALABOUVETTE de Montpellier.

Les élèves de 3ème année reçoivent ainsi un enseignement donné par ceux-là mêmes qui sont en contact étroit avec les réalités de l'agronomie française.

### **Innovations apportées par la Chaire**

Il revient à DUCCELLIER, à la fois botaniste et généticien, d'avoir été lui aussi un novateur à son époque, dans de nombreux domaines.

Botaniste, doué de qualités prodigieuses d'observation, *il publie en 1911 un travail sur **La végétation des dunes de la Baie*** d'Alger qu'il présente à la Faculté d'Alger c'est déjà l'annonce des travaux qui devaient se développer beaucoup plus tard avec la phytogéographie ou la phytosociologie. A l'époque, ce travail souvent oublié marque pourtant un aspect nouveau des études botaniques.

Dans le domaine de la botanique systématique et de la prospection de la végétation algérienne et marocaine, DUCCELLIER fut le collaborateur du Dr TRABUT, puis du Dr MAIRE, professeur à la

Faculté d'Alger : au Maroc, il étudia surtout la flore des pâturages; en Algérie celle des prairies naturelles; puis il proposa les grandes lignes des méthodes de leur amélioration; il relie ainsi les préoccupations du systématicien à celles de l'agronome.

Dans le premier tome de sa "*Flore d'Afrique du Nord*", MAIRE a rendu hommage à DUCELLIER qu'il range parmi les pionniers de la flore nord-africaine, après lui avoir dédié un certain nombre d'espèces nouvelles.

En tant que généticien, le Pr DUCELLIER profite de ses prospections pour noter les hybridations naturelles du blé avec des graminées spontanées (comme les aegylops) où les hybridations naturelles entre blés durs et blés tendres. Dès 1909, il décrit les blés des oasis et suppose qu'ils marquent un stade dans l'évolution des blés. Plus tard, les officiers commandant des postes disséminés dans le Sahara, ou bien le Père de FOUCAULD, lui envoient de nombreux échantillons avec leur nomenclature locale. En 1920, il propose le nom de variété **OASICOLUI L.D.** pour décrire ces blés particuliers.

Grâce à ses travaux, ses successeurs à la Chaire restèrent jusqu'aux dernières années de la présence française en relation avec les Services agricoles des Territoires du Sud, avec les Services de Santé de ces territoires, qui envoyaient toujours de nouveaux échantillons pendant que des essais avec des débuts de sélection massale étaient organisés à Biskra, à Acher et au Fezzan.

Mais surtout, on doit à DUCELLIER l'introduction en Algérie (comme BOEUF l'avait fait en Tunisie) de la SELECTION GENEALOGIQUE dans l'amélioration des plantes. Mettant à profit ses prospections à travers le bled, il repère les différents types de blés durs cultivés en mélange dans les champs des cultivateurs algériens, note leur morphologie et leurs aptitudes dans les différentes régions.

Des populations locales, la méthode de sélection généalogique (méthode toute nouvelle alors en Europe où elle était surtout pratiquée à Svalof en Suède, et surtout à Verrières-le-Buisson chez Vilmorin) lui permet d'isoler **HEBDA 3**, **LANGLOIS 1 527**, **BIBI 17** - Guelma - etc., pour ne citer que les plus célèbres de ses sélections, dont le souvenir est encore vivant aujourd'hui en France avec le blé dur **BIDI 17** qui fait encore l'objet ici de multiplications pour production de semences (deux mille hectares en 1983) destinées aux emblavures métropolitaines de blés durs.

Cette même méthode de sélection généalogique poursuivie inlassablement (malgré l'exiguïté des surfaces disponibles à Maison Carrée) sur les blés tendres, permet encore à DUCELLIER de séparer les différents types en mélange dans les populations des blés dits de Mahon, introduits au début de la colonisation et considérés de ce fait comme d'origine locale. C'est ainsi que naissent les lignées Mahon 2, Mahon 57, et., à l'intérieur des blés blancs colons appréciés

à l'exportation vers la France. Il semble que si ces lignées sont aujourd'hui disparues, les mélanges d'autrefois subsisteraient encore et, en années difficiles au point de vue climat, se comporteraient mieux que les blés introduits plus récemment.

C'est encore à DUCELLIER que l'on doit les sélections d'orge SAÏDA 183, orge 42 parmi les escourgeons algériens.

A la mort de DUCELLIER en 1937, Pierre LAUMONT devient Professeur après le concours passé l'année suivante. Il lui sera facile de mener le Service de l'Expérimentation puisqu'il avait pris une part active à sa mise sur pied ainsi qu'à sa conception. Mais il veut aussi remettre à jour le cours de "phytotechnie" en développant la distribution de documents photocopiés et la préparation des excursions.

Tout cela lui demandera un travail considérable et il sacrifie une thèse sur l'origine des blés tendres avec l'étude du croisement d'*Aegylops triuncialis* par le blé dur LANGLOIS 1527; thèse acceptée par le Dr MAIRE. Après deux communications à l'Académie des Sciences et un début d'impression (planches photographiques) il abandonne ce travail de "science fondamentale" pour les tâches urgentes liées à la "science appliquée".

Dans le domaine de l'enseignement, il inculque à ses élèves la nécessité du travail du sol et, se référant aux travaux de BOEUF et des collaborateurs du Service botanique de Tunisie, il définit une *jachère travaillée intégrale* appliquée aux différentes zones algériennes où elle peut convenir il en observe l'évolution dans les différentes formes auxquelles elle s'applique, faisant ainsi collaborer à l'oeuvre commune les colons qui voulaient bien s'y prêter et qu'aidaient ainsi, à la fois, la Chaire et le Service de l'expérimentation.

Dans le domaine de l'amélioration des plantes, il insiste surtout sur la nécessité de créer des variétés nouvelles et d'en mettre les semences à la disposition des agriculteurs, puisque *l'Algérie ne possède pas d'établissements privés spécialisés dans ce domaine.*

La sélection dans le matériel végétal local dont les possibilités avaient été déjà bien utilisées dans les années antérieures ne pouvant plus guère apporter de nouveautés, il développe les hybridations entre variétés locales, ainsi que l'introduction d'hybrides ou de variétés étrangères.

Dans le cas des blés durs, les buts de la recherche sont l'obtention de la précocité (introduction des blés palestiniens, des hybrides SERRATI et BOUTEILLE), de la résistance aux rouilles, au mitadinage, développement de la qualité sernoulire.

Dans le cas des blés tendres, recherche de la *qualité boulangère* avec l'isolement à l'intérieur des **FLORENCE-AURORE** des lignées 8 189 - 8 191 - 8 193. (Le 8 193 devait être choisi par Israël et possédait le W le plus lev).

Avec le développement de l'*irrigation*, en zones jusque-là *céréalières*, apparaît la nécessité de la recherche de blés pouvant supporter les arrosages, d'où la création du **PUSA-MENTANA** (association de deux *introductions* : le **PUSA**, Institut de **PUSA** dans l'Inde et le **MENTANA** italien) à paille forte, apprécié dans le Haut-Chélif où il peut donner 40 Qx/Ha, chiffre élevé pour l'époque.

Dans la recherche de blés particulièrement rustiques, il faut citer l'utilisation des descendants des hybrides signalés plus haut entre **AEGYLOPS TRIUNCIALIS** et le dur **LANGLOIS**, dans un croisement par **FLORENCE-AURORE 8 193** baptisé **AEGYLOPS 14 257**, employé en concurrence avec les **PUSA-FLORENCE tunisiens** ou algériens. Bien d'autres obtentions dans les différents domaines de la recherche sont citées dans les catalogues (prévus par l'arrêté de 1938) sous les titres

- Inventaire des blés durs *rencontrés et cultivés en* Algérie, mémoire n° 5 - Société d'Histoire Naturelle en Afrique du Nord - 1961;
- Les blés tendres cultivés en Algérie - Annales de l'Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger - tome III - Fascicule 4 - 1962.

Dans le cas des orges, LATJMONT se tourne sans hésiter vers la production des orges de brasserie pour satisfaire aux besoins exprimés par les industriels. Il s'assure la collaboration des Brasseries algériennes et de l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique des Industries Agricoles et Alimentaires (ENSAIAA) de Nancy, avec installation dans les laboratoires (section des analyses chimiques) de Maison Carrée du micro-malteur conçu par le Pr URION. Cette association industrie-recherche agronomique est à signaler, en raison de sa nouveauté pour l'époque, pour utiliser dans la recherche les *introductions* des orges de brasserie de France (SECOBRA) ou de l'étranger ou les croisements entre orges à six rangs et orges à deux rangs réalisés à Maison Carrée.

Ce sont encore les difficiles problèmes des *cultures irriguées* qui font que LAUMONT et ses collaborateurs décident de reprendre ou de réintroduire les cultures du maïs-grain (et surtout des hybrides Fi du maïs) et du riz, en précisant les variétés à utiliser ainsi que les techniques culturales à leur appliquer. Les stations de Perrégaux (hydro-agricole) et d'Orléansville, jouèrent dans le domaine de l'irrigation le rôle principal (nivellement du sol, submersion, irrigation à la raie, travail *traditionnel* à la main, possibilités de *mécanisation*, choix des solutions dont le Chef du Service de l'Expérimentation, titulaire de la Chaire, pouvait entretenir ses élèves).

Dans le cas des productions fourragères, LAUMONT poursuit les études engagées autrefois par DUCELLIER sur les vesces et décide d'entreprendre la sélection de ces plantes, soit locales (vesce de Kabylie par exemple), soit introduites (vesces du Languedoc), d'en préciser les associations possibles avec des céréales convenables (en particulier les avoines locales ou introduites avoine **COWRA** australienne) et le calendrier d'utilisation de ces associations en culture sèche.

A côté des espèces comme luzerne, bersim, betteraves fourragères, l'accent est mis sur les sorghos fourragers, la fétuque élevée du Kroubs, en culture irriguée, et dans le cadre des études concernant la mise en valeur des zones sèches et du problème de l'étude des pâturages et parcours en zones arides, l'"opération" **AGROPYRUM ELONGATUM** est lancée.

L'activité fourragère dans les recherches prend donc avec LAUMONT une ampleur particulière avec les stations de Ferme-Blanche et Sidi Bel Abbés, en liaison avec les Services agricoles, les colons et la coopérative agricole d'Ain Témouchent où d'anciens élèves de l'Ecole jouèrent un grand rôle par les conférences qu'ils organisent et les publications et documents qu'ils ont diffusés.

Cette activité permet à la section fourragère de recevoir le groupe méditerranéen des herbages et de la production fourragère, à Maison Carrée, en 1953 et de rencontrer des personnalités internationales.

La période de pénurie pendant les années 1940 - 1945 amena les autorités à s'adresser au Pr LAUMONT qui dut mettre sur pied une production vivrière de lentilles; et en prévoir la production de semences.

Avec l'aide d'un agriculteur du Sersou, cette culture se développa d'une façon spectaculaire, appuyée sur une réglementation concernant aussi bien les semences que le commerce, pendant que la Station centrale s'occupait des problèmes variétaux et s'intéressait également aux pois, pois chiches, etc.

Pendant cette période, 1940-1945, l'Algérie ne recevait plus de semences de pommes de terre. Malgré les problèmes posés en climat méditerranéen par les maladies de dégénérescence, LAUMONT arrive à organiser une production de plants de pommes de terre avec le service de la Protection des végétaux.

Dans le domaine des plantes industrielles qui avait déjà été abordé autrefois par DUCELLIER (**GERANIUM ROSAT**, **RICIN** à la demande du Ministère de la Guerre, **TABAC**), LAUMONT dut aborder un immense programme imposé à l'Algérie sous la pression des événements de l'époque et à l'appel de la métropole.

Il s'agissait des productions textiles, oléagineuses et sucrières, avec une gamme étendue de plantes proposées et qui furent effectivement mises en culture.

Citons seulement le *coton* dont DUCELLIER et LAUMONT avaient déjà connu les périodes de prospérité et d'éclipses et qui revint à l'ordre du jour. LAUMONT proposait l'ancienne sélection de *i'ORLEANSVILLE n° 2* à longue soie (coton égyptien).

Le *soja*, déjà autrefois objet de propagande, fut à nouveau l'objet de l'introduction et de l'étude de nombreuses variétés. Plus récemment, les travaux sur le soja donnèrent lieu à une thèse d'ingénieur-docteur devant la Faculté des Sciences d'Alger par un des collaborateurs de LAUMONT.

*Les plantes sucrières : topinambour, sorgho sucrier, betterave sucrière*, furent l'objet d'efforts conjugués des chercheurs de la Section "analyses chimiques", des chefs des stations expérimentales (surtout Bel Abbés) et des Services agricoles.

Il s'agissait d'abord de faire de l'alcool pour remédier à la crise des carburants; puis, plus tard, à côté des distilleries s'installeront des sucreries. Ces efforts, au début de la période 1939-1945, alors que LAUMONT ne disposait pas encore complètement de l'outil dont l'Inspecteur général BARBUT cherchait à le doter, se heurtaient à de nombreuses difficultés (irrigations nécessaires dans la plupart des cas, adaptation des plantes au sel, influence du sel sur la composition de la betterave, influence du milieu sur la physiologie de la plante, etc.), difficultés à résoudre grâce à l'expérimentation aux champs et aux études analytiques de laboratoire.

Ces efforts devaient cependant aboutir aux résultats suivants : en 1947, deux usines fonctionnaient, l'une à Mercier-Lacombe, l'autre à Malakoff (sucre à partir de la betterave, alcool à partir du sorgho; industries des groupes Beghin, Bruguier et Alceder).

## Relations internationales de la Chaire

L'importance des travaux, l'ampleur de leurs réalisations, ont valu aux professeurs DUCELLIER et LAUMONT et à leurs collaborateurs d'être en rapport avec les chercheurs étrangers de nombreux pays rapports épistolaires, rencontres dans les congrès et surtout échanges réguliers de documents qui enrichissaient une *bibliothèque immense*, propre au laboratoire et au service; DUCELLIER fut en particulier en relation avec le Russe VAVILOV qu'il avait rencontré au Muséum de Paris en 1932, ce qui devait se traduire par des échanges de publications entre Maison Carrée et Ptrograd (Leningrad ensuite), avec service régulier du "**Bulletin of Applied Botany and Plant Breeding**".

Les travaux sur les blés des Oasis, d'abord en 1909 et 1920, plus tard en 1962, avec une thèse de doctorat d'Etat, amenèrent des contacts prolongés, d'abord avec le Russe FLACKSBERGER du temps de DUCELLIER, puis plus tard avec les Allemands KUCKUCK et E. SCHIEMANN et enfin avec le Suédois ABERO (d'Upsala). Les travaux de DUCELLIER et LAUMONT sur les blés durs, en dehors des contacts avec les Russes, provoquèrent des relations avec MIRZA GOCKOL de Turquie.

Les questions d'amélioration des plantes amenèrent le Suédois GUSTAFFSON à contacter le laboratoire d'agriculture et la Faculté des sciences d'Alger à propos de l'emploi des mutations.

Les recherches concernant l'adaptation des fourrages aux climats arides et semi-arides firent l'objet d'une mission confiée au chef de la section fourragère pour aller aux U.S.A. Au retour de sa mission, il organise la réunion en Algérie (Maison Carrée + visite sur les zones concernées) du groupe de travail méditerranéen des herbages et de la production fourragère où des contacts sont renouvelés ou instaurés avec l'Australien NEUL-SMITH et l'Israélien ARNON.

Plus récemment, des échanges fructueux ont encore eu lieu à propos de l'histoire des céréales et de leur nomenclature avec l'Israélien KISLEV.

## **Rayonnement de la Chaire**

Il réside d'abord dans les échanges internationaux résumés ci-dessus, ainsi que dans les participations aux congrès à l'étranger ou aux congrès en territoire français auxquels participent les étrangers

- Congrès des céréales, Marseille, 1921
- Exposition internationale et coloniale, Paris, 1931
- Congrès pour l'avancement des sciences, Constantine - Paris, 1927
- Congrès de l'eau, Alger, 1929
- Journée de l'agriculture nord-africaine, 1947
- Mission pour les fourrages aux USA, 1951
- Mission au Fezzan (Blis) •.. 1952
- Mission à Fuggia - Ban (Italie) : amélioration du blé dur 1959, Pr MALIANI.



Mais, sur le plan de l'Algérie, il est dû à l'abondance des publications (1) avant tout "techniques" (comme l'étaient aussi les différents chapitres du Cours de P. LAUMONT), répondant le plus possible aux préoccupations des agriculteurs isolés dans leurs zones d'action si diverses à travers le pays.

Certes, le Laboratoire de la Chaire d'agriculture et le Service de l'expérimentation n'ont peut-être pas fait assez de génétique mais trop de sélection; le rayonnement de la Chaire réside surtout dans un contact réel permanent avec les exploitants, et dans le relais qu'elle trouvait auprès des chefs des stations expérimentales et de leur personnel, répartis à travers le territoire, presque tous anciens élèves de l'Ecole de Maison Carrée.

Ce contact se renouvelait encore à l'occasion des visites des emblavures soumises au contrôle de la Production de semences sélectionnées, à l'occasion des visites de printemps et d'automne dans les stations (où l'on s'organisaient des réunions avec les praticiens d'alentour).

(1) Plus de 300 <sup>signées</sup> par LAUMONT et DUCELLIER, plus celles signées par les collaborateurs des différentes sections et publiées dans

- "Revue Agricole de l'Afrique du Nord"
- "Annales de l'Ecole Nationale d'Agriculture" (fondées par M. BARBUT)
- "Documents et renseignements agricoles du Gouvernement général"
- "Société des Agriculteurs d'Algérie"
- "L'Agria", publiée par les anciens élèves
- "Société d'histoire naturelle de l'Afrique du Nord"
- "Rapports annuels du Conseil de l'expérimentation et de la Recherche agronomique"
- etc. etc. ....

pour ne citer que les plus importants.

En outre, la Chaire et la Station d'Amélioration des plantes ont toujours répondu aux grandes options du pays et songé à leurs application possibles dans la pratique.

Dans ce résumé, il n'a pas été possible de citer la gamme étendue des plantes de grande culture qui ont fait l'objet d'études ou sur lesquelles des renseignements ont été fournis, grâce à l'expérience accumulée de DUCELLIER et LAUMONT.

L'Algérie a bénéficié de ces deux personnalités qui ont consacré leur vie entière à améliorer son agriculture : DUCELLIER est mort après plus d'un demi-siècle de labeur acharné, LAUMONT a tenté de poursuivre jusqu'aux dernières limites du possible, après l'Indépendance, le travail autrefois commencé et qu'il aurait voulu achever. Il avait pourtant prévu avec l'UNITEC, que la croissance démographique du pays, jointe à l'étroitesse des zones telliennes et à l'insuffisance du travail du sol et des labours, entraînerait une grave pénurie des céréales panifiables en Algérie.

LA CHAIRE D'ECONOMIE RURALE

et LE LABORATOIRE DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIOLOGIQUES

APPLIQUEES A L'AGRICULTURE (°)

par François TASSIN (1953-56)

La Chaire d'économie rurale et son outil essentiel, le Laboratoire de recherches économiques et sociologiques appliquées à l'agriculture, ont été organisés conformément à l'objectif de son créateur, André de CAMBIAIRE : promouvoir une conception dynamique et actuelle de l'économie rurale. Jusque là considérée comme un art, celui de la combinaison harmonieuse des diverses techniques maîtrisées par l'agronome, définition proposée, A. de CAMBIAIRE entendait faire de l'économie rurale la branche de la Science Economique traitant de l'activité agricole dans son ensemble. Trois réalisations illustrent bien cette démarche

1 - Les premières études du laboratoire ont porté sur la comptabilité et la gestion des exploitations agricoles dans deux directions correspondant à chacun des deux secteurs de l'agriculture algérienne

- celle des centres de gestion créés avec le concours d'un petit noyau d'agriculteurs parmi les plus avertis, et de quelques ingénieurs des services agricoles et transposant, moyennant quelques adaptations, l'organisation et les techniques des centres de gestion métropolitains;
- celle de l'Office de Comptabilité et de Sociologie du Paysannat financé par le Commissariat général au Paysannat et animé avec le concours, indispensable, de l'ensemble de la chaîne des animateurs de cette institution : ingénieurs, techniciens, moniteurs; cet Office visait à fonder la promotion de la petite agriculture traditionnelle, fraction la plus déshéritée et de beaucoup la plus nombreuse de la population algérienne, sur la connaissance comptable du fonctionnement des exploitations et de la vie des familles; en ce domaine, à l'époque, il n'existait aucun précédent et le laboratoire dut tout créer; il en résulta, en 1957, l'élaboration du *Livre de Comptes du Paysan Algérien* et, en 1959, la publication des "Premiers résultats" de l'Office de Comptabilité et du Paysannat, dégagés de l'analyse, par le Laboratoire, d'une centaine de comptabilités exploitables, élaborées grâce à la collecte régulière, mois par mois, des observations comptables et sociales, par chaque moniteur, auprès de quelques agriculteurs de son secteur, en règle générale analphabètes; "Premier résultats"

présentant des monographies d'une valeur unique, aujourd'hui encore, pour comprendre la vie et l'activité d'une famille de petits agriculteurs algériens.

2 - Le fonctionnement bien particulier de certains circuits de commercialisation ne pouvait laisser indifférent <sup>1<sup>e</sup></sup> Laboratoire et son fondateur; notamment le marché du mouton, animal dont le prix doublait ou triplait entre le marché de village ou sur les lieux de production dans la Steppe et le marché de consommation ou d'exportation, au Nord.

Le laboratoire entreprit une analyse minutieuse des circuits, le repérage des marchés de différents niveaux, et l'identification des principaux agents et de leurs fonctions, pour aboutir à un projet d'information permanente sur les mercuriales des marchés, transmis par voie de radiodiffusion. Avec l'adoption du Plan de Constantine, ce projet tomba dans les oubliettes.

3 - La réforme agraire de 1956, jugée alors trop marquée par l'individualisme, donne l'occasion au Laboratoire de proposer une conception différente en formulant "**quelques observations sur le Plan de Développement ...**" découlant de la réforme agraire officielle. Il dénonçait surtout l'inanité du morcellement des grands domaines, opération coflteuse pour installer une minorité de privilégiés à qui on donnait tout (la terre, la villa, les bâtiments d'exploitation, le matériel, le troupeau, ...) et proposait la généralisation d'unités communautaires de production. Selon A. de CAMBIAIRE dont la conception donne lieu à d'intéressantes réalisations dans quelques départements, ces unités communautaires, en conservant le bénéfice de l'utilisation collective de l'infrastructure des grandes unités, et, en bénéficiant de l'activité complémentaire d'unités artisanales propres à valoriser au mieux les ressources disponibles en main - d'oeuvre dans le cadre d'une organisation coopérative, devaient permettre d'associer leurs occupants au développement de l'agriculture et de rompre le cercle vicieux du sous-développement.

(°) En 1951, l'Ecole obtint un poste budgétaire de Maître de conférences qui permit la création de la Chaire d'économie rurale; M. LAFORET en fut le premier et éphémère titulaire, car il trouva la mort dans un accident de la route. André de CAMBIAIRE lui succéda en 1954 et mit en place, en 1956, une cellule de travail, le Laboratoire de recherches économiques et sociologiques appliquées à l'agriculture, dont les travaux s'étendirent sur l'ensemble de l'économie agricole algérienne et fournirent à la Chaire l'essentiel de son enseignement.

## LES CHAIRES DE GENIE RURAL ET D'ELECTROTECHNIQUE

par Marcel ISMAN (1921), Professeur

## LES CHAIRES DE GENIE RURAL ET D'ELECTROTECHNIQUE (°) ET LA STATION DE GENIE RURAL DE L'INSTITUT AGRICOLE D'ALGERIE

Entre 1905 et 1914, en dehors de la formation donnée à ses élèves, dont la plupart devaient devenir des agriculteurs exploitants en Algérie, le professeur de Génie rural de la jeune Ecole d'Agriculture algérienne, N.L. MARNU, ne ménagea pas sa peine pour apporter directement aux cadres installés d'utiles conseils en matière d'irrigation, de constructions et de machines. Deux publications permettent de juger de la pertinence de ses conseils son ouvrage *"Les irrigations en Algérie - Guide pratique à l'usage des Colons"*, publié en 1911, et son *"Rapport sur les essais contrôlés de motoculture de Sétif et de Maison Carrée"* dont il avait été le Commissaire Technique, publié en 1912, à une époque où la motoculture était encore bien balbutiante.

Ces débuts prometteurs furent tragiquement interrompus par la mort de N.L. MARNU sur le front français au début de la guerre 1914\_18.

Après 1918, à partir de la Chaire de Génie rural, dispensatrice des enseignements classiques d'hydraulique, constructions, moteurs et machines, et de ceux rattachés de mathématiques, mécanique appliquée, résistance des matériaux, dessin et calcul graphique, topographie et électrotechnique, fut créée la Station de Génie Rural, destinée à remplir en Algérie le rôle dévolu, en France, à l'époque, principalement à la Station centrale d'essais de machines du Ministère de l'agriculture, créée et dirigée à Saint-Mandé par le Pr RINGELMANN.

Les taches assignées à la nouvelle station furent les suivantes

- conseiller les Colons sur les machines à employer pour exécuter, dans des conditions déterminées, leurs différents travaux; le conseil donné devant être basé sur les résultats d'essais effectués par la Station ou une autre station officielle;

(°) La Chaire de Génie rural fut scindée durant plusieurs années en deux chaires, qui furent regroupées en 1959.

- renseigner les constructeurs sur la valeur pratique de leurs appareils, après en avoir fait des essais complets, et provoquer ou orienter les améliorations ou adaptations à réaliser, indispensables pour les matériels importés;

- conseiller les vendeurs de machines agricoles sur les choix à opérer;

- organiser une exposition permanente de machines et instruments agricoles employés en Afrique du Nord ou dont l'emploi serait à propager;

- dispenser un enseignement au profit des élèves de l'Institut Agricole d'Algérie;

- constituer enfin une station de recherches pour l'étude des différentes questions de Génie rural de l'agriculture nord-africaine.

La responsabilité de la Station fut confiée à partir de 1923 à A. BASTET, ancien élève du Pr RINGELMANN.

Les premiers bâtiments de la Station furent construits en 1920-1921. Ils subirent par la suite plusieurs remaniements et extensions. En 1962, l'ensemble réalisé comportait, autour d'un vaste hall central d'essais de machines, équipé d'un pont roulant et des dispositifs de fixation au sol indispensables, une plateforme bétonnée pour les essais à l'extérieur, attenante à un quai de débarquement des matériels, une grande galerie d'exposition permanente et tous les locaux techniques et pédagogiques indispensables.

Cet ensemble était complété par un autre, constitué par les locaux attenants, réservés à l'électrotechnique et aux applications diverses de l'électricité, dans lequel on trouvait encore une salle d'essais de machines électriques, un pont roulant, des équipements de fixation des machines pour essais et de nombreux coffrets de branchements électriques sur le réseau extérieur et sur les circuits intérieurs indépendants de force et de mesures, et commande à distance, un atelier d'électricité, un laboratoire de mesures électriques, des magasins, une salle de collections, des bureaux, une bibliothèque, un hall d'exposition de matériels et une salle de cours et travaux pratiques transformable, spécialement équipée à cette fin.

Il restait à réaliser en 1962, pour compléter ces deux ensembles, deux projets relatifs, l'un aux équipements hydrauliques, l'autre aux éléments de construction.

On trouvait, dans ces locaux, une collection complète des appareils de mesures mécaniques et électriques les plus modernes, ainsi que les machines d'essais des matériaux nécessaires à la Station pour remplir sa mission en tant que laboratoire d'essais.

Pour faire face à ses obligations en tant que laboratoire d'enseignement, la Station disposait en permanence, dans le grand hall d'exposition, d'une collection complète de matériels classiques (moteurs et machines), certains découpés et, en dépôt permanent, d'une collection de matériels récents, constamment tenue à jour. A ces moyens venaient s'ajouter, pour certaines séances d'enseignement, de gros matériels mis temporairement à la disposition de la Station par leurs importateurs.

Des moteurs installés à poste fixe étaient affectés aux séances de dépannage.

L'ensemble des locaux affectés à l'électrotechnique avait été conçu et équipé pour servir de stand de démonstration permanente d'utilisation judicieuse de l'énergie électrique sous toutes ses formes sur une exploitation agricole.

Cette réalisation, unique en son genre, avait pu être menée à bonne fin par M. ISMAN grâce à une aide très importante et permanente d'Electricité et Gaz d'Algérie, et à l'obligeance des représentants à Alger des principaux fabricants de matériels électriques. De la sorte, la collection des appareils en dépôt permanent était constamment maintenue à jour des dernières nouveautés par remplacement des appareils devenus obsolètes, par les appareils les plus récents introduits sur le marché.

Les visites commentées des locaux du Laboratoire d'électrotechnique, les mesures faites sur les bancs d'essais disponibles en permanence dans la salle des machines, et les expériences montées avec les appareils de mesures et de contrôle les plus modernes étaient aussi attrayantes qu'instructives. Les élèves de l'Ecole, les agents d'E.G.A. en stages de formation et de nombreux visiteurs issus du milieu agricole, en ont largement profité.

Un premier objectif fut ainsi atteint : la formation des usagers, directement ou indirectement, par moniteurs interposés, d'où devaient découler normalement, d'une part, une meilleure utilisation de l'électricité, dans des conditions de sécurité accrues, grâce aux précautions prises par des utilisateurs mieux informés et grâce aux améliorations apportées, à leur initiative, à des installations rurales trop souvent défectueuses; et, d'autre part, la diffusion d'appareils, fréquemment nouveaux, bien adaptés aux besoins des agriculteurs.

Les événements survenus en Algérie se sont opposés au franchissement d'une seconde étape qui eut consisté à mettre en oeuvre un banc d'essai itinérant. Celui-ci aurait permis d'aller dans les exploitations agricoles contrôler sur place, avec les appareils de mesure du laboratoire, les installations et le fonctionnement des appareils d'utilisation, afin d'en améliorer le rendement.

Durant ses trente' six années de présence à la tête de la Station de Génie rural, N. BASTET eut à répondre à de très nombreuses demandes de renseignements ou de conseils émanant, soit d'agriculteurs, soit de l'Administration. Pour juger de leur diversité, il suffira de citer les sujets sur lesquels portèrent quelques-unes de celles posées en une seule année

- scarifiages profonds dans le département de Constantine;
- choix de machines pour différentes exploitations;
- établissement de prix de revient de travaux;
- charrues à disques divers;
- norias;
- pulvérisateurs pour grands arbres;
- irrigation souterraine;
- fosses à fumier;
- refroidissement d'un gazogène;
- aménagement de bâtiments;
- tracteurs Diésel;
- projet d'une centrale diésel - électrique;
- équipement d'une chute d'eau;
- emploi de gazogène sur un tracteur;
- conseils pour l'exécution d'un drainage;
- fondations en sous-sol argileux;
- calcul d'une conduite d'eau;
- emploi de l'huile d'olive comme lubrifiant;
- forage pour recherche d'eau;
- aménagements de terrains en vue de l'irrigation;
- choix de pompes;
- manutention pneumatique des grains;
- équipement d'un puits;
- choix d'une batteuse;
- etc.



A cette action d'appui technique doit être rattaché le fonctionnement pendant plusieurs années d'une Ecole de mécaniciens et conducteurs de machines agricoles. L'expérience ayant montré qu'il n'était pas possible de former au cours de sessions de quelques mois un personnel valable avec le recrutement dont on disposait, la formule fut abandonnée.

Pendant quarante ans la Station de Génie Rural a procédé dans ses locaux ou à l'extérieur à de nombreux essais des matériels les plus divers : tracteurs à roues et à chenilles, treuils de labourage, gazogènes, charrues, notamment charrues pour cultures tropicales, charrues balances, charrues à disques, poudreuses, machines de récolte, telles que machine à récolter les lentilles, presses à fourrage, égreneuse à coton, autovinificateur, etc

En dehors de ces essais courants de caractère ponctuel, plusieurs importants sujets généraux de recherches ont fait l'objet d'une étude spéciale.

Ce fut d'abord l'utilisation de l'alcool comme carburant. Puis, plus tard, à une époque où la baisse des cours de l'huile d'olive nécessitait la recherche de nouveaux débouchés pour ce produit, son utilisation pour la lubrification des moteurs. Cette étude, concluant à la possibilité de cet emploi et fixant les règles à observer à cet effet, fut certainement la plus complète et la plus sérieuse qui ait été faite sur la question. Elle donna lieu à la publication de comptes rendus dans plusieurs revues françaises et étrangères, et valut au chef de la Station l'attribution d'une médaille d'or de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale.

Le refroidissement par pulvérisation de l'eau d'alimentation des réfrigérants dans les caves de vinification constitua un autre sujet d'étude spéciale d'un intérêt évident.

L'influence de la vitesse d'avancement sur l'énergie dépensée pour les labours fit l'objet également d'une étude spéciale anticipant largement sur les problèmes actuels. Il s'agissait là d'un aspect particulier d'une étude plus large portant sur la question très importante des travaux du sol.

On savait que le travail profond des sols en été avait un effet très bénéfique sur la productivité, mais aussi que dans des terres riches en éléments colloïdaux, ce travail était extrêmement difficile en Afrique du Nord, les charrues ne tenant pas en terre, bondissant hors du sol, se tordant et se brisant. De plus, non seulement le travail exécuté était irrégulier, mais il exigeait des moyens de traction puissants dont un agriculteur isolé ne pouvait disposer.

Or, l'application qui avait été faite en Tunisie du scarifiage profond ayant montré qu'il en résultait des accroissements de rendements en blé pouvant aller jusqu'à 50 %, M. FAURE, important

agriculteur à REDJAS (Constantine) adopta cette pratique culturale sur son domaine et prit l'initiative de créer une coopérative, pour permettre aux agriculteurs de la région ne disposant pas des moyens de traction indispensables, d'adopter également cette méthode de travail. C'est au chef de la Station de Génie Rural que le Gouvernement Général de l'Algérie confia la mission de suivre la création et le fonctionnement de cette coopérative.

Si celle-ci s'avéra viable, il n'en fut pas de même en revanche, pour les coopératives de labourage par treuils électriques de B3ne et de Burdeau, dont M. BASTET eut également à s'occuper d'une façon approfondie, à la fois sur le plan technique et sur le plan financier. C'est dans le cadre de cette mission que se situent les essais de dislocation, avec les treuils électriques de la coopérative de Burdeau, de la carapace calcaire très résistante présente à faible profondeur dans les terres du Sersou. Cette ultime tentative pour sauver la coopérative se solda malheureusement par un échec.

Pendant la guerre 1939-1945, la Station de Génie Rural fut chargée, en collaboration avec le Laboratoire de Physique Industrielle de la Faculté des Sciences d'Alger (Pr VERAIN), des essais d'homologation des gazogènes destinés à l'équipement des tracteurs et camions. Elle eut à s'occuper également d'essais d'appareils de carbonisation de sarments de vigne.

Mais, parmi les essais concernant à cette époque des énergies de remplacement, ceux qui eurent le plus de retentissement furent sans conteste les essais de production de gaz de fumier que menèrent G. DUCELLIER et M. ISMAN au moyen d'une batterie de futs de 200 litres montée dans le hall d'essais de machines de la Station avec l'aide des établissements BLACHERE (1).

Cette installation fut la première à produire du gaz en quantité suffisante pour permettre de procéder, à une échelle déjà pratique, à des essais d'utilisation pour alimenter des appareils de cuisson, des appareils d'éclairage et des moteurs. Elle reçut de nombreuses visites (2), servit à faire bien des démonstrations et fut à l'origine de la construction qui devait suivre en Afrique du Nord et en France, de plusieurs milliers de cuives de

(1) Constructeurs à Hussein-Dey (commune du grand Alger) de matériels vinicoles, de matériels d'huilerie et de pompes centrifuges à axe vertical.

(2) De personnalités françaises et étrangères, en tête dequelles il faut citer les attachés militaires étrangers, des élus, des dirigeants d'organismes agricoles (chambres d'agriculture, mutuelles, syndicats, coopératives ...), d'un grand nombre d'agriculteurs et d'industriels.

production de gaz de fumier, lesquelles rendirent des services on ne peut plus appréciés en une période d'extrême pénurie de combustibles liquides (essence, gas-oil, pétrole, butane) et de svàres restrictions de consommation imposées aux abonnés des réseaux de distribution d'énergie électrique et de gaz de ville.

L'installation primitive fut progressivement complétée au cours des années qui suivirent par la construction sous un hangar de deux cuves en maçonnerie, le montage d'un gazomètre de 15 M3, la réalisation d'un banc d'essais d'épuration, l'installation d'un poste de compression avec compresseur à haute pression, batterie de bouteilles d'accumulation et borne de distribution de gaz comprimé.

Tout en s'occupant des deux cuves de production en maçonnerie pour procéder à diverses expérimentations, M. ISMAN put ainsi entreprendre dès 1945 et poursuivre jusqu'au coeur des années 1950 une longue étude expérimentale systématique de tous les problèmes posés par les utilisations du gaz : épuration, compression, fonctionnement des brûleurs, des chalumeaux braseurs et coupeurs et des bacs à incandescence, alimentation des moteurs à combustion interne (à allumage commandé, semi-disel et disel).

Les renseignements recueillis à cette occasion et les mises au point auxquelles il fut procédé permirent notamment d'équiper à la Station, pour la marche, deux voitures automobiles de démonstration et deux tracteurs, dont l'un à chenilles, assura pendant plusieurs années avec une fiabilité totale, un service effectif sur le domaine de l'Institut Agricole (1). C'est l'expérience ainsi acquise qui permit à des agriculteurs d'équiper en France plusieurs tracteurs, qui assurèrent sur leurs domaines respectifs pendant des années tous les travaux de culture.

En conclusion, la Station du Génie Rural et le Laboratoire d'électrotechnique et applications agricoles de l'électricité ont bien oeuvré, non seulement au profit de l'agriculture algérienne, mais aussi à celui de l'agriculture française ... et l'on ne peut aujourd'hui qu'être assez surpris en voyant certains grands établissements ou organismes nationaux annoncer dans des communiqués de presse qu'ils vont s'occuper de résoudre des problèmes d'utilisation du gaz ... déjà résolus à Alger il y a près de 40 ans.

[J]

(1) L'alimentation de ce tracteur fut assurée avec le gaz produit par la batterie de cuves d'un volume total d' environ 300 M3 construit pour traiter la totalité des fumiers de l'étable, de l'écurie et de la porcherie de la ferme principale. Son utilisation cessa avec l'arrêt de l'exploitation de la cuverie consécutif au transfert des animaux à la ferme annexe de l'Oued Smar. Quant au 2ème tracteur, il ne put être acquis faute de crédit et dû être rendu à la Société qui l'avait mis gracieusement à notre disposition.

## LA CHAIRE DE ZOOLOGIE AGRICOLE

par Pierre PIGUET (1926)

Avec le recul des ans, se modifie la perspective du regard attardé sur les souvenirs et l'on réalise qu'à l'instar de l'Ecole, la Chaire de zoologie agricole n'a vécu que l'espace de la période active d'un homme.

Contrairement à ce qui se passe dans les vieilles institutions où l'histoire d'une Chaire apparaît comme la suite continue d'une succession de noms célèbres, dont les orientations s'alignent dans un même sens de progrès, ici l'oeuvre devient le fait d'un seul homme. La vie du Maître et celle de la Chaire se superposent en se confondant.

De là, la grande originalité de la Chaire de Zoologie de l'Institut Agricole de Maison Carrée. Originalité aussi dans les conditions mêmes de sa naissance, sous le parrainage d'un grand patron à la tête d'un jeune et dynamique service administratif, tout orienté vers l'application et l'exploitation sur le terrain de la zoologie agricole, encore balbutiante en Algérie.

Originalité enfin dans une organisation assez complexe mais venue tout naturellement de ce qu'on appellerait peut-être aujourd'hui un amalgame. Formule heureuse et hautement fonctionnelle où s'associent une chaire d'enseignement, un service de défense des cultures, puis un organisme national anti-acridiens et une mission internationale.

Pour saisir la consistance de cette synthèse à la fois tacite et informelle, il faut se reporter aux sources et remonter le processus des engrenages de situations.

Le statut de l'Institut Agricole d'Algérie date de 1920, mais par anticipation, son premier recrutement est fait sous l'égide j. de l'Ecole d'agriculture algérienne de 1905 qui ne fonctionnait plus depuis 1914. La première promotion entre ainsi en 1919 et on y trouve notamment les noms de LEPIGRE et PASQUIER. Il existe une Chaire de zoologie avec un cours de zoologie générale dispensé par le Pr BOUNDIOL de la Faculté des sciences (à titre vacataire) et un enseignement plus technique et spécialisé, d'entomologie agricole confié à M. DELASSUS, Chef du service de la défense des cultures au Gouvernement général, qui devient, sinon titulaire, en tout cas le professeur officiel, patron du laboratoire.

DELASSUS, patron qui sait choisir ses hommes et obtenir fidélité et rendement de ses collaborateurs, reprendra les deux anciens élèves de sa première promotion. LEPIGRE sera placé à l'insectarium (1) du Jardin d'essais, où se trouve déjà un ancien lève de l'Ecole de Rennes, BALACHOVSKI; quelque temps plus tard, PASQUIER est installé au laboratoire de Maison Carrée.

Les fonctions offertes sont honorables, inme flatteuses, mais les conditions matérielles le sont moins; on est sous le règne de M. CHERVIN, Directeur de l'agriculture au Gouvernement général, qui témoigne d'un sens de l'économie en ayant le don de recruter les futurs fonctionnaires comme agents auxiliaires temporaires, chargés des fonctions les plus diverses, au gré des besoins du moment. L'optique de M. DELASSUS est un peu différente. Il place ses collaborateurs en fonction de leurs aptitudes, sans se soucier de la rémunération qui s'équilibrera bien un jour

PASQUIER est recruté stagiaire-préparateur, mais il est installé d'emblée comme responsable et patron du laboratoire (seul avec un vieux garçon de laboratoire). Il sera chargé des travaux pratiques et des cours de première année et s'est engagé à faire une licence en Faculté. Bien entendu, pendant les périodes de sauterelles, il sera sur le terrain. Ainsi, DELASSUS n'aura à venir à l'Ecole que pour donner en seconde année, son cours "d'entomologie algérienne" et il demeure le professeur en titre de la Chaire.

Quant à PASQUIER, il ne sera nommé Chef des travaux qu'en 1928 et plus tard, son accession au Professorat passera inaperçue tant elle ne changeait pas la situation établie : pour toute l'Ecole et les élèves, il était le Patron du labo depuis 1925.

Nonobstant, sur le plan humain, PASQUIER s'est toujours plu à reconnaître et honorer M. DELASSUS comme son seul patron.

Voilà comment est ne cette efficace collaboration qu'on pourrait presque qualifier de symbiose dans l'activité et le travail de deux hommes, pourtant si différents mais complémentaires dans leurs conceptions et leurs moyens administratifs et scientifiques.

Est-il nécessaire de préciser que l'objet et le ciment de cette permanente coopération n'est autre que le problème acridien, ce fléau algérien d'ampleur nationale ? Et en retour, ce sont bien les sauterelles qui ont largement stimulé et contribué à l'épanouissement du service de la défense des cultures et mobilisé toute la carrière scientifique du Pr PASQUIER.

(1) Insectarium, créé en application des accords de la Conférence de Rome en 1914, à laquelle l'Algérie venait, avec la France, d'adhérer.

En 1950, période d'exubérance du Centenaire de l'Algérie, le Laboratoire de zoologie agricole se trouve encore à l'étroit dans les modestes premiers locaux; il n'a pris aucune extension, l'enseignement classique n'a guère changé dans son principe : PASQUIER en fait toujours l'essentiel, zoologie appliquée en première année, entomologie en seconde, avec beaucoup de systématique à la grande épouvante des élèves.

Quant à DELASSUS, il poursuivra encore quelques années son cours d'"entomologie algérienne" où, avec autorité et assurance, il envisage et traite les gros problèmes de défense des cultures. Fait encore singulier à l'époque, il illustre ses leçons de projections de clichés originaux préparés par l'insectarium et éclairés par une antique lanterne Mazot du Laboratoire.

Au cours des années qui suivent, pas de grands changements sur le plan de l'enseignement : on entre dans la période de crise économique, les décrets CHERON suspendant tout recrutement. Depuis 1928 il y a pourtant bien eu quelques anciens élèves entrés au laboratoire comme stagiaires, ce qui leur permettait de poursuivre une licence en Faculté et même de convoiter le poste de chef de travaux que libérerait administrativement PASQUIER puisqu'il ne pouvait qu'être nommé professeur.

Bien que présenté sous cet aspect, somme toute assez banal, l'enseignement dispensé pendant cette période d'entre les deux guerres, n'en a pas pour autant démerité. Loin de là ! à en juger par les succès ultérieurs et les brillantes carrières parcourues par nombre d'anciens de cette époque.

Pour en rester dans le domaine de la zoologie et la protection des végétaux, on peut avancer, par ordre chronologique des promotions, quelques noms connus : GILOT (1920), BOURRIQUET et FREZAL (1921), VANEY (1922), BOUHELIER, FERRET, DUBUIS (1923), BLANCKE (1925), BARDIN, BLANCK, CUNIN, MALLAMAIRE, PIGUET, RUNGS (1926), MURÂT, de VERDELHAN des MOLLES (1930), BOUYX (1934), TEISSEIRE (1935).

Mais revenons à PASQUIER, le pivot de ce propos. Dès son entrée au Laboratoire sous la tutelle de DELASSUS qui lui apportera encouragements et surtout moyens sur le terrain, il va s'accrocher aux problèmes acridiens.

La sauterelle pèlerine, ravageur exotique et intermittent, ne se prête guère d'emblée à une étude fondamentale menée par un seul chercheur en un seul lieu. Par contre, le criquet marocain, indigène et endémique, constitue un élément de choix pour une recherche approfondie et de plus pleine d'espoirs nouveaux depuis qu'on commence à entendre parler des sensationnels travaux du Russe UVAROV que consacre une thèse publiée en 1928. Ces travaux révèlent aux

sciences biologiques un phénomène inconnu que l'auteur propose sous le vocable de "*Théorie des phases*" chez les acridiens migrants. Le choix s'impose donc et PASQUIER consacra toute sa carrière scientifique à ce déprédateur maghrébin; il en devint le spécialiste incontesté.

On sait depuis KHUNCKEL d'HERCULAIS que l'aire d'habitat permanent de cet acridien est constituée par la zone des Hauts Plateaux algériens. C'est donc par là qu'il faut attaquer le travail. PASQUIER avec sa grosse motocyclette parcourt ces vastes territoires, étudiant sur place, les dossiers des communes mixtes, cherchant à remonter aux lieux d'origine des invasions antérieures. Il arrive en quelques années à découvrir les zones les plus critiques et même à y mettre en évidence des amorces de grégarisation; il délimitera enfin des territoires et zones grégarigènes.

Il s'agissait ensuite d'arriver à les définir par leurs caractères édaphiques, de soupçonner les interactions de ceux-ci en tant que facteurs d'induction sur le déclenchement du processus de grégarisation que l'on constate en ces lieux.

L'auteur en est ainsi arrivé à circonscrire les zones dites grégarigènes et dans les périmètres de celles-ci, à dégager la notion de foyers grégarigènes ne fonctionnant d'ailleurs que par intermittence, en fonction de l'évolution climatologique. La solidité de ces principes est d'une importance fondamentale pour étayer une conception absolument nouvelle de la lutte. Dès lors en effet, il suffira de parcourir annuellement les zones grégarigènes au printemps, afin d'y mettre en évidence les foyers en fonctionnement et à les y réduire in situ.

Autrement dit, conduire une lutte rationnelle sur des points localisés et connus, qui remplacera et combien avantageusement, la lutte systématique. Dès lors on contrôle la grégarisation et il n'y a plus d'invasion des terres de culture. La preuve matérielle d'efficacité en a été faite, puisque après la très large invasion des années 1930, la "*lutte rationnelle*" a supprimé le retour de toute invasion de criquet marocain en Algérie.

Encore cette lutte, fallait-il l'organiser, la réaliser et la diriger; matériellement, la charge en revenait au Service de la défense des cultures tandis que la direction technique restait le lot de PASQUIER.

Dans cette répartition de charges et pouvoirs, restaient dans le vague le recrutement des futurs prospecteurs et leur formation. Il en fallait de 6 à 10 par campagne. Eh bien ! La source jaillit près du moulin, bien des élèves en fin d'études considèrent comme une aubaine la proposition de leur professeur. Bon nombre de ces stagiaires ont été d'excellents prospecteurs, fourbissant ainsi

leurs premières armes dans la solitude des Hauts plateaux, conditions assez rudes de formation mais laissant tant de souvenirs fructueux à bien des égards

La mission de ces prospecteurs ne se limitait pas à l'objet principal, le criquet, mais recouvrait aussi l'étude de tous les éléments de son environnement, tels que : relevés météorologiques, relevés floristiques, récolte des plantes, insectes et toutes observations originales.

Ainsi se sont accumulés au Laboratoire des herbiers de référence soigneusement déterminés avec le concours du Pr DUBUIS et celui de leur ami commun FAUREL (promotion 27-29) de la Faculté.

Remarque assez surprenante, le professeur de zoologie finissait par connaître bien plus de plantes que d'insectes.

Bien sûr, avec les années, la documentation bibliographique et épistolaire s'amoncelait, concernant tous les problèmes écologiques sous leurs multiples aspects et les biologies de tous les acridiens migrants du monde, avec au premier plan, la sauterelle pèlerine. L'étude de cette espèce, et pour cause, était loin d'être négligée en Algérie, alors qu'elle prenait dans le monde une tournure et une ampleur assez particulières.

Le complexe anglo-saxon, avec ses intérêts et influences sur les pays arabes et pétroliers renforcés par l'opportunité de disposer d'un spécialiste reconnu en la personne d'UVAROV, éprouve le besoin de faire du problème acridien une affaire de sa politique internationale. Il crée le fameux "Office de recherche antilocuste". Son objet principal étant d'entreprendre la lutte contre le criquet pèlerin, la fameuse sauterelle des déserts. Lutte que l'on veut spectaculaire et qui sera très coûteuse.

Cette espèce, en effet, ne répond qu'assez mal aux principes de la théorie d'UVAROV, plus exactement elle s'y trouve en limite, puisqu'elle évolue presque toujours en phase grégaire, la phase solitaire (celle qui justifie une lutte rationnelle) reste problématique. PASQUIER pense même qu'elle n'existe pas véritablement. De ce fait, on sera contraint d'engager partout une lutte symptomatique sur des masses de sauterelles grégaires en pays désertiques.

De plus, cette migratrice vient souvent se reproduire dans le Sahara français et les Anglais voudraient que, de son côté, la France en fasse de même.

Cette incitation ne sera pas étrangère à la création d'un Office anti-acridien à Paris, après la dernière guerre. La direction en est confiée à un entomologiste qui avait élucidé, à Madagascar, le mode de grégation d'une espèce locale, et venait



de passer sur le sujet une thèse de doctorat, M. ZOLOTAREVSKI. La notoriété de PASQUIER étant bien établie, il participe à la création de cet organisme, mais comme il refuse de quitter son poste de professeur et de résider à Paris, il sera désigné comme directeur du Laboratoire de recherches de l'Office à créer à Alger. Finalement, ce laboratoire sera édifié comme le bon sens le voulait, à l'Institut Agricole de Maison Carrée.

Circonstances favorables : se trouve en voie d'exécution un programme de constructions de nouveaux laboratoires de l'Ecole; les plans arrêtés sont modifiés pour rajouter un étage au-dessus du nouveau laboratoire de zoologie afin d'y installer l'Office anti-acridien et PASQUIER obtient une serre aménagée selon sa conception en acridarium. C'est à ce tournant, à la fin de la guerre, que l'Institut devient Ecole Nationale d'Agriculture, ce qui permettra aussi d'étoffer en équipement et personnel le nouveau laboratoire de zoologie agricole. Sur le plan de l'enseignement sont recrutés, un chef de travaux, puis en 1951 un Maître de conférences et en 1953 / une assistante.

PASQUIER ne conserve alors que son cours magistral en seconde année et confie le reste de l'enseignement à ses nouveaux collaborateurs; somme toute, il se consacrera aux sauterelles.

Autre conséquence du renouveau d'après-guerre, s'organise sur le plan international la F.A.O., en remplacement de l'Institut International d'Agriculture de Rome datant de 1914.

Ce nouvel organisme aura une branche "**Protection des Plantes**" comprenant une section spéciale "**acridiens-migrateurs**" dans laquelle le Pr PASQUIER est requis comme expert international. Il y sera chargé de nombreuses missions en pays étrangers, notamment au Moyen-Orient et en Afrique et participera, en tant que représentant que la France, aux congrès internationaux. La plus marquante de ces missions durera six mois consécutifs en Iran (1).

Un autre rôle, non moins essentiel de l'Office à Maison Carrée était la formation de nombreux stagiaires originaires des pays les plus divers ayant aussi des problèmes acridiens. Parmi eux, un vieux professeur yougoslave, un expert de la F.A.O. au Nicaragua et naturellement, tous les futurs prospecteurs français recrutés par l'Office National pour les missions sahariennes, parmi eux M. de MIRE, actuellement en fonction à l'I.N.R.A. à Montpellier.

(1) Notons, pour le renom de l'Ecole, qu'après le décès du Pr PASQUIER, ce poste à la F.A.O. a été confié à un de ses élèves M. SKAF (promotion 45) revenu en stage de longue durée à l'Office et ayant présenté une thèse de doctorat à Paris.

Finalement, la Chaire de zoologie agricole, pendant sa relativement courte existence, a été la chose d'un seul homme avec l'oeuvre duquel elle se confond. Peu de patrons ont affirmé une aussi forte personnalité et autorité d'influence sur leur entourage.

La documentation bibliographique et expérimentale accumule dans ses laboratoires est considérable. Mais en contrepartie, sa rigueur de caractère qui frise souvent l'absolutisme, explique partiellement le fait que PASQUIER n'a malheureusement que très peu **publia**. Pour lui, rien n'était assez parfait; rien n'était achevé et définitif et tout devait donc rester en chantier afin de pouvoir y éclaircir les derniers recoins obscurs, avant de livrer un travail la connaissance publique.

Il disparaîtra après une vie de travail constant et souvent acharné, sans avoir achevé et pu concrétiser son oeuvre maîtresse. C'est dommage pour sa mémoire et infiniment regrettable pour la science, car personne ne pourra synthétiser la masse de matériel accumulé selon des méthodes très personnelles par cet esprit original, aux mobiles parfois insondables.

## Roger PASQUIER

(1901-1973)

*Une petite équipe de camarades, qui ont vécu assez près de PASQUIER à diverses époques et l'ont bien connu, se propose de rassembler les souvenirs et d'essayer de retracer les grands traits de sa longue carrière. Loin de nous la prétention d'un travail exhaustif notre seule ambition serait d'arriver à faire revivre pendant quelques instants, dans la mémoire des agrias, le souvenir si fortement imprégné laissé par leur Grand Ancien.*

*Nous le suivrons dans les étapes brillantes de sa carrière à Maison Carrée, en insistant sur son rôle dans la lutte anti-acri-dienne, puis nous le retrouverons au cours d'une présidence particulièrement marquante de l'Association des Anciens Elèves de l'Institut Agricole d'Algérie; mais une place doit être aussi réservée à l'oeuvre scientifique du savant.*

## LE PROFESSEUR -

PASQUIER a impressionné toutes les promotions, d'abord par sa carrure, sa stature, sa tenue vestimentaire classique, impeccable, ses allures, son air bourru, ses brusqueries, puis par son caractère solide, entier, inébranlable, taillé dans le même style que son physique, enfin et surtout par son intelligence supérieure, la puissance et la vigueur de ses raisonnements, la logique inflexible du processus de déduction, qu'il s'amusait parfois à pousser jusqu'à la limite de l'absurde. Ajoutons à cela que certains traits de sa personnalité et de son caractère sont demeurés assez énigmatiques, même pour ses proches.

Finalement, une personnalité fort remarquable mais de prime abord, ni attirante, ni attachante pour qui ne le connaissait pas encore plus intimement. Et c'est bien là le fait des élèves, particulièrement de ceux de première année.

Il faut le reconnaître, ce n'est qu'à la Fête de printemps de l'Ecole que la glace fondait et que l'opinion de la promotion basculait complètement.

La Fête de printemps était la fête de tous, élèves, anciens élèves, personnel enseignant et administratif. Il n'y avait plus de cloison entre les uns et les autres. On y découvrait un autre PASQUIER, métamorphosé, enjoué, estudiantin, mais jaloux de son prestige qu'il se gardait de mettre en jeu.

Les élèves, irrésistiblement attirés par cette cible jusque là inaccessible et maintenant à leur portée, ouvraient, vengeurs, la bagarre oratoire, dénonçant des erreurs, critiquant l'enseignement et imaginant l'école idéale. Dans ces joutes pittoresques et auxquelles il se prêtait avec un plaisir évident, PASQUIER toujours flegmatique et imperturbable, déployait son esprit, son humour, tous les talents de sa profonde psychologie humaine. Pour ses contradicteurs, bientôt conquis et admiratifs, PASQUIER devenait le Grand Patron, leur maître incontesté.

Pourtant ce professeur, homme dans la plénitude de ses moyens, a eu son tour de jeune élève qu'on a peine à se représenter à l'âge où s'est jouée sa destinée. Essayons de l'y revoir au travers des souvenirs conservés par quelques camarades de sa promotion.

Roger PASQUIER est né le 12 Janvier 1901 à Palaiseau (Seine et Oise). Son père était directeur d'école. Aussitôt après avoir obtenu son bachot "mathématiques", il se présente au premier concours de cette toute nouvelle école créée en Algérie l'Institut Agricole d'Algérie, à Maison Carrée.

Pourquoi ? On ne le sait; il n'a jamais été très loquace sur les circonstances et motivations de cette option. Mais on sait qu'il a tout de suite adopté l'Algérie et que, pour rien au monde, il n'aurait voulu revenir en France : il l'a d'ailleurs bien prouvé par la suite.

C'est au début de l'été 1919 qu'il affronte les épreuves du concours, à l'Office de l'Algérie, rue des Pyramides, à Paris; il y rencontre un autre Parisien, LEPIGRE, qui deviendra son ami de carrière, puisqu'ils poursuivront des voies parallèles, l'un à l'insectarium du Jardin d'essais, l'autre à l'I.A.A., débutant tous deux sous la direction du Pr DELASSUS.

Quelques mois après, les deux jouvenceaux se retrouvent à Paris, en gare de Lyon, pour le grand voyage. A Marseille, les grèves maritimes retardent leur départ pendant près d'une semaine. Ils mettent leurs ressources en commun, que LEPIGRE gère prudemment. Arrivés sur les quais d'Alger, il reste juste de quoi prendre une "calèche" pour aller à Maison Carrée. Et LEPIGRE d'observer *"C'est la première fois que j'ai pu constater, plus que son dédain, son ignorance de tout ce qui touchait à l'argent"*. Arrivés à huit heures du soir à l'école, le repas y est terminé; mais les garçons de salle ont pitié : LEPIGRE décrit l'éblouissement des deux élèves en voyant arriver un poulet entier; en moins de dix minutes, PASQUIER *en a avalé les trois quarts : "Nous n'avons jamais oublié ce poulet*

Puis, c'est le contact avec la promo. Son camarade de promotion, MARODON, le décrit *"Un garçon maigre, fortement charpenté, un peu voûté, dans son vêtement sombre, visage carré, une puissante chevelure peignée en l'air, un nez droit assez particulier, un air sérieux, accentué par deux profondes rides cernant les lèvres minces, amères au repos"*.

Au premier contact, le pied noir y voit un titi parisien, assez naïf, mais le jugement est vite révisé. *"PASQUIER était confiant, certes, très bon, serviable, dévoué en amitié, très attachant, pourtant réservé, voire timide, mais courageux quand il s'agissait du bon droit ou de défendre les camarades : d ce moment-la personne d'autre n'était devant"*.

Au cours de la scolarité, c'est l'élève sérieux au travail qui ne joue pas le marathon de la première place (il n'en sortira pas moins second), mais qui s'impose par sa brillante intelligence, sa facilité et sa capacité de travail, tandis qu'il force l'admiration par sa prodigieuse mémoire. La petite histoire rapporte l'écho de certains concours mnémotechniques débattus notamment avec FILLARD, sur le temps mis à apprendre par coeur une page du journal.

Bien qu'un des plus forts en maths, il marque déjà une prédilection pour l'histoire naturelle et particulièrement l'entomologie. C'est encore MARODON qui nous dit "... son intérêt pour les insectes, qu'il partageait avec *LEPIGRE* et l'industriel *Martin HENRI*; ils n'avaient pas leurs pareils pour étaler les papillons et souffler des chenilles étripées pour **les** regonfler et les sécher au-dessus d'une flamme".

L'élève studieux n'était certes pas que le travailleur acharné, il savait prendre ses moments de détente et il a collectionné sa part de "tours"

Pour les distractions et les sorties, nous dit encore *MARODON* : "... il faisait partie d'une autre équipe, avec *PROTIN*, flegmatique et taquin, et *SUISSE*, calme, logicien, mais qui savait et aimait rire".

La préparation des examens ne le retenait jamais les dimanches à l'école il la passait en général, accueilli dans la famille du Camarade *HUET* à laquelle il est toujours resté profondément attaché. Là encore, un de ces anachronismes que l'on retrouve çà et là dans la vie de *PASQUIER* cette parfaite entente, voire cette liaison durable, entre deux caractères absolument opposés.

C'est avec *HUET* qu'il fera sa vinification et bien plus tard les deux s'accrocheront à un gros travail d'essais et d'expérimentation de lutte contre l'eudémis à l'occasion d'un concours organisé par la Chambre d'agriculture d'Alger.

De cette période de scolarité a survécu un document, une photo d'apprentis-colons en tenue de travail, groupés autour de l'antique et solennel trieur mécanique : on y voit *PASQUIER*, *LASSUS*, *PROTIN*, *JOUFFRAIN*, parmi ceux reconnus, car les visages y sont curieusement juvéniles.

Cette photo, prise évidemment par le "père" *FOISSAC*, du Laboratoire de chimie-oenologie, avait été très agrandie et montée en cadre de plus d'un mètre. Elle n'a jamais quitté le bureau de *PASQUIER*, au labo de zoologie, et combien l'ont balayée de leur regard évasif et désabusé, cette image jaunie, pendant la laborieuse cogitation préparatoire de la question d'examen oral.

Après l'école, c'est Saint-Maixent et le retour en Algérie comme aspirant chez les Tirailleurs.

A la démobilisation, il faut trouver une place, faire quelque chose, car, rentrer en France il n'en est pas question.

*AUMERAN*, dynamique et lancé dans les affaires, ce déjà vieux camarade de la promotion 1905 de l'Ecole d'Agriculture de Rouïba, le dépanne pour quelque temps dans une affaire commerciale. Mais

bientôt, une autre voie s'ouvre : le professeur J.H. FABRE<sup>t</sup> offre une place de stagiaire au pair dans son laboratoire d'oenologie. PASQUIER la prend et revient à son école, ne l'ayant qu'à peine abandonnée et pour ne plus jamais la quitter de sa vie.

Dans ce laboratoire, se trouve, ou arrive, le jeune normalien BREMOND attiré par la possibilité d'y entreprendre sa licence es-sciences. PASQUIER aussi s'oriente vers la Faculté c'est le départ parallèle de deux magnifiques destinées professorales dans le cadre de l'I.A.A. Les deux stagiaires resteront deux amis, vivant toute leur carrière côte à côte dans une estime réciproque et c'est le Pr BREMOND, retiré à Hyères, qui aura le douloureux honneur d'adresser à Lorgues dans le Var, l'adieu du Corps enseignant de Maison Carrée et des Anciens Elèves à son ami et collègue.

C'est pourtant vers la zoologie et l'entomologie que PASQUIER reste axé. Une place se libère au laboratoire de zoologie et le Pr DELASSUS, chef du Service de la Défense des cultures du Gouvernement général, récupère vite le jeune PASQUIER pour ce laboratoire alors qu'il emploie déjà LEPIGRE à l'insectarium du Jardin d'essais.

C'est en Novembre<sup>1924</sup> qu'il est officiellement nommé stagiaire rémunéré, qu'il devient fonctionnaire. DELASSUS, le Patron, ne s'encombre pas de **Si** Détails administratifs: il sait utiliser son monde; il installe l'arrivant à la tête du laboratoire, lui confie l'exécution de tous les travaux pratiques et le charge de faire ses cours de zoologie générale en première année, ne conservant que son enseignement de seconde année qu'il intitule avec autorité "Cours d'entomologie agricole algérienne".

Le Patron est généreux. Il ne s'en tient pas là, il donne à PASQUIER (comme il l'a fait par la suite pour les anciens élèves recrutés dans son service) un délai de trois ans pour obtenir sa licence. Et voilà PASQUIER menant tout de front et de haute main.

Pourtant, il se laisse envahir par une crainte sournoise il sent bien qu'il n'est pas encore au point; il réalise qu'il est un timide de nature, que les élèves sont presque des copains, mais des copains qui ne font pas de cadeau. En fait, il a peur d'affronter une promotion. Sa réaction d'auto-défense, c'est de montrer sa force; son physique le lui permet; il se crée une allure sévère : il faut s'imposer d'entrée et sans équivoque. Cela réussit parfaitement, mais il y a certainement un manque de mesure, de l'exagération : il terrorise les "Première année" et l'examen oral devient une épreuve à décourager les plus solides. Premier résultat : il est certes très craint, mais vraiment pas aimé.

C'est l'époque où son surnom d'usage était "*Paolino*", nom de l'ex-prisonnier russe de 1918 devenu célèbre boxeur.

Plus tard, il est devenu "*Pamphagus*", du nom de ce gros et débonnaire criquet solitaire, et ces surnoms ne sont certainement pas vides de signification.

Restons dans l'époque, PASQUIER est inscrit à la Faculté des sciences; solide, mur, ingénieur de l'Institut agricole, sous-lieutenant de réserve, enseignant de fait sinon en titre, c'est un brillant étudiant qui, ici encore, fait grosse impression.

Il se lie d'amitié avec un assistant chargé des travaux pratiques de zoologie, homme aussi de forte personnalité, déjà docteur en médecine, mais qui, zoologiste dans l'âme, attaque sa thèse de doctorat es-sciences. Il s'agit du Dr DIEUZEIDE qui, plus tard, cumulera avec son enseignement dispensé à la Faculté la direction de la Station d'agriculture et de pêche de Castiglione.

Pour nous, il est resté l'ami dans la place, accueillant avec la plus grande bienveillance et le soutien moral, tous les anciens élèves de Maison Carrée préparant un certificat de zoologie, quelle que soit leur génération. Tous, puisque élèves et copains de PASQUIER, jouissaient du même préjugé le plus favorable. Dans le sillage de cette succession ininterrompue pendant bien des années, notre regretté MURAT (A. 1928) sera même recruté comme biologiste à la station de Castiglione.

PASQUIER est nommé répétiteur en 1926, puis sa licence acquise, chef de travaux en 1928. Cette progression d'échelons administratifs passe inaperçue car, pour tout le monde, il est le professeur depuis le début.

La contrepartie financière est par contre la bienvenue, très attendue, PASQUIER s'étant marié, ayant déjà une petite fille Claude (qui épousera notre Camarade FLEURIOT, récemment décédé); puis viendra un second enfant, Pierre. En Novembre 1930, c'est enfin la titularisation de Professeur, mais qui, à l'école, passe inaperçue.

Après la guerre 1939-40, M. DELASSUS ne reprend pas son enseignement : PASQUIER se charge alors de la totalité des cours de zoologie et d'entomologie.

Pendant toute sa carrière professorale, recruté par M. DELASSUS, il est resté son collaborateur tout autant que s'il avait appartenu au service de la Défense des cultures. Il s'est occupé d'une foule de questions, de protection des végétaux; il a entrepris dans son laboratoire de nombreux essais, participé aux principales publications en collaboration avec le Patron, avec BALACHOWSKI et LEPIGRE, notamment les ouvrages bien connus : "**Les ennemis des arbres fruitiers**", "**Les ennemis de la vigne**", "**Les ennemis des céréales et grains emmagasinés**", comme à la rédaction des rapports du Service présentés dans les congrès.

Mais surtout, pour DELASSUS, il a toujours été le technicien, puis le théoricien, des questions acridiennes. Mobilisé pendant toutes les campagnes de sauterelles, il roulait le bled sur tout le territoire algérien. Missions d'études, de renseignements, aussi de direction, car il était auprès des administrations nanti de toute l'autorité du chef de service. Il lui est arrivé de redresser bien des situations tournant à la catastrophe.

C'est PASQUIER qui, sur le terrain, a mis au point en 1929-1930 le méthode des appâts au son empoisonné, épanché à la volée, pratique qui a révolutionné, en la rendant enfin réalisable et efficace, la lutte et la protection des récoltes sur pied. L'époque, le toxique était l'arséniate de soude et faire épancher ainsi des quintaux de poison sur les terrains de pacage à moutons paraissait pure folie. Quelles résistances ne se sont-elles pas violemment manifestées, à tous les échelons ! PASQUIER a patiemment démontré et prouvé dans l'exécution que cette technique, correctement appliquée, ne faisait courir aucun risque au cheptel et c'est ensuite des tonnes et des tonnes de ce son qui ont été épanchées.

Après la reprise de la guerre, en 1943, les Anglais confièrent au Pr PASQUIER un produit ultra-secret, codifié 666, pour l'essayer contre les sauterelles. Cela a été une autre révolution dans la lutte antiacridienne. Il s'agissait d'un produit neurotoxique, d'une efficacité presque centuplée par rapport à l'arséniate et, miracle, très peu toxique pour l'homme et la plupart des animaux à sang chaud. C'était le fameux H.C.H.

Dès les premiers résultats de laboratoire, PASQUIER court à la recherche des vols de sauterelles pèlerines qui, du Sud-Oranais, avaient ripé le long de l'Atlas saharien jusque dans le Sud-Constantinois. C'est à Bernelle qu'il rejoint le premier vol fixé au sol, en préparation de ponte : mobilisation générale et épanchage sans perdre une seconde. En quelques heures, le résultat est extraordinaire. Dès maintenant on pourra attaquer les vols de sauterelles à l'appât alors que, jusque là, cette technique n'était valable que sur les criquets. Du premier coup ou presque, la dose optimale de toxique est déterminée et la technique d'Épandage mise au point. Huit jours après, c'est le Service photographique des Armées alliées qui arrive sur les lieux faire son reportage : de magnifiques agrandissements vont prendre place dans les vitrines de propagande, à Constantine, Alger, Oran et certainement bien des villes d'Angleterre et d'Amérique.

Depuis, la lutte n'est plus menée qu'avec le H.C.H., de Casablanca à Tunis.

Plus tard encore, PASQUIER, dont le souci constant est d'arriver à simplifier les choses, après avoir depuis longtemps fait abandonner la mélasse, adjuvant superflu, coûteux et source de mille ennuis, démontre que dans certains cas on arrive à supprimer l'eau dans la confection des appâts. Le son sec apporte de multiples avantages de commodité de préparation, d'emploi, de transport et au besoin



de stockage. En effet, la préparation extemporanée n'est plus un impératif, l'appât sec se conservant aussi bien que le son lui-même. Le mélange devient réalisable par malaxeurs mécaniques supprimant le contraignant recours au roulage manuel du classique "couscous". En fonction des contingences, on peut centraliser en ateliers semi-industriels la fabrication capable d'alimenter de vastes secteurs de lutte. Enfin, étant donné la nouvelle texture, on pourra envisager l'épandage par voie aérienne et aller attaquer très loin les vols en migration.

**Mais** surtout, pour ce scientifique, les procédés et moyens de lutte par destruction directe des ravageurs, au moment de leur invasion, ne sont que des expédients très coûteux, d'efficacité à portée très limitée, finalement insatisfaisante; le but qu'il s'est proposé dès le début, c'est de mettre au point une lutte rationnelle s'en prenant à la source et à la cause, c'est-à-dire à la recherche des processus de grégarisation des acridiens.

S'il est encore, même théoriquement, impuissant à l'égard du criquet pélerin (qui ne grégarise pas en Afrique du Nord), par contre, il y a son "enfant chéri", le criquet marocain qui est autochtone, sur lequel on doit pouvoir intervenir. Son idée, dès 1926, est d'étudier à fond cette espèce sur son terrain, de déterminer et délimiter les zones grégarigènes et là, d'agir localement, ponctuellement, de façon à faire peser sur cette espèce la pression constante qui va l'empêcher d'exploser périodiquement d'une façon presque cyclique.

Ici, il y a un grand coup de chapeau à tirer à DELASSUS qui, à peine convaincu, ne voyant guère de possibilités de réalisation bien concrètes, a tout de même fait confiance absolue à son collaborateur, lui fournissant les moyens de mener à bien l'application de sa théorie, moyens financiers et matériels, et aussi en hommes.

S'ouvre alors l'époque héroïque des prospecteurs recrutés parmi les élèves sortants, mais choisis par PASQUIER et, vraiment, il savait découvrir les individus valables, au caractère trempé et enthousiaste, capables d'affronter le bled en solitaires et dévoués jusqu'à la passion.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que si PASQUIER a pu devenir le grand spécialiste en acridologie, c'est certainement parce qu'il a été remarqué, puis soutenu dans ses débuts, par le grand Patron qu'était DELASSUS. Aussi, l'élève, devenu maître, lui a-t-il toujours voué, avec un grand respect, une profonde gratitude. Combien de fois n'avons-nous pas entendu, de la bouche de PASQUIER : " Je n'ai connu qu'un seul patron, c'est DELASSUS "f La collaboration permanente et totale de ces deux hommes, dans une confiance réciproque absolue, a été quelque chose de remarquable.

## Le PRESIDENT des AGRIAS

Si Roger PASQUIER a donné son intelligence, ses connaissances et sa foi à son métier de professeur et d'homme de science, il a mis ces qualités, et en plus son coeur, au service de notre Groupement d'Anciens Elèves de Maison Carrée.

Pourtant, jusque vers 1935-36, il était un contestataire de l'Association qui, à son avis, ne jouait pas suffisamment le rôle actif que ses membres étaient en droit d'en attendre. Ses critiques étaient virulentes. Aussi, les membres du Conseil d'administration estimèrent qu'il était préférable de l'avoir comme allié plutôt que comme adversaire. Des essais de rapprochement, longtemps infructueux, l'amènèrent peu à peu à s'intéresser à la marche de notre Groupement. Enfin, on put lui arracher son consentement à entrer dans le Conseil d'administration où il fut élu en 1937.

Aussitôt, il s'occupa du placement avec présence à jours et heures fixes au siège de l'Association, à Alger. Au sein du Conseil, ses avis donnaient à réfléchir et s'imposaient. 1939, ce fut la drôle de guerre. Il partit comme lieutenant sur le front français. Démobilisé en fin 1940, après la débâcle, il ne sera pas rappelé en 1942 après le débarquement allié en Afrique du Nord, sa présence pour la lutte antiacridienne en Afrique du Nord ayant été jugée indispensable. 1943, le Président MULLER décède : sans problème, PASQUIER est élu Président de l'Association. Il le restera pendant douze ans, jusqu'en 1955.

Le Conseil d'Administration se réunit alors régulièrement, le premier mardi de chaque mois, tandis que les réunions techniques mensuelles du "Groupement d'Alger" se tenaient à Alger le matin du troisième dimanche. Au Conseil, chacun des quinze membres avait un rôle bien déterminé : "L'Agria", placement, relations avec les élèves, avec la Direction de l'Ecole, avec le Gouverneur Général ... Lorsqu'un Administrateur exposait son point de vue, en apparence sensé pour tout un chacun, bien souvent le regard de PASQUIER le transperçait; c'est que celui-ci n'était pas d'accord et, point par point, il démantelait les arguments avancés avec une logique implacable, pour apporter ensuite une solution inattaquable : il n'y avait plus qu'à s'incliner.

"L'Agria" et le placement représentaient pour PASQUIER les deux raisons principales de l'Association; il en confia la charge aux deux Vice-Présidents. Lui supervisait le tout attentivement. C'est ainsi que, chaque mois, le responsable de la rédaction de "L'Agria" lui apportait à son bureau, au Laboratoire de l'Ecole, les premières épreuves du prochain bulletin. De 18 à 20 heures ou 21 heures, il lisait et relisait chaque ligne, modifiant, supprimant, rectifiant, ajoutant, recherchant le mot adéquat, pour que la publication fut impeccable.

Les secousses politiques consécutives à la prise du pouvoir par le Général de Gaulle conduisirent dans des camps plusieurs de nos camarades qui avaient plus ou moins milité en faveur de la politique intérieure du Maréchal Pétain. Alors, dans le cadre de la lutte antiacridienne, PASQUIER obtenait, notamment du Sous-Préfet dont dépendait le camp de Ben Chicao, l'autorisation de les faire sortir sous sa responsabilité; il les amenait banqueter au restaurant et, à l'occasion, les utilisait pour répandre des appâts empoisonnés. Quelle reconnaissance lui en ont-ils gardée de les, avoir ainsi sortis de leur isolement et de leur triste situation

Par ailleurs, il rendait visite à l'hospitaill Maillot à Alger à ceux des nôtres blessés, qui avaient été ramenés des fronts italiens ou français, tandis que tous les prisonniers recevaient régulièrement des colis de vivres, grâce aux appels à la générosité de nos camarades.

Quand les restrictions alimentaires ne permettaient pas aux élèves ou aux stagiaires de manger à leur faim, au réfectoire de l'Ecole, des groupes étaient reçus chez PASQUIER; Mme PASQUIER les accueillait maternellement et vidait son garde-manger, ravitaillé à cette fin, hors carte, auprès des commerçants complices.

Il a développé le culte de la camaraderie en donnant plus de valeur aux traditions, par sa présence aux monomes des élèves aux baptêmes des nouvelles promotions, aux bals des élèves, aux déjeuners de promotions

Ses déplacements antiacridiens lui ont donné la possibilité d'être souvent présent aux assemblées générales ou aux réunions des groupements oranais, bnois, marocain, tunisien, parisien, d'A.O.F. et jusqu'au Liban, assurant ainsi le rayonnement de l'Association et veillant à développer toujours davantage l'esprit de camaraderie. Il était le véritable Ambassadeur de l'esprit Agria.

Chaque fois qu'un deuil frappait l'un des nôtres, ancien élève, professeur, directeur, et que la chose lui était matériellement possible, il donnait auprès des familles des preuves d'un dévouement extraordinaire.

Sa fidélité au souvenir de nos Morts des deux guerres l'a amené à faire ériger un monument à l'Ecole en leur honneur, monument heureusement rapatrié qui s'élève aujourd'hui dans le parc de l'Ecole de Grignon. Puis il a contribué, avec le concours de notre Directeur, M. BARBUT, à faire obtenir à l'Ecole une récompense militaire. Nous espérons, avec PASQUIER, la Légion d'Honneur pour nos 80 Morts et pour les 90 citations obtenues par ceux qui sont revenus de la Guerre 1939-45 ce fut la Croix de Guerre, mais une Croix de Guerre pure de toute intervention politique.

L'Assemblée générale annuelle réunissait à l'Ecole des camarades venus de tous les horizons. C'était alors, pour PASQUIER, une occasion favorable pour fortifier l'esprit de camaraderie : l'assemblée liquidait les choses sérieuses et, bien vite, notre Président émoustillait l'esprit de compétition des groupements régionaux en opposant ironiquement les activités ou inactivités des uns et des autres.

Qui ne se rappelle les mémorables et joyeuses joutes qui opposaient alors HUET, Président du groupement Kabyle, à LASSOS, le regretté Président du groupement Bnois, lequel avait souvent le dernier mot ? Au banquet qui suivait, PASQUIER faisait partir le chahut en interpellant ironiquement les uns et les autres. L'atmosphère devenait ainsi de plus en plus chaude. PASQUIER rayonnait alors : il disait à ses voisins de table : "*C'est bon / C'est bon! ...*". Bonnes histoires et chansons se succédaient dans une atmosphère houleuse, sans souci pour le Président qui devait encore prononcer le discours de clôture. Il arrivait alors à mâter l'effervescence en contre-attaquant jusqu'à épuisement des conjurés, assénant quelques cinglantes réparties aux apostrophes qui fusaient.

Mais il y avait ensuite le bal organisé par les élèves en l'honneur de leurs Anciens, avec la participation des familles agrias. Ainsi, l'Assemblée générale devenait une grande fête de la camaraderie. La nuit venue, Mme PASQUIER recevait à un dîner à la bonne franquette quelques couples amis. Certains de ceux-ci se souviendront qu'en 1949, après minuit, un joyeux mnme des élèves est arrivé en chantant à la villa du Professeur qui les avait fait trembler aux cours, aux travaux pratiques et aux examens : PASQUIER dt se lever de table pour répondre à la demande hurlée jusqu'à la porte de la salle à manger : "*Chanson ... PASQUIER !, chanson PASQUIER /*". Et PASQUIER, perplexe, après s'être gratté la tête dans un geste familier, s'exécuta et chanta gravement "*Dans une tour de Londres ...*", le refrain étant repris par un chœur claironnant.

La préoccupation dominante de notre Président était de servir les jeunes gens pour les aider et les guider, eux qui représentaient l'avenir. En fin d'année, il organisait l'élection du meilleur camarade de la promotion sortante, qui recevait de l'Association un prix de dix mille anciens francs, le prix le plus envié. Et, lorsque les jeunes étaient sortis de l'Ecole, ils trouvaient auprès de l'Association cette ambiance formidable de camaraderie et d'esprit d'école que l'on doit en grande partie à la personnalité rayonnante de PASQUIER.

Si jamais il ne faisait état de ses idées politiques ou philosophiques, certainement bien précises, que ses meilleurs amis ne faisaient que soupçonner sans certitude, il avait un respect profond de celles des autres, quelle que fut la race ou la religion.

Lors de visites à PASQUIER, dans "son labo" qui n'a bu l'anisette, servie dans des béciers de toutes dimensions qui avaient servi dieu sait à quoi ? ... Qunad nous étions trop nombreux, certains devaient se satisfaire de béciers de quatre litres !!

Ainsi, PASQUIER était devenu le symbole de l'Association. Sa forte personnalité la dominait. Elle était admirée et respectée. Aussi, lorsqu'il fut nommé Chevalier de la Légion d'Honneur, la reconnaissance de ses camarades se manifesta par le don d'une montre de marque, en or, tandis que le Groupement bnois lui remettait un presse-papier surmonté d'une sauterelle en or, de grandeur naturelle, véritable oeuvre d'art spécialement commandet ciselée dans ses moindres détails.

A la séance solennelle d'ouverture des cours du 26 Octobre 1946, dans son discours au nom de l'Association, s'adressant aux nouveaux élèves, il leur dit les sentiments que chaque Agri éprouvait pour son école

*" ... Elle est notre "Boite" ... cette Maison où chacun a travaillé parce qu'il s'y trouvait pour apprendre, celle de laquelle nous avons tous une empreinte dont il serait malaisé de disséquer les éléments du moule; celle de laquelle l'évocation enchaîne, chez chacun, une cascade de réminiscences : camarades ou professeurs, cours ou sorties, espiégleries ou chahuts. Il n'est jusqu'aux choses mêmes auxquelles se trouvent attachés d'agréables souvenirs : pelouses, allées ... banc sous les vieux frenes ... C'est en définitive, la îaison où, d côté de la sienne, chaque Ancien a touvé une ncuve7le famille. "*

Cette Maison, il l'a défendue avec passion.

Dans un premier temps, il était convaincu que l'Ecole, dans sa marche ascendante, avait peu gagné et peut-être à perdre, quand s'est posé le problème de l'intégration de l'I.A.A. dans le cadre des E.N.A. Il craignait une dépendance qui s'exercerait à l'encontre de l'avenir de l'Ecole qui prenait trop d'importance aux yeux de certains métropolitains. La confiance qu'il mettait en M. BARBUT, notre Directeur d'alors, l'amena à assouplir sa position. Il fut ainsi un avocat pertinent auprès de MM. ICS Inspecteurs Généraux THIERRY et MARGARIT qui accomplirent plusieurs mssions à l'Ecole.

Lorsque l'assimilation fut réalisée par la loi du 22 Mai 196 et que l'I.A.A. fut devenu E.N.A. par arrêté du 15 Mars 1947, il s'employa pour obtenir la rétroactivité du titre d'ingénieur agricole aux ingénieurs de l'Institut Agricole d'Algérie. Il eut ainsi des contacts renouvelés, notamment avec les présidents de l'UNIA d'alors, le Pr BRETIGNIERE, puis M. SCOUPE. Mais cette rétroact ité ne fut

ralise qu'après la fin de sa présidence. Devant l'hostilité larvée des Agris de la métropole à la loi d'assimilation, PASQUIER observa *une attitude d'expectative, ni absolue, ni définitive*; mais bientôt, sur le plan algérien, et sous l'influence de M. l'Inspecteur Général BARBUT, Pierre BERTHAULT, puis M. ROUVEROUX, Présidents des Agris d'Algérie, organisèrent des réunions communes qui ouvrirent peu à peu la voie à l'intégration de notre Association au sein de l'UNIA.

Il se dépensa pour le rayonnement de l'Ecole, notamment au Conseil des Professeurs où ses avis faisaient autorité. Il apporta son appui à la propagande si efficace pour l'Ecole, entreprise dans les lycées d'Afrique du Nord et de France, pour la faire connaître des futurs candidats aux E.N.A. et les renseigner sur les débouchés offerts. Cette connaissance de l'Ecole, de son rayonnement, de la valeur de son Corps enseignant et de la force de l'Association pour le placement, ont permis à Maison Carrée d'atteindre à deux reprises le 2ème rang dans le choix des candidats. Malheureusement, la situation politique devenue de plus en plus critique en Algérie ne permit pas de conserver ce rang.

Lors de la séance solennelle d'ouverture des cours du 10 Octobre 1949, placée sous la haute présidence de M. le Ministre NAEGELEN, Gouverneur général de l'Algérie, l'honneur revint au Pr PASQUIER de prononcer la leçon inaugurale. Ce fut un discours magistralement construit sur le thème de la zoologie dans ses rapports avec l'agriculture, abordant tous les aspects des relations et conditionnement de la vie, dans le milieu, pour en dégager les lois naturelles immuables et inviolables, se répercutant jusque dans la vie sociale des populations autochtones.

Le Gouverneur Gnral porta manifestement un grand intrt à ces profondes connaissances d'un pays qu'il découvrait et avait à administrer, aussi suivit-il tout au long l'orateur, avec la plus vive attention et mime une certaine surprise non dissimulée.

Au-delà de toutes les qualités intellectuelles de cet homme qui représentait à tous points de vue une force de la nature, se cachait un coeur sensible. N'est-ce pas son collègue, le regretté Pr LAUMONT, Ingénieur agronome, qui lui disait

*" Sous l'air bourru et froid que tu affectes de prendre et sous la carapace dans laquelle tu cherches à t'enfermer, se cache un coeur bon et capable de se pencher avec émotion sur les joies et les peines des autres, une sensibilité exquise, susceptible d'extrême dévouement. "*

Et, notre ancien et estimé Directeur, M. l'Inspecteur gnral BARBUT, qui a tenu à manifester sa peine dans "Agriculture" à l'occasion du décès de PASQUIER, renchérisait en soulignant

*" son extreme sensibilité, sa grande de'livatse de coeur, qui se cache, très mal d'ailleurs, sous la brusquerie apparente des attitudes et la rugosité de l'écorce qui la recouvre. "*

Par dessus tout, c'est bien cette image d'un coeur sensible et généreux qui restera gravée dans nos mémoires.

clj

Nous espérons que ces pages en l'honneur de notre Ancien et grand Président feront revivre chez nos camarades des souvenirs très chers et qu'ils y retrouveront, bien que mal exprimée, la description d'un homme hors du commun, vénéré de tous et véritable créateur d'une communauté d'âmes.

C'est lui surtout qui est à la base d cette estime et de cette amitié entre Anciens de Maison Carrée cul se perpétueront jusqu'au dernier vivant dei Anciens élèves de notre *Ecoie*.



n° 17

P. FIGUET, maître de conférences de La chaire de zoologie assiste au cinquantième de sa promotion.



n° 18

Roger PASQUIER, professeur de zoologie et Président des Agrias.





n° 19

Un agria dévoué fait Officier du Mérite Agricole : Louis MONTOMO (1927) rédige chaque mois La rubrique "entre nous" dans La revue "Agriculture".



n° 20

La Promotion du Président (1957) réunie à Angoulême en 1982.

## DES ANCIENS ELEVES TEMOIGNENT

Il était temps, en effet, de laisser la parole à ceux des anciens élèves de l'Ecole qui ont bien voulu apporter leur témoignage et contribuer à construire la mémoire de l'I.A.A.

Les Ingénieurs de l'I.A.A. se sont rapidement répartis, tant sur le plan de la géographie que des activités professionnelles. Certes, avant 1962, la plupart d'entre eux exerçaient en Afrique du Nord (en Algérie principalement) et en France métropolitaine. Après cette date, près de 95 % exercent en France.

L'Annuaire des Ingénieurs Agricoles pour 1950 donne un aperçu de leur répartition professionnelle :

### 1. - Situations privées -

#### A - AGRICULTURE

- a) agriculteurs
- b) vulgarisation, bureaux d'études (ex. CETA)

#### B - INDUSTRIES AGRICOLES

- a) de transformation de produits agricoles (ex. caves coopératives)
- b) de fabrication de produits (ex. d'engrais et de machines, production de semences)
- c) commerce des produits agricoles

#### C - EXPERTISE

- a) établissements de crédit
- b) compagnies d'assurances

D - COOPERATION, MUTUALITE, CREDIT AGRICOLE

- a) syndicats
- b) coopératives
- c) caisses régionales de Crédit Agricole
- d) sociétés d'assurances mutuelles
- e) groupements professionnels agricoles

E - PRESSE AGRICOLE.

2. - Situations administratives -

A - AGRICOLES (après passage dans les écoles spécialisées ou après concours)

- Administration centrale des divers Ministères
- Services agricoles et de la Défense des vgtaux
- Contrôle des lois sociales en agriculture
- Etablissements d'enseignement agricole  
Office National Interprofessionnel des C&ales
- Caisse nationale de Crédit agricole
- Génie rural, Eaux & Forêts, médecine vétérinaire
- Recherche agronomique  
Répression des fraudes
- Services de la France d'outre-mer (vulgarisation, recherche)

B - NON AGRICOLES

- Poids et mesures  
Travail et main d'oeuvre
- Mtorologie.

o

**L'Annuaire des Ingénieurs E.N.S.A. et E.N.S.H. pour 1984-1985 est encore plus significatif**

- Pour la répartition GEOGRAPHIQUE des Ingénieurs de l'I.A.A. il indique

- France .....	688
- DOM-TOM .....	4
- Europe .....	5
- Afrique du Nord	7
- Reste de l'Afrique •	13
- Asie (proche Orient)	9
- Amériques .....	10
- Océanie .....	3

Pour toutes les écoles françaises, les départs en coopération technique sont essentiellement le fait des jeunes Ingénieurs. Or, les derniers ingénieurs français de l'Ecole ont été formés il y a vingt-trois ans. Malgré cela, 7 % des anciens élèves exercent outre-mer.

- Pour 340 ingénieurs recensés professionnellement, la répartition par SECTEUR D'ACTIVITE est également intéressante

- Administration, établissements publics et organismes internationaux .....	48
- Enseignement et recherche .....	65
- Exploitants et chefs d'entreprises de production agricole .....	46
- Groupements professionnels et inter-professionnels .....	37
- Industries non alimentaires .....	62
- Organismes d'étude et professions libérales	30
- Industries agro-alimentaires .....	14
- Crédit, mutualité et organismes financiers	23
- Coopération agricole .....	15

SE

Nous avons volontairement donné la parole à ceux de nos camarades qui ont exercé, pour la plupart, hors de France ou d'Afrique du Nord. En effet, les autres ont réalisé des carrières classiques alors que ces derniers témoignent plus volontiers de la vocation de l'Ecole d'élargir son enseignement à des régions du globe aux aptitudes et aux potentiels différents de ceux du Sud de l'Europe et de la Méditerranée.

## COOPERATION TECHNIQUE

Jacques DEUSS (1955)

### Une carrière en Coopération

Dès l'avènement de l'Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger en 1946, un certain nombre d'Agrias s'orientèrent vers l'agronomie tropicale. De l'Afrique du Nord à l'Afrique noire, il n'y avait qu'un pas à franchir. L'Ecole Supérieure d'Application d'Agronomie Tropicale (E.S.A.A.T.) attire ainsi, de 1949 à 1955, quelque 25 jeunes ingénieurs qui firent carrière dans le Corps des ingénieurs d'agriculture de la France d'Outre-mer, aujourd'hui Corps autonome en voie d'extinction. Nombreux aussi sont ceux qui s'orientèrent vers la recherche agronomique tropicale, en faisant carrière à l'ORSTOM, ou bien, à partir de 1955, dans les différents instituts de recherches créés à cette époque, regroupés aujourd'hui dans le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD).

Enfin, le secteur privé, notamment les grandes plantations d'hévéas ou de cannes à sucre suscitérent également un certain nombre de vocations pour l'Outre-mer.

L'accès à l'indépendance des Territoires de l'Union Française entraîna des perturbations, voire des interruptions, dans le déroulement des carrières.

Néanmoins, les besoins d'agronomes spécialisés pour les régions chaudes, sont devenus toujours de plus en plus importants et finalement, rares sont ceux qui ne se sont pas reconvertis avec bonheur dans les nombreux organismes français et internationaux qui s'occupent de développement à travers le monde.

Tel a été, un peu, mon cheminement.

1958-1960, Direction de l'agriculture à Lomé chef de l'Inspection agricole du Moyen et du Nord-Togo.

Premier contact donc avec les paysans africains qu'il s'agit d'encadrer pour développer les cultures d'exportation, comme le coton, l'arachide; améliorer les cultures vivrières et l'élevage; favoriser la collecte des produits de cueillette de cette région de savane : le kapok et le karité.

27 Avril 1959 : indépendance du Togo. Un nouveau gouvernement, présidé par Sylvanus OLYMPIO, est constitué. Les fonctionnaires ayant servi sous le gouvernement provisoire d'avant l'indépendance sont autorisés à quitter définitivement le pays.

1960 : je m'oriente vers l'Institut Français du Café et du Cacao (IFCC) et je suis affecté en République Centrafricaine, au Centre de recherches agronomiques de Boukoko. Après les savanes arborées du Nord-Togo, je prenais contact avec la grande forêt équatoriale. Autre climat, autres cultures; c'est ici par excellence le domaine du caféier Robusta. Pour diversifier, on tenta de développer la culture du poivrier et du cacaoyer.

L'expérimentation sur cultures pérennes est longue, mais enrichissante. Durant dix ans, comme responsable du Service d'agronomie du C.R.A. de Boukoko, nous avons pu, avec une équipe de chercheurs de l'ORSTOM, améliorer les techniques culturales du caféier Robusta, sélectionner des clones à haut rendement et atteindre une production très élevée, de 4 tonnes par hectare, de café marchand.

Juillet 1970 : le Général BOKASSA remercie tous les coopérants et l'Assistance technique du Ministère de l'agriculture.

Après un court séjour en Côte d'Ivoire (Octobre 1970 - Mai 1971), au service de pré vulgarisation de l'IFCC, ce fut le retour au Togo, avec pour mission la création d'une Société pour la rénovation et le développement de la Cacaoyère et de la Cafetière Togolaises (SRCC). Le projet a démarré avec le soutien du Fonds d'aide et de coopération (FAC). La Banque Mondiale en 1975, puis la Caisse Centrale de Coopération Economique en 1980, y apportèrent leur concours financier.

Orienté au départ vers l'amélioration de la production du café et du cacao et les traitements insecticides des plantations de cacaoyers, l'objectif du second projet (1975-80) et du troisième projet (1980-85) s'est élargi en prenant en compte les cultures vivrières. En outre, depuis 1982, un programme important de construction et d'aménagement de routes a été réalisé.

Il s'agissait donc d'un travail de longue haleine qui se poursuivra dans l'avenir, grâce à la structure mise en place et à la volonté du gouvernement togolais de pérenniser cet effort en faveur des paysans et d'atteindre une production exportable de 20 000 tonnes par an de café et de cacao.

Sur le plan personnel, travailler en coopération, c'est prendre en quelque sorte un engagement avec le pays qui a fait appel à l'assistance technique française. Pour rester fidèle à cet engagement, il faut être convaincu de l'utilité de cette action, faire preuve de ténacité, garder l'estime des nationaux, qu'ils soient dirigeants ou simples travailleurs.

Il faut parfois faire face aux tracasseries et avoir enfin le souci de l'efficacité et celui du mieux-être des paysans.

Agir, puis rendre compte : ce n'est pas très orthodoxe dans l'administration. Cependant, c'était parfois le seul moyen d'être efficace, lorsqu'il fallait attendre un "feu vert" qui tardait trop.

La Coopération, c'est un peu de tout cela. La tâche est parfois difficile, mais on doit se rappeler

- qu'elle est faite avec des hommes, et pour des hommes;
- qu'elle nécessite beaucoup de moyens, mais que leur bon emploi est plus important que leur quantité;
- qu'enfin, des structures appropriées et un environnement socio-économique favorable sont la clé de sa réussite.

## COOPERATION TECHNIQUE

Jean-Claude LEMOINE (1956)

1/ Sous le signe de la fidélité ou du conservatisme  
BDPA : Bureau pour le Développement de la Production Agricole,  
27 Rue Louis Vicat, 75015 Paris; de 1962 à aujourd'hui.

Au service des politiques de Coopération française vis-à-vis du Tiers monde.

Tutelle du BDPA

- Ministère de la Coopération
- Ministère de l'Agriculture
- Ministère des Finances.

2/ Entré comme agro-pédologue, parfois formateur vulgarisateur (au Cambodge, en 1970-71), je suis surtout resté un homme d'étude, "faisant du papier", des cartes des sols plus particulièrement. Leur utilité ? Grande, sans doute, leur utilisation ? Je l'ignore.

3/ Beaucoup d'enseignements pour moi certes, mais plus "philosophiques" que techniques. Cela aurait été plus clair, plus simple, d'être dans une "boîte" privée qui produit et vend, que dans un organisme, chargé d'aider, de transmettre et ... normalement de disparaître.

Quelques idées, en vrac (connues)

- le placage de notre monde technologique, de notre modèle;
- le mimétisme des responsables locaux, faits à nos images;
- l'effort sur le palmier à huile, l'hévéa, le caféier, le cotonnier, ... La nécessité de l'aide alimentaire;
- la réussite - mine limitée - du sanitaire par rapport à l'agriculture vivrière. Conséquence : des enfants, des bouches, ... des émigrés.



14/ La société individualiste de la R 5 et du F 4 n'a pas engendré le bonheur.

Espoir - un jour - d'un retournement des valeurs  
- pacifique - par l'ordinateur, si l'on en croit certains.

Merci à Maison Carrée.

Il y aura bientôt trente ans; déjà. J'y apprenais à voir autrement

## BANQUE ET EXPERTISE FONCIERE

### André LATRON (1925)

De 1929 à 1933, j'ai assuré le service d'expertise foncière du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, à Beyrouth, pour le Liban et la Syrie, en vue des prêts immobiliers, notamment pour l'agriculture.

Ces travaux m'ont apporté une connaissance particulière de cette région, en mime temps qu'une contribution à son développement. J'en ai publié le résultat en 1937 : "**La vie rurale au Liban et en Syrie**" (Institut Français de Damas).

De <sup>1934</sup> à 1963, toujours au C.F.A.T. au Maroc, puis en plusieurs points d'Algérie, ma fonction m'a fait intervenir dans de nombreux financements pour l'agriculture et l'industrie et pour les grands équipements publics, en particulier à l'occasion du Plan de Constantine.

De 1964 à 1978, mon activité a été purement financière et organisationnelle dans l'Orléanais, puis à Paris.

Au cours de ces cinquante années d'activité, la Banque n'a cessé d'être pour moi un poste d'observation sans pareil, ouvert sur l'économie générale, en particulier celle des peuples du Levant et d'Afrique du Nord; il m'a été souvent donné de participer à leur développement de façon efficace, plus discrète que spectaculaire.

Au terme de ce rappel, je pense que la contribution que chacun peut apporter est fonction de l'intérêt passionné que l'on porte à tout ce qui vous entoure et que les circonstances mettent à votre portée.

P.S. - Je me suis reconverti dans l'archéologie médiévale.

## COOPERATION TECHNIQUE

### A. LEUWERS (1942)

L'I.A.A. puis l'E. .N.S.A. Alger a toujours été, en fait, une ECOLE AGRONOMIQUE INTERNATIONALE de par les caractères méditerranéens et para-tropicaux de ses enseignements, et également les origines diversifiées de ses élèves (métropole, A.F.N., T.O.M., Grèce, Israël, Egypte, Liban, Syrie, Turquie, Brésil, etc.).

Après les douloureux événements d'Algérie de 1960, le reclassement de beaucoup de nos amis pieds-noirs en Métropole s'est effectué assez facilement dans les différents secteurs professionnels agricoles, administration et organismes officiels français, enseignement et recherche, exploitations agricoles, industries agro-alimentaires et produits chimiques (fertilisants ou phytosanitaires), matériels agricoles, coopération agricole, organismes financiers, bureaux d'études, etc. ... etc.

Avant la guerre <sup>1910-5</sup>, et surtout après celle-ci, beaucoup de nos camarades ont choisi la formation de notre Ecole pour sortir de façon délibérée de l'Hexagone et *faire une carrière outre-mer*, dans les pays de notre "Empire Colonial" et dans les autres pays d'outre-mer.

Leur technicité agronomique méditerranéenne et tropicale s'est développée sur le terrain dans l'agriculture militante, l'administration et l'encadrement des services agricoles, la recherche et la formation agronomique, les organismes de développement agricole, les sociétés de production et de transformation de produits agricoles, de fourniture de matériels et de produits chimiques et phytosanitaires, de semences, etc.

Cette compétence les a parfois fait accéder à des postes importants dans les différents ministères français et leurs représentations outre-mer, ainsi que dans les organisations internationales européennes ou mondiales, telles que la CEE, le FED, la FAO, etc.

Aux côtés de nos camarades et amis des autres grandes écoles françaises d'agronomie de l'UNIENSA et de l'AGRO, nous avons oeuvré dans tous les pays du monde, et surtout les pays en voie de développement (Tiers Monde) pour y développer les productions agricoles et agro-alimentaires capables de leur apporter l'auto-

suffisance alimentaire et aussi asseoir leur équilibre économique sur des ressources agricoles exportables, surtout lorsqu'ils ne disposaient pas de ressources naturelles minières ou pétrolières exploitables. Nous avons très souvent été des *missionnaires de la "bouffe"* et, jadis, aux côtés des administrateurs de la F.O.M. et des médecins militaires, nous nous sommes employés pour que les populations concernées n'aient pas à connaître les affres de la faim et leurs terribles conséquences, mime dans les périodes de sécheresse qui ont toujours été qualifiées d'exceptionnelles.

Depuis l' "Indépendance", beaucoup d'états n'ont pas su exploiter au moins les résultats acquis jusqu'alors par le développement agricole et les recherches agronomiques. Certains d'entre eux, politiquement plus stables et plus réalistes, et disposant aussi de zones climatiques diversifiées, tels que la Tunisie, le Cameroun et la Côte d'Ivoire, ont su asseoir une politique agricole dynamique d'autosuffisance alimentaire et de productions exportables en brut ou transformées.

L'emprise progressive, apparemment inexorable, sur les zones sahéliennes et soudaniennes, et notamment accentuée au cours de la dernière décennie du fait d'une exploitation humaine et animale abusive et désordonnée des espèces végétales herbacées et arbustives, sans reconstitution du couvert naturel, accélérée par les déficits pluviométriques "exceptionnels" ont mené à la "*famine du Sahel*" qui a mobilisé beaucoup de bonnes volontés et d'associations charitables et bénévoles.

Comme disait le Pr DUMONT "*L'Afrique est mal partie* " mais nous, experts et techniciens agricoles, devons penser que la situation, bien qu'extrêmement sérieuse, n'est cependant pas irréversible si les responsables des pays concernés et les organisations d'aide internationales et nationales, gouvernementales et privées (O.N.G.) adoptent une stratégie concertée commune de lutte contre la dégradation des éléments naturels (eaux, sols, végétation) alliée à une utilisation optimale des ressources potentielles, hydrauliques (pluviales, fluviales et souterraines), permettant de recréer des milieux végétaux et des cultures annuelles mieux adaptées, pour faire face aux besoins alimentaires, fourragers et forestiers.

Lorsque l'on a du SOLEIL, de l'EAU et des PAYSANS, avec des moyens techniques nouveaux mis au point par des experts et ingénieurs nationaux ou internationaux pour l'aménagement des ressources hydrauliques, géologiques et agronomiques, on peut tout espérer et tout attendre d'un développement des productions agricoles alimentaires et industrielles.

L'un des problèmes essentiels est de viser dans un premier temps à une AUTO-SUFFISANCE ALIMENTAIRE INTER-REGIONALE des différents pays de l'Afrique qui peut être atteinte par une plus juste rétribution des paysans africains pour leurs diverses productions vivrières traditionnelles (mil, sorgho, maïs, blé dur, riz, manioc, patate douce, ...), par des organismes de commercialisation et de stockage interannuel. Ce qui permettrait de ravitailler les centres urbains et les zones sinistrées et amorcerait peut-être un retour des inactifs des villes vers l'exploitation des terres villageoises.

Ces quelques réflexions provoquées par le grave problème de la "**FAIM DANS LE MONDE**", et mûries après une longue carrière sur cette attachante terre d'Afrique, mériteraient, à notre humble avis, d'être pensées, précisées et coordonnées par des commissions internationales d'assistance technique et financière réunies sous l'égide de la FAO, pour regrouper et rentabiliser toutes les actions individuelles menées sectoriellement par les différents états concernés et par les organisations internationales et nationales, gouvernementales et privées.

## COOPERATION TECHNIQUE

Jean PASQUEREAU (1947)

Après Maison Carrée, j'ai fait une année de spécialisation à l'E.S.A.A.P. (Octobre 1950 à Juillet 1951).

J'ai tout d'abord été affecté au Tchad, rejoint via Marseille et Douala, puis Fort-Lamy, début Janvier 1952.

Mon premier poste fut Fort-Archambeau (SARR maintenant) où je fus, durant trois mois, sous les ordres de Paul FERRIERE dont j'assurai ensuite l'intérim à la Direction du secteur agricole du Moyen Chari, pendant ses congés.

Premier contact avec l'Afrique noire dont je rêvais depuis fort longtemps, avec la joie de me voir confier de multiples tâches techniques relatives au coton et aux cultures vivrières (mil, sorghos, arachides), à la cration de pépinières de manguiers en brousse, au démarrage avec COURBIS, de la Ferme de Moussa Foyo, à quelque quarante-cinq kilomètres au sud d'Archambeau. Mais aussi avec la surprise et la consternation devant les méthodes de vulgarisation "active", voire "renforcée", que les fonctionnaires de commandement voulaient nous obligés à mettre en oeuvre. On n'en avait jamais parlé à Nogent et j'eus la juvénile imprudence de ne pas m'aligner sur la docilité de la quasi-totalité des fonctionnaires techniques d'exécution, exprimant même mon désaccord sur ces méthodes autoritaires. Au retour de FERRIERE, je devenais adjoint d'ESTEVE, au Secteur agricole du Logone, à Moundou, avec résidence à la Ferme de Dli et, menant de front les tournées de vulgarisation et la construction à Moundou d'une case où j'emménageai au bout de huit mois.

Fin 1953, je fus affecté à Madagascar, à Tamatave, au service de la défense des cultures dirigé par MM. FRAPPA et LAUFENBURGER. Je fus chargé de l'organisation de la lutte contre la maladie de Fidji, qui affecte la canne à sucre, effectuant de nombreuses tournées dans le secteur principal de Brickaville, où avec un jeune entomologiste de l'ORSTOM, ROTH, nous organisions un petit laboratoire de recherches.

En 1957 et 1958, M. ROSSIN me confia une mission d'étude des possibilités de relance de la phniciculture en Côte française des Somalis. Il n'y avait pas de service de l'agriculture individualisé, de sorte que je travaillais à Djibouti, dans les locaux du service de l'élevage, avec le Dr vtrinaire BRENIER.

J'effectuai de nombreuses tournées à travers le territoire où les populations nomades Somali et Doukali (maintenant on parle plutôt des Afars et des Issas) ne manifestaient aucun enthousiasme pour l'agriculture ou l'arboriculture, spéculations mineures, essentiellement aux mains de yéménites immigrés.

Au cours de ces deux années, j'effectuai des missions dans les protectorats britanniques d'Aden (Hadramaout Vallée) à la demande expresse du Gouverneur PETITBON qui aurait voulu lancer la culture du cotonnier ; et aussi au Yémen, pour inventorier les variétés de dattiers existantes et susceptibles d'être ultérieurement importées en Somalie française. Je participai aussi à des réunions antiacridiennes de l'Est-africain, à Addis-Abeba.

En 1959, des raisons familiales m'amènèrent à rester à Paris auprès de M. GUILLOTEAU, à la Direction générale des services d'agronomie, Rue Oudinot, en relation avec le camarade TOURNEUR. Travaux d'administration et de gestion de personnel, bien peu passionnants. Aussi, au début de 1960, j'obtins mon détachement à la SCET, coopération pour une mission d'études au Brésil, en qualité d'agro-économiste. L'équipe comportait aussi un ancien camarade du Génie rural, BAZIN, et était animée par un ancien administrateur de la F.O.M., d'origine brésilienne, M. CAMINHA, et s'attelait à l'étude d'avant-projets de créations de centres de ravitaillement en gros (genre "Rungis"), à Récife, Bahia et Fortaleza.

Ce fut une période très exaltante et riche d'enseignements en ce qui me concerne (bien que les tournées sur le terrain n'aient pas été suffisamment nombreuses peut-être ...). Les documents fournis par l'équipe ont été très appréciés des amis brésiliens et j'ai appris depuis qu'à Récife, un énorme centre de ravitaillement en gros a vu le jour et fonctionnerait à peu près comme prévu. Cette mission dura de 1960 à 1962 et, en début de 1963, je restai seul à Récifé, en vue de préparer la venue d'une nouvelle mission d'étude, confiée à la SCET-COOP, mais dans un cadre différent, celui de la mise en valeur du Val du Jaguaribe, toujours dans le Nord-Est.

En 1963, je fus en mission à Port-au-Prince (Hati). L'année 1963 s'y est déroulée en qualité d'expert agro-économiste auprès de l'IDAI (Institut de Développement Agricole et Industriel).

J'ai effectué de nombreuses tournées aux quatre coins de cette merveilleuse lie d'Haïti, pour instruire des demandes de financements privés divers, des prêts à plus ou moins long terme, soit encore pour élaborer des projets de développement de certains secteurs, l'IDAI sollicitant alors des financements extérieurs.

La relance de la culture du cotonnier dans la zone agricole de Gonaires a été conduite dès le début de mon séjour, mais lors des visites privées que j'ai effectuées en Haïti en 1973 et en 1984, j'ai pu constater que cette relance fut de courte durée après mon départ, fin 1963.

A mon retour de Haïti, je restai presque un an à Paris, au siège de la SCET-COOF, effectuant de petites missions diverses, notamment en Tunisie (inventaire des travaux de remise en état d'un certain nombre de périmètres d'assainissement) et en France.

A l'issue de mes cinq années de détachement à la SCET-COOP, M. GUIILLOTEAU me demande de revenir en coopération directe et je partais en 1965 à Bamako.

Les deux premières années furent consacrées à la mise sur pied d'un secteur d'expérimentation multilocale, au sein de la Recherche agronomique, animée par notre camarade Georges ALEGRE. J'effectuai aussi de très nombreuses tournées dans tous les cercles du Mali pour dresser l'inventaire des variétés de mil et de sorghos, en relation avec l'IRAT. Ce travail donna lieu à un mémoire qui me permit de passer le principalat de mon grade d'ingénieur d'agronomie tropicale.

En 1968, je remplaçais ALEGRE à la Direction de la recherche agronomique, avec essentiellement, la tâche de coordonner les actions des divers instituts français de recherches installés au Mali (IRAT, IRCT et IFAC).

De 1968 à 1975, je fus en mesure de participer au développement de cette recherche agronomique et surtout à la formation de nombreux cadres maliens qui, petit à petit, remplacèrent les nombreux coopérants français affectés à la recherche.

En 1975, le premier directeur malien de la recherche prenait ma relève, tout en me demandant de rester à ses côtés (conseiller technique). Ce fut mon dernier poste jusqu'à Mars 1981, au sein de la Recherche.

Le Mali a bien voulu m'élever, en 1975, au grade de Chevalier de l'Ordre du Mérite National.

De 1981 à 1984, j'ai exercé les fonctions de Secrétaire technique du Directeur de l'Institut d'économie rurale (dont relève la Recherche agronomique) en remplacement de mon collègue, Pierre MUNIER, mis à la retraite. J'ai moi-même quitté Bamako le 12 Janvier 1984 pour prendre ma retraite le 1er Avril 1984.

Je dois dire que mon long séjour au Mali m'a donné de nombreuses satisfactions professionnelles, grâce à la collaboration avec les instituts de recherches français, très appréciés des dirigeants locaux (à juste titre) et aussi en raison des rapports amicaux noués avec une multitude de cadres, chercheurs maliens.



L'économie agricole du Mali, pays sahélien durement frappé par la sécheresse depuis 1973, n'a pas pu bénéficier pleinement des acquis nombreux mis par la recherche, notamment textile et fruitière, mais aussi rizicole, à la disposition de la vulgarisation. Mais les paysans reconnaissent en grande majorité la valeur de ces apports, remarquablement bien diffusés par la C.M.D.T. (Compagnie Malienne de Développement des Textiles) et par un certain nombre d'opérations de développement intégré où oeuvrent des coopérants techniques étrangers, en majorité français.

En conclusion, je suis assez satisfait de la carrière que j'ai été amené à conduire sous divers cieux tropicaux et notamment au Mali, bien conscient cependant que des résultats beaucoup plus importants auraient pu être obtenus si les modalités d'intervention avaient été plus souples, aussi bien à l'époque de la tutelle de l'administration française, qu'ensuite, lorsque la tutelle des jeunes états, nouvellement indépendants, lui a fait suite.

Pour terminer, je dirai que je suis heureux de la formation reçue à Maison Carrée et complétée à Nogent, et qui m'a permis d'être à l'aise dans les divers postes successifs de ma carrière outre-mer.

## COOPERATION TECHNIQUE

Félix BOUCHE (1946)

### Etapes principales d'activité professionnelle

1951-1959 (8 ans) : totalité de l'activité en Afrique tropicale

- INSTITUT DE RECHERCHE SUR LES HUILES ET OLEAGINEUX  
au DAHOMEY (aujourd'hui BENIN).

Participation aux activités de recherches agronomiques,  
palmier à huile et cocotier.

Prospections agronomiques et études socio-agro-économiques.

Orientation de l'employeur : recherches agronomiques  
fondamentales et appliquées.

Développement de la production des principaux oléagineux.

- SOCIETE COTONNIERE FRANCO-TCHADIENNE au TCHAD.

Activités d'encadrement de planteurs africains de coton,  
puis direction d'une station expérimentale pour multiplication de  
semences et amélioration des techniques culturales, principalement  
par introduction de la culture attelée.

Orientation de l'employeur : développement de la production  
cotonnière et, dans une moindre mesure, vivrière.

1959-1968 (8 ans 1/2) totalité de l'activité en Amérique Centrale  
(Costa-Rica)

- CAFETALERA TOURNON LIMITADA (Costa-Rica)

Activité principale : direction d'une société de production,  
transformation et commerce de café arabica.

Autres activités : constructions urbaines, placements  
financiers (USA).



- FRANCE (1980-1982)

Direction administrative et financière d'un bureau d'études.

- DIVERS PAYS (1982-1983)

Missions de consultation pour le développement rural; identification de projets et planification du développement.

- TOGO (1983-1984)

Planification du développement rural et formation d'homologues.

Orientation générale : au cours de cette période, j'ai été mis à la disposition de divers organismes de développement en Afrique tropicale ministères du Plan et/ou de l'agriculture, avec comme orientation générale, la coordination des activités de développement (projets) et la définition de stratégies de développement suivie de la planification proprement dite du développement.

### **Contribution à l'évolution du milieu agricole**

Il est difficile de scinder de façon rigoureuse cette contribution entre les différentes phases de mon activité, sans entrer dans des détails trop longs pour faire l'objet de cette courte note.

Ma période d'activité en AMERIQUE CENTRALE (1959-1968) n'a pas apporté de contribution sensible à l'ensemble du milieu agricole. En effet, cette activité se déroulant au sein d'une entreprise privée, mon orientation n'était pas l'évolution de l'ensemble du milieu rural. Toutefois, la mise au point de techniques relativement sophistiquées en matière de plantations de café peut avoir inspiré d'autres producteurs.

Pour mes autres périodes d'activité, je pense que ma contribution principale a été orientée vers l'ORGANISATION du développement agricole, par le biais du processus de planification. A un échelon plus "terre à terre", je pense avoir contribué à infléchir des projets de développement "mal partis", dans le sens d'une plus grande efficacité.

## Enseignements tirés des contacts divers (agriculteurs, cadres, ...)

Mes commentaires seront sévères à ce sujet.

D'une façon générale, et malgré les pieuses intentions manifestées dans la plupart des plans de développement rural des pays en voie de développement, le secteur rural a été et reste le grand sacrifié. Les efforts d'investissement consentis en sa faveur sont sans commune mesure avec ses besoins.

De plus, les méthodes employées pour tenter d'induire le développement rural ne correspondent pas toujours aux possibilités réelles du milieu rural : il en résulte, à l'évidence, un très faible impact des divers projets de développement sur les niveaux de production ou de revenus de la masse paysanne.

Les divers responsables des pays en voie de développement - à quelques exceptions près - sont le plus souvent coupés des réalités des producteurs agricoles.

Les agriculteurs, sur qui repose le poids principal du développement (par le fait du considérable prélèvement parafiscal dont ils sont l'objet pour les principales cultures d'exportation ou vivrières) paient, mais ne sont pas (ou sont mal) payés de leurs efforts, pourtant considérables.

Il convient toutefois de remarquer que les décideurs nationaux ne sont pas entièrement responsables de ce regrettable état de faits. Jusqu'à une période récente, les organismes de financement du développement rural s'intéressaient plus aux "grands" projets où la masse paysanne n'avait que peu d'intérêt, qu'aux projets plus modestes, plus accessibles à cette masse.

Depuis deux ou trois ans, la vérité oblige à dire qu'une certaine prise de conscience s'est faite et plusieurs pays orientent leur développement dans des voies plus conformes aux intérêts des producteurs agricoles : c'est ainsi qu'outre les actions directement orientées vers l'augmentation de la production, les projets actuellement mis en oeuvre incluent des volets "sociaux" tels que santé, éducation, amélioration des conditions générales de vie. On notera à ce sujet, qu'en 1982, la Banque Mondiale principal bailleur de fonds aux pays en voie de développement, avait recommandé de s'intéresser davantage aux "agricultures paysannes".

Au TOGO où je travaille actuellement, la presque totalité des projets de développement prend pour cible le milieu paysan, à l'exclusion presque totale de "grands projets", ce qui démontre que les remarques formulées ci-dessus souffrent d'heureuses exceptions.

## Résultats de mes activités professionnelles

### EN CE QUI ME CONCERNE

J'aurais mauvaise grâce à me plaindre des résultats personnels que j'ai pu acquérir au cours de ma vie professionnelle. Outre une rémunération d'excellent niveau, j'ai eu une vie professionnelle très variée géographiquement parlant et également pour la nature de mes activités. Au plan humain, les divers interlocuteurs que j'ai rencontrés (collègues de travail ou supérieurs hiérarchiques) m'ont certainement procuré un enrichissement professionnel.

### RESPONSABLES ET LEUR PAYS

D'une façon générale, il est très difficile d'apprécier quels ont pu être les résultats de l'action d'un "assistant technique". Sans faux orgueil, j'ai toujours eu l'impression d'être apprécié par les différents responsables pour lesquels j'ai eu l'occasion de travailler (à la notable exception près de l'Algérie).

### POUR LA FRANCE

Question difficile et réponse à peu près impossible à fournir. Je pense que n'ayant jamais travaillé dans un organisme officiel français, je ne puis prétendre avoir donné "*une certaine idée de la France*". Par ailleurs, mes employeurs n'ont pas toujours été français et, actuellement, la société dont je dépends est américano-belge. Je ne puis apporter plus de précision à la question posée.

### Commentaires

Pour terminer, je dirai que malgré les résultats positifs (en ce qui me concerne) de ma vie professionnelle, j'ai toujours ressenti une certaine frustration résultant des activités d'un assistant technique : celle de ne jamais savoir, "in fine" si l'on a VRAIMENT contribué de façon positive à faire évoluer tant soit peu le pays ou les pays où l'on a travaillé.

Cette remarque ne s'applique pas au secteur privé productif dans lequel l'évaluation des résultats personnels est beaucoup plus aisée.

## COOPERATION TECHNIQUE

Michel Tabet (1930)  
LIBAN

J'ai eu deux activités agricoles utiles au Liban. J'y ai travaillé dix-sept ans comme "vendeur/vulgarisateur/conseiller" auprès des cultivateurs clients de la section agricole de I.C.I. (SOPRA en France), à une époque où il y avait un grand développement de l'arboriculture fruitière en haute montagne (1 000-1 500 mètres), les prix étaient excellents avec l'ouverture des marchés des pays arabes du Golfe et la construction de nombreux frigos permettait l'étalement de la vente sur une période beaucoup plus longue.

J'ai donc beaucoup fait pour introduire et développer l'usage des engrais chimiques et des insecticides/fongicides, avec démonstration de taille, et., car nos cultivateurs, dans les villages de la montagne, produisaient d'excellents légumes d'été mais ne connaissaient rien aux arbres fruitiers qui étaient bien plus rentables, mais plus compliqués à conduire.

Par la suite, j'ai travaillé dans un poste administratif important dans la Compagnie Nationale d'Aviation, tout en maintenant mes relations amicales avec l'Association des Ingénieurs agricoles et avec le Ministère de l'Agriculture.

C'est ainsi qu'en 195, un ami m'a fait découvrir une brochure écrite par un ingénieur agricole français décrivant la sériciculture au Japon, avec ses trois récoltes de cocons par an et avec un rendement de 50 % supérieur à celui que nous avons connu lorsque la soie était la première industrie agricole du Liban.

En effet, avant 1914, les soyeux de Lyon avaient beaucoup investi au Liban, construisant plusieurs grandes filatures, distribuant les "graines" des vers en temps voulu et donnant des avances en espèces. La guerre 1914-18 a mis fin à tout cela. La famine a décimé une grande partie de la main d'oeuvre paysanne, les mûriers ont été négligés pendant cinq ans, et surtout les cours se sont effondrés avec la découverte de nombreuses fibres synthétiques concurrentes et moins chères.

J'ai vu dans ce petit livre une planche de salut pour nos paysans dans les villages éloignés où des mûriers existaient encore et où les feuilles étaient données au bétail.

J'ai réussi à convaincre le Ministère de l'agriculture qu'il fallait tenter l'expérience d'un élevage de vers japonais en plein été - donc en saison défavorable - et si les résultats étaient bons et le rendement en soie 50 % supérieur aux rendements du printemps obtenu avec les "graines" de France, alors l'introduction des méthodes et des variétés japonaises pouvait refaire vivre la sériciculture au Liban.

Avec l'aide de l'Ambassadeur du Japon, un éleveur japonais est venu avec des graines, par avion, et l'expérience a été concluante.

Par la suite, un "Bureau de la Soie" a été créé qui importait par avion les graines en temps voulu, qui s'occupait de l'éclosion et de la distribution rapide des petits vers aux éleveurs, de l'achat de la récolte de cocons, et qui a même acheté au Japon une petite filature automatique ultra-moderne. Les deux ou trois premières récoltes de soie dévidée ont été très bien vendues en Espagne et en France.

Avec cette guerre qui dure depuis dix ans, l'usine a été complètement saccagée et je doute que cette industrie puisse reprendre. Des années d'entêtement et d'effort de perdues ! C'est comme si on me tuait un enfant.

J'ai voulu vous donner tous ces détails pour vous montrer les liens solides et très anciens qui existent sur le plan agricole entre la France et le Liban où les ingénieurs de formation française sont très nombreux. Malheureusement, les événements des dernières années nous séparent les uns des autres physiquement et une réunion générale serait impossible à organiser.

Il faut espérer un avenir meilleur.



## MON EXPERIENCE DE 46 ANNEES D'ACTIVITE

Abraham HADAS (1925)

I SRAEL

1 - Après quatre années de séjour en Algérie - études à l'I.A.A. et divers stages - j'arrive fin 1929 en Isral (alors Palestine). Là, j'ai pu accéder au poste d'agronome à la PJCA (Société de colonisation juive - fondation Edmond de ROTHSCHILD).

Les premières années, j'étais occupé dans les Centres agricoles fondés par cette société, à savoir : instruction, direction des travaux, expérimentation agricole, introduction de nouvelles cultures et variétés, ainsi que des améliorations foncières, plantations, fixation des dunes maritimes, reboisement, etc. Bientôt je suis passé à la planification agroéconomique des nouveaux centres et la réalisation de ces projets.

Dans ce but, il m'a fallu apprendre à connaître les conditions écologiques des lieux : sol, eau, micro-climat régional, y adapter les cultures et/ou l'élevage du cheptel vif; sur cette base, fixer la forme sociale à appliquer dans le lieu projeté : village libre, centre individuel de coopération de rigueur ("mochav"), ou bien le "kibboutz".

Une tâche assez difficile a été le choix de candidats convenant à la forme sociale projetée.

Il a fallu changer en agriculteurs des marchands, artisans, avocats, médecins, et d'autres professions. Leur enthousiasme, leur persévérance et leur bonne volonté, supportés par notre encouragement, ont mené à cette transformation couronnée de succès.

L'exécution des plans comportait leur coût. Tout naturellement, la tâche de le fixer m'incombait. A l'approche de chaque année financière, je préparais le budget de développement agricole pour les nouveaux centres, aussi bien que pour les anciens qui, à la suite du progrès agricole, devaient changer leurs structures agroéconomiques ou additionner des nouvelles branches d'exploitation. En fait, le budget constitue le programme d'opération à exécuter durant l'année.

Mon travail dans le domaine de la colonisation a été pour moi une épreuve multiple mais ardue.

2 - Avec l'établissement de l'Etat d'Israël, la PJCA s'est retirée de toute activité colonisatrice. Celle-ci incombait dorénavant à l'agence juive, qui est constituée par les représentants de l'organisation sioniste et ceux des communautés et organismes juifs à travers le monde. Après la constitution de l'état, elle a mené une activité énorme de colonisation pour absorber des centaines de milliers d'émigrés. Une partie de cette vague a été absorbée dans des centaines de centres agricoles nouveaux.

**J'ai** été invité à travailler dans l'Office d'inspection de l'Agence juive et le portefeuille du département de la Colonisation agricole m'a été confié.

Durant mon travail, pendant cinq ans, dans cet Office, j'ai visité quelques centaines de centres et ouvrages s'y rattachant afin d'étudier les conditions de leur amélioration.

3 - Ce travail, bien que très intéressant, se réduisait à un poste de conseiller. C'est pourquoi lorsque le poste de Directeur général de l'Institut israélien du vin m'a été proposé, je l'ai accepté.

Son but est d'améliorer la qualité des vins israéliens et pourvoir au développement de leurs exportations.

A cette fin, nous avons érigé un laboratoire d'oenologie muni des appareils modernes, dans lequel tout vin destiné à l'exportation a été analysé pour recevoir le permis d'exportation. Nous y avons analysé également les vins produits dans notre petite cave expérimentale des cépages locaux. Nous avons formé également un groupe de Tastevin.

Sur la base de nos essais, les vigneron ont été encouragés pour introduire de l'étranger des cépages de choix. Nous avons également pu conseiller aux caves les meilleurs coupages. La consommation des vins en Israël est très réduite; nous avons déployé, en coopération avec les caves, une propagande pour une consommation plus élevée parmi la population du pays et les touristes.

Ma première tâche à l'Institut fut d'organiser la LXIIIème session annuelle de l'Assemblée générale de l'Office international de la vigne et du vin (O.I.V.).

La session annuelle comporte une série de conférences par des autorités scientifiques en matière de la vigne et du vin, débats sur ces sujets et prise de décisions; puis après, des tours dans les régions viticoles et touristiques du pays hôte. J'ai participé, comme chef de la délégation d'Israël, à cinq sessions annuelles de l'O.I.V.

J'ai rédigé pour l'Encyclopédie Agricole d'Israël, un *article sur les "Bases oenologiques de la vinification et la production du vin en Israël"*, à présent et aux temps de la Bible et du Talmud..

En 1971, après quarante et une années d'activité, je suis passé à la retraite, à l'âge de 67 ans.

A présent, lorsque je tourne mon regard vers mon passé, j'éprouve le sentiment profond de joie et de satisfaction, ayant contribué au bien-être des autres. Mes tâches ont été attrayantes et ardues. Mon activité très intéressante et ramifiée, et je suis content d'avoir joué un rôle modeste dans le développement de mon "nouveau-ancien" pays.

Evidemment, une telle activité m'a mis au contact avec un bon nombre de personnes : hommes de sciences en Israël et à l'étranger, hommes d'Etat (le Président actuel du Conseil des Ministres a été membre de l'un de "mes" centres), organismes et organisations agricoles et économiques, stations de recherches et expérimentation agricoles, membres des gouvernements, etc.

Le

Je voudrais exprimer ma profonde gratitude à la France qui n'a si gracieusement offert mon séjour et mes études à l'Institut Agricole d'Algérie.

Ma carrière a commencé à Maison Carrée, marquant son point de départ; un "fil pourpre" (traduction de l'hébreu) la lie avec cette bonne Ecole. En effet, il faut savoir que les conditions écologiques en Algérie sont semblables et parfois identiques à celles d'Israël. Ayant appris à connaître l'Algérie agricole, j'ai pu faire mon départ en Israël, sans étude préalable sur place. J'apprécie chaleureusement la contribution de mes études à l'I.A.A. et de mon expérience agronomique en Algérie à ma carrière.

## QUEL AVENIR POUR LA COOPERATION TECHNIQUE ?

Jean LABLEE (1946)

La plupart des élèves qui ont bénéficié de l'enseignement supérieur agronomique français de Maison Carrée, en Algérie, étaient emprunts de l'idée, pour ne pas dire de l'idéal, de mettre en valeur un pays, un pays méditerranéen en général, l'Algérie en particulier, n'ayant pas encore atteint un niveau de développement conforme à ses possibilités.

Sur l'objectif, l'accord était facile à réaliser.

Par contre, les moyens nécessaires ont présenté une certaine diversité, dont celui de la coopération technique.

Même en résidence dans l'Hexagone, de nombreux anciens de Maison Carrée ont continué à s'intéresser aux pays dits "en voie de développement". Ils ne furent pas les seuls.

En effet, il est aussi important, et sans doute plus raisonnable d'apprendre à des êtres humains à travailler pour se nourrir qu'à leur donner seulement une assistance médicale, leur permettant de vivre plus nombreux. Car, s'il y a davantage de gens à qui on ne permet pas d'apprendre et d'aimer les divers métiers auxquels ils pourraient prétendre, selon leur potentiel de compétence, qu'en fera-t-on ?

L'objectif de la coopération technique des années 60 a-t-il été atteint ? Admettons qu'actuellement les résultats ne sont pas évidents mais, sans aller plus loin dans cette analyse, pourquoi ?

La coopération technique est devenue un domaine d'activité où la motivation originelle, permettant à un pays de se développer et de subvenir à ses besoins, a été parfois perdue de vue. Il y a des secteurs qui ont réellement besoin d'initiative privée de la part d'hommes vivant sur place. Il ne serait toutefois pas objectif d'exclure les mérites professionnels européens, entre autres, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'administration, ou encore les hommes politiques car leur complémentarité n'est pas discutable. Il y a aussi nos retraités qui trouvent ainsi des occasions de voyager et de continuer à s'occuper bénévolement, frais payés.

Finalement, quels résultats ?

Si, entre pays "développés" et pays "à développer", l'écart augmente il est à craindre que même les missions de coopération technique ne se fassent plus. Les usines "clés en mains", les missions d'experts seront de plus en plus contestées par les intéressés qui n'y trouvent pas leur compte, et par les grands organismes financiers internationaux.

Y aura-t-il alors une prise de conscience de ceux qui ne seront plus assistés ? Quelle sera l'issue ?

En ce qui concerne l'Ecole Nationale d'Industrie laitière de Mamirolle, ayant entrepris depuis 1963, après avoir passé personnellement dix ans au Sahara dans les cultures irriguées, de mettre au point une technologie fromagère applicable à une matière première courante sur le marché international, la poudre de lait, nous proposons actuellement un procédé très simple et très fiable, avec l'aval de la Fédération internationale de Laiterie. Cette Fédération n'est pas spécialement axée sur ces problèmes mais ne les néglige pas.

Les céréales et les cultures vivrières sont certes essentielles pour les populations qui sont déshéritées, mais le fromage adapté au goflt local n'est peut-tre pas superflu, comme le domiati en Egypte.

A noter que l'aide alimentaire sous forme de lait en poudre pose le problème de l'assimilation du lactose du lait car, pour beaucoup de populations non habituées à cet aliment, il y a intolérance par suite de la non-transformation enzymatique du lactose dans l'intestin, en glucose et galactose. Or la transformation du lait reconstitué ou recombéné en fromage évite cet inconvénient, car la teneur des fromages en lactose est très faible, voire nulle et elle présente, d'autre part, de sérieux avantages pour la conservation du produit dans de bonnes conditions d'hygiène.

Nous continuons donc car nous savons, pour avoir vécu sur place autrefois, suffisamment longtemps, que ce que nous proposons est utile. C'est simple et fiable. Le suivi technique est plus facile à établir. Donc les risques pour les utilisateurs autochtones qui auront reçu une formation, de s'écarter des règles techniques à respecter, sont plus réduits.

Car c'est bien là le problème. Toute évolution ne peut être que progressive.

La coopération technique a manqué d'hommes de terrain connaissant bien le pays pour y avoir vécu.

o

o o

## UNE CARRIERE EXEMPLAIRE

### François GILOT (1902-1968)

Chacun s'accorde à penser que l'oeuvre accomplie par le protectorat français au Maroc a été considérable et que les multiples actions qui ont conduit à l'édification du Maroc moderne ont été nécessairement menées, dans une ambiance exaltante, par de véritables pionniers, tant du secteur privé que public.

L'effort a été particulièrement spectaculaire dans le domaine de la production agricole, qui demeure aujourd'hui encore la ressource nationale essentielle et François GILOT restera précisément l'un de ces hommes dont le rôle aura été décisif pour promouvoir, dans ce pays, une agriculture puissante et organisée.

mi

Né le 29 Octobre 1902 à Grenoble, il est reçu en 1920 au concours de l'Institut National Agronomique et opte pour l'Institut Agricole d'Algérie afin de suivre une formation plus spécifiquement nord-africaine.

Après un bref séjour professionnel en Algérie, il débute sa carrière administrative au Maroc, en 1928, comme Inspecteur adjoint de l'agriculture.

En 1933, il est chef de la section technique au Cabinet du Directeur général de l'agriculture et du commerce de l'époque, M. LEFEVRE, qui sera par la suite Directeur de l'Institut National Agronomique, à Paris.

A partir de cette date, et sans qu'ait pu être répertorié dans cette période d'avant-guerre le détail de son action, son ascension dans l'administration du protectorat va être rapide.

Successivement Chef de la Répression des fraudes du bureau des vins et alcools, de l'horticulture, il devient Chef du Service de l'agriculture en 1940.

Après l'interruption de la guerre, qu'il effectue comme capitaine et durant laquelle il est blessé en Italie, il reprend ses fonctions et en 1945 devient Sous-Directeur des administrations centrales du protectorat, chef des Services de l'agriculture et de l'élevage. En 1948 enfin, il est nommé Directeur-adjoint et Chef de la division de la production agricole, fonction qu'il exercera jusqu'en 1955, date de sa cessation d'activité dans la fonction publique.

Durant cette période, un ensemble très lourd d'attributions lui est dévolu : gestion d'un budget de cinq milliards, économie agricole, services de l'agriculture et de l'enseignement agricole, service de la défense des végétaux, services de l'horticulture, service de la recherche agronomique, service de l'élevage et des haras, service de la répression des fraudes ... personnel de 1.000 agents dont 200 fonctionnaires des cadres supérieurs et ce, dans un pays dont la population rurale dépasse sept millions d'habitants.

Il va consolider et rendre fonctionnelle l'organisation administrative, encore en place à ce jour, de huit circonspections regroupant notamment les services agricoles régionaux, équivalents de nos Directions départementales de l'agriculture. Dans le même temps, il assure la mise en place d'une infrastructure conséquente en matière d'enseignement agricole, de recherche et d'expérimentation création de l'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès, de trois écoles régionales, de sept stations expérimentales. Il préside en outre, en tant qu'administrateur de l'office d'irrigation, à la mise en valeur d'un très important périmètre du Maroc central : 200.000 ha de terres incultes ou peu fertiles, qui vont être défrichées, remembrées, irriguées et redistribuées aux paysans. Les cultures d'agrumes, de betteraves à sucre, de coton, de cette zone - modèle d'une agriculture moderne et performante - portent encore aujourd'hui témoignage de la fixation de développement et de l'élévation du niveau de vie d'une population originellement très défavorisée.

En 1954 et 1955, il est enfin l'artisan direct du lancement de la lutte contre les acridiens, ces fameux "*insectes qui disputent leur nourriture à l'homme*", responsables de ravages considérables dans les cultures de toute la moitié nord de l'Afrique. Le Centre qu'il crée dans le sud-Marocain, avec des moyens extrêmement puissants, acquiert rapidement la notoriété internationale et contribuera largement à l'éradication quasi-définitive de ce fléau.

L'essentiel de l'OEUVRE de ce SERVITEUR DE L'ETAT est ainsi accomplie et sa trace demeure

Il est mis fin aux fonctions de François CILLOT, ainsi qu'à celles de la plupart des Directeurs du protectorat, le même jour, 15 Juillet 1955, par le Résident général GRANDVAL, dans les circonstances désormais historiques, précédant l'indépendance.



n° 21

Le cinquantenaire de L'Ecole célébré en 1970  
au Lycée Agricole de Saint-Germain-en-Laye



° 22

Marcel BARBUT retrace L'histoire de l'Ecole.





n° 23

Pierre ALDEBERT rappelle les travaux de la Chaire de viticulture dont il fut le responsable.



n° 24

P. JORRES-d'ARCES, professeur de zootechnie.

UNE PROMOTION TEMOIGNE

*Elme.ri..t6 ir1an, et otdonnU pai. Les Anciens de. La P'wrnotLon  
1932-1934*

ANCEV, **BEAU**, BOLLSBACHER, CHARLES, GUERIN, LECHER8OWN1ER,  
LEFEBVRE *cia* FAV, LEJEAILLE, MEULIEN, NA.STORG, REUTT.

*Le. 12 Mai 1985, à La Gira.rzde-Motte.*

11

Notre promotion se trouve à mi-parcours du fonctionnement de l'Institut Agricole d'Algérie / Ecole Nationale Supérieure Agronomique 'Alger.

926 diplômes délivrés avant 1933 et 1940 après.

Nous étions cinquante-cinq le 3 Octobre 1932, dans le grand amphi, pour entendre le discours introductif, long et ennuyeux, de Ludovic THOMAS, directeur de l'établissement.

Quelques semaines plus tard, notre effectif se trouvait déjà allégé par quelques rectifications de choix.

Nous avons fini nos deux ans à quarante.

C'est l'histoire de ces quarante que nous voudrions établir, ou du moins esquisser.

cc

Aujourd'hui, nous n'avons que dix-neuf adresses certaines. Douze de nos camarades, au moins, nous ont quittés définitivement; les autres sont introuvables et nous connaissons mal leur itinéraire.

Ceux qui se sont retrouvés, pour le cinquantième anniversaire de notre entrée à Maison Carrée, ont amorcé une réflexion sur leur passé. Après une approche intuitive du profil de leur groupe, ils ont résolu de tenter une étude plus méthodique.

Notre premier étonnement est de la découverte du découpage imposé à nos vies par les événements.

Le second, au constat de leurs convergences.

A l'arrivée, nous nous sentions très différents les uns des autres; riches de potentialités personnelles.

Un demi-siècle plus tard, nous observons les similitudes de parcours déterminées par la crise agricole, la guerre mondiale en deux manches, la guerre d'Algérie et notre regroupement sur cet Hexagone où initialement, nous ne pensions pas, sauf exceptions, nous établir.

#### AVANT 1932 -

Enfance, adolescence, ce sont certainement les époques où nos vies se ressemblaient le moins.

Essayons cependant, pour schématiser, de constituer des groupes relativement homogènes

Le premier serait celui des fils de colons : ANCEY, BORDIER, BOUSBACHER, CHARLES, JONAS, MANLAY, SARRAZIN, TORRES, pour l'Algérois; LICHTENSTEIN, de MESNARD, NASTORG, de l'Oranie. Agés de 17 à 20 ans, ils ont connu le même environnement naturel, économique et social; le même type de vie, fréquenté les mêmes établissements secondaires : E.P.S. de Boufarik, Lycée d'Alger, Lycée d'Oran.

Pour eux, l'agriculture est une réalité concrète. Ils l'ont plus ou moins pratiquée et ils parlent l'arabe. En ce temps de motorisation limitée, il fallait distribuer "la ration" aux mulets bien avant l'aube et ne pas perdre une heure de jour, cette tâche étant réservée au patron. Ils ont supporté de longues journées chaudes, coupées de la sieste nécessaire. Les distractions étaient rares : bal du village, réunions de famille, ... L'entrée l'I.A.A. ne leur ouvre pas la porte des raves et de l'aventure. Ils y viennent pour mieux gérer l'héritage laissé par les deux ou trois générations précédentes ou pour trouver, dans l'agriculture mais hors de l'exploitation familiale, une situation indépendante.

Ils constituent un groupe soudé, jaugeant d'un oeil goguenard les métropolitains attirés par l'Exposition Coloniale ou la propagande de la Ligue maritime et coloniale.

Et pourtant, même entre eux, que de différences. Clivage entre Algérois et Oranais, assez superficiel celui-là. Un autre, entre ceux dont l'avenir est assuré par l'importance du patrimoine, et les autres ... Mais là encore, que de cas

particuliers l'existence de cohéritiers hypothèque les perspectives d'héritage ... Le caractère d'un père peut faire obstacle à la cohabitation; et quand il n'y a plus de père ... (1)

Voici le pour le premier groupe. Sur quel critère baser le second ? En réunissant ceux ayant pour caractéristique commune de mal connaître l'Algérie et fort peu l'agriculture.

Groupe hétéroclite réunissant tous les autres.

Ils sont originaires de : Paris, Monaco, Nièvre, Loire, Côte d'Or, Seine & Marne, Nord, Moselle, Indochine, Russie, Egypte, Hongrie, Pologne, Belgique.

Leurs âges : de 17 à 22 ans; leur formation assurée dans des établissements très différents : trois viennent d'écoles d'agriculture; cinq sont bacheliers (2); DIRY a fait une année de préparation à l'Agro et son service militaire au Maroc; LAGAE est docteur en Droit.

Ils viennent de tous les horizons socio-professionnels. Y compris l'agriculture pour trois d'entre eux, mais dans des conditions peu comparables : père métayer dans l'Allier ou pépiniériste dans les Hautes-Alpes, ou encore directeur d'une école d'agriculture. Mais il y a aussi le commerce, l'industrie, l'armée, la fonction publique.

Ils sont ms par des motivations allant de la vocation agricole affirmée dès l'âge de cinq ans chez LEFEBVRE, ou la volonté d'entrer à l'I.A.A. et pas ailleurs chez FORISSIER, au "*Après tout, pourquoi pas l'I.A.A. !*" de quelques-uns.

Un seul facteur de cohésion, pour une dizaine d'entre eux, l'année passée dans une boîte à bachot de Parthenay pour préparer le concours de Maison Carrée.

En nous reportant au tableau en annexe, nous pouvons admettre l'existence de dix-sept vocations influencées par l'ascendance agricole. Il convient de leur ajouter celles, mflrement établies, de LAGAE, COHEN et RABINOVICH.

- (1) Notre promotion comptait un grand nombre d'orphelins CHARLES, DIRY, GUERIN, HAU, de MESNARD, REUTT, VALETTE, sept au moins. GUERIN était pupille de l'Assistance publique qui l'orienta vers l'I.A.A. en raison de ses brillants résultats scolaires. CHARLES, DIRY, HAU, ont eu leur père tué à la guerre.
- (2) Le diplôme de l'I.A.A. donnant l'équivalence du bac, pour la Faculté des sciences, quelques-uns ont préféré se consacrer tout de suite à la préparation du concours d'entrée. Par contre, les titulaires du bac étant admis sur titres, cette facilité a pu déterminer des candidatures inattendues.

En écartant le cas des trois élèves qui n'ont fait que passer deux ans à l'I.A.A., il reste dix-sept vocations ou présumées telles, de sources diverses.

## LES DEBUTS PROFESSIONNELS

1934-1935

A la sortie de l'I.A.A., les débouchés sont inexistants.

L'agriculture est en crise. Le prix du blé s'est effondré en Algérie, passant de 161 à 96 francs le quintal en 1932. Le vin ne se vend pas. On citait des caves ayant dû vider leurs cuves dans les fossés pour recevoir la nouvelle vendange

Nous n'avions aucune chance de trouver un emploi rétribué chez les agriculteurs, ni ailleurs.

Fort heureusement, quatorze sur vingt-deux des nôtres étaient immédiatement incorporables. Quelques autres, cinq sur vingt-deux, ont trouvé refuge sur l'exploitation familiale. DIRY qui avait déjà fait son service militaire, trouva après un stage à l'I.A.A., un emploi d'oenologue, o ? ... à Compiègne REUTT devint contrôleur laitier à Lille. CHARLES opta pour le sursis en s'inscrivant à la Faculté des Sciences.

1935-1936

La situation n'est pas meilleure.

Ils sont quatre à rester dans l'Armée, par goût et par nécessité.

BOUSBACHER, conquis par le métier des armes, choisit la voie héroïque : sous-lieutenant de réserve, il rengagea en qualité de sous-officier (1).

GUERIN, après un essai dans l'arboriculture, conseillé par ses tuteurs, entra à l'Ecole de Gendarmerie, abandonnant lui aussi son galon de sous-lieutenant.

JUMEL et MEULIEN, ce dernier marié en 1934, obtinrent leur maintien en activité, sans perte de grade.

ANCEY, après un an de Faculté, créa à Tunis, un "Comtoir vinicole" (vinifications, traitements des vins).

(1) BOUSBACHER, d'une famille alsacienne de 1870, parvenue en cinquante ans à faire d'un marais de Boufarik un domaine entièrement irrigué de 120 hectares, dont 50 d'agrumes, 50 de vigne et 20 de fourrages et de céréales.

LECHERBONNIER trouva du travail au Service topographique du Génie à Lille.

CHARLES, puis BEAU et LEJEAILLE stagiaires de laboratoires à l'I.A.A.

MARQUET : création d'une entreprise d'import-export, à Marseille.

FORISSIER, contremaître à l'Ecole industrielle de Dellys.

NASTORG et REUTT : au service militaire (porté à deux ans à partir de la classe 35).

### Les années 1936, 1937, 1938

Malgré tous les efforts des intéressés et du service de placement de l'Amicale, tenu avec dévouement par notre professeur et ancien Roger PASQUIER (1919), les emplois restent introuvables. Nous vivons d'expédients ou de travaux saisonniers tels que vinifications, en Août-Septembre; contrôleur de réception de betteraves en sucrerie, Octobre à Décembre, en métropole; prospecteurs de la lutte antiacridienne, conduite par PASQUIER dans les territoires du Sud, etc ... HAU est seul à trouver un travail à son goût et qu'il croit stable, à la Palmeraie expérimentale d'Ain-Ben Noui.

Avec la loi portant création de l'O.N.I.C. (Office National Interprofessionnel des Céréales), les S.I.P. (sociétés indigènes de prévoyance) recrutent en Algérie des agents techniques. Ces emplois conviennent parfaitement aux anciens élèves de l'I.A.A.

Ainsi, se trouve amorcée la création d'un service de vulgarisation et d'aide à l'agriculture traditionnelle qui deviendra le Service du Paysannat.

BEAU, DEVILLAIRE, FORISSIER, HAU, LECHERBONNIER, LICHTENSTEIN, TORRES et BORDIER, sont engagés. Poste stable et avenir prometteur : ils ne tarderont pas à se marier.

Le service des irrigations commence aussi à recruter des auxiliaires (conseillers agricoles ou chimistes, payés à la journée). En bénéficient DIRY, affecté à Orléansville, LEJEAILLE à Relizane et REUTT. Ce dernier accourut de Paris où il sollicitait une place de laveur de vitres; il est détaché au laboratoire du Pr ROSEAU.

En 1936, JONAS, le benjamin, part au service militaire pour deux ans.

La création de quelques postes administratifs ne pouvait pas résoudre le problème de l'emploi des ingénieurs agricoles. Elle donnait la possibilité de mesurer l'ampleur des besoins.

En 1938, le Gouvernement général de l'Algérie ayant ouvert un concours pour trois postes de "conseiller agricole d'arrondissement", plus de quarante candidats de toutes écoles (agros, agris, agrias) se sont présentés.

En 1939, un concours semblable, ouvert pour cinq postes, connut une affluence encore plus grande. Quatre de ces postes furent enlevés par des agrias : ROUGIEUX (A. 29), BEAU, DIRY, REUTT (32).

## LA GUERRE -

### Septembre 1939 : mobilisation générale

La promotion entière, en tout cas le groupe des vingt-deux, est au départ. Nombreux dans la cavalerie et officiers.

BOUSBACHER vient tout juste de reconquérir son galon de sous-lieutenant; il est officier de carrière.

### 1940 : "Les soixante jours qui ébranlèrent l'Occident" (*BENOIST-MECHIN, Albin Michel*)

MARQUET, tué le 4 Juin. HAU perd son deuxième oncle. de MESNARD, blessé, prisonnier, évadé. JUMEL, fait prisonnier dans son fort vaincu de la ligne Maginot.

### 1940 - L'armistice

L'éventail des professions reste sensiblement le même et leur distribution ne change guère.

Sous l'uniforme, ils ne sont plus que deux GUERIN, dans la Gendarmerie, et JUMEL, prisonnier. Touchés par la réduction des effectifs : BOUSBACHER, renvoyé à l'exploitation paternelle, et MEULIEN qui préparera son admission à Nogent, Institut d'agronomie coloniale.

Nous avons donc : deux militaires, GUERIN, JUMEL; un étudiant, MEULIEN; un oenologue, ANCEY; six agriculteurs, JONAS chez lui à Chaba, BOUSBACHER à Boufarik; LEFEBVRE du FAY, gérant de la ferme achetée à l'Arba essentiellement pour lui mais dont il n'est pas seul propriétaire; de MESNARD, directeur adjoint chez son oncle à Picard; REYNAUD à Gap; NASTORG dans l'affaire familiale à Mostaganem.

Neuf agents techniques : BEAU, CHARLES, DEVILLAIRE, FORISSIER, HAU, LECHERBONNIER, LICHTENSTEIN, BORDIER et TORRES.

Deux au service des irrigations : DIRY, conseiller agricole à Orléansville, et LEJEAILLE, chef des travaux agrologiques à Relizane.

Deux conseillers agricoles REUTT, à Sidi Bel Abbés, et SARRAZIN, à la Protection des Végétaux à Alger.

L'avenir est incertain. Il faut se remettre au travail et améliorer sa situation.

De nouveaux foyers sont fondés.

Quelques changements dans les années 1941-42  
BEAU, conseiller agricole à la Direction des Services agricoles d'Oran; BOUSBACHER prend la direction d'un domaine de 600 hectares de vigne au Maroc; CHARLES, agent technique de la SIP de Guergour, puis conseiller agricole dans les Territoires du Sud puis à Alger; DIRY, conseiller agricole de Miliana puis à la Direction des services agricoles d'Alger; GUERIN, de l'école de cavalerie de Tarbes, à la direction de la gendarmerie d'Alger.

#### LA GUERRE - DEUXIEME MANCHE -

##### Novembre 1942 : le débarquement anglo-américain en Algérie

Cette fois, la mobilisation n'est pas générale. Le rappel sous les drapeaux s'échelonne, en fonction de la spécialité, de l'âge, du grade des rappelés comme de leurs fonctions civiles (les appels différés et affectations spéciales resteront rares) , selon également les possibilités d'équipement des unités.

##### Rappelés

- Avant le débarquement : 1942, HAU, 3ème R.C.A., réseau R.E.A. clandestin de préparation du débarquement anglo-américain.
- Après le débarquement BOUSBACHER, 1er R.C.A.; FORISSIER, 3ème R.C.A., campagne de Tunisie; JONAS, 63ème R.A.A. puis 2ème D.B., LEFEBVRE du FAY, Intendance Alger.

##### Engagés volontaires

de MESNARD, 2ème puis 8ème Spahis , Algérie, Sahara, Tunisie, Maroc, 1ère Armée française en Allemagne; LECHERBONNIER, intendance, Front est saharien.

##### Rappelés en 1943

REUTT, 6ème R.T.A. puis D.G.E.R. Beyrouth, Jérusalem; CHARLES, intendance Alger : déshydratation des légumes pour la troupe; SARRAZIN et BEAU, 2ème et 8ème Spahis Algérie, Tunisie, Sud; LEJEAILLE, 19ème Génie, puis 22ème Bataillon génie matériel, blessé le 26 Décembre 1944; DEVILLAIRE.



Rappelés en 1944

LICHTENSTEIN, 28ème Train; BOUSBACHER; JONAS; NASTORG; HAU, ont participé au débarquement en France (Saint Tropez, Saint-Raphaël) et aux campagnes : Alsace, Allemagne, Autriche.

HAU fut très grièvement blessé à Mulhouse.

## 1945 - LA VICTOIRE ET LA PAIX

Un sentiment dominant : le soulagement.

Enfin, nous avons non plus l'espoir mais la certitude d'avoir gagné le droit à une vie paisible, permettant de se consacrer à sa famille et à sa profession. C'est un épanouissement.

Voyons comment se distribuent les rôles de ce dernier acte.

### Les agriculteurs.

Ils sont, les propriétaires surtout, un modèle de stabilité et de continuité.

Robert JONAS à Chaïba (Alger), exploitation de quatorze hectares, créée en 1867 par son grand-père, originaire du Jura. Agrandie de quatorze hectares par mariage et ensuite par achat de trente hectares à Tenàs. Notre camarade exploite donc cinquante-huit hectares, avec son père âgé de 57 ans. La vigne est à reconstituer sur vingt-deux hectares.

Henry LEFEBVRE il est maintenant le gérant de la propriété "Henry, Edmond LEFEBVRE et Héritiers", Haouch Cheurfa (la vieille ferme) acquise à l'Arba (Alger) en 1938, pour satisfaire la vocation de notre camarade. Quarante sept hectares dont vingt hectares de vieille vigne, un hectare et demi d'orangers, quatre hectares de mandariniers, un hectare et demi de pruniers; trois puits non équipés. Beaucoup de travail en perspective, en vue d'atteindre la rentabilité par le remplacement vigne/orangers. En 1961, vingt sept hectares d'agrumes.

Guy de MESNARD, à Picard, dans le Dahra (Oran). Il est directeur du domaine de son oncle : trois cent cinq hectares de vigne dont cent quatre vingt quinze en VDQS, dix-huit hectares d'agrumes, cinq hectares de primeurs, deux cents hectares de crales. En 1952, il deviendra gérant de la "Société civile de MESNARD, héritiers".

Jean NASTORG, devient à Mostaganem, le fondé de pouvoir de la société "Henri NASTORG et Fils" (notre camarade a un frère plus jeune, né du remariage de son père). Le grand-père de Jean

est venu du Lot en 1880 et a obtenu une concession de trente hectares à Mazagran. La superficie initiale a progressivement été portée à deux cents hectares, partagée entre le père de Jean et et son oncle, exploitée en association jusqu'en 1945. En 1933, elle était déjà équipée d'une cave moderne de 125.000 hectolitres, support d'un important négoce devins. Achats de raisin : 100 à 120.000 quintaux; exportation de vins : 200.000 hectolitres. Réseau de quarante représentants en France. En outre, participation active à la gestion de deux sociétés dont la S.A.B.T., mille hectares de vigne.

Pierre ANCEY : abandonnant l'oenologie pour revenir à l'agriculture militante, il prend la direction de" propriétés Dumelac, aux Issers et à Bordj Menaïel (Alger); il la conserva jusqu'en 1954. Après un passage au *Paysannat*, en qualité de chef du secteur d'amélioration rurale de la Soummam (Alger), il sera de nouveau directeur d'un domaine (vigne, maraichage, céréales) à Bérard (Alger). Le vingt-cinquième anniversaire de la Promotion sera célébré chez lui.

Herbert BOUSBACHER, redevenu militaire de carrière, va rompre avec l'Armée en 1946. Capitaine instructeur à l'école de cavalerie de Hussein Dey, il demanda sa mise en disponibilité et revint à l'agriculture, tout d'abord pour diriger le domaine Klene à Bouzika. Ensuite, en 1949, il entre à la Cie Marocaine puissante société à capitaux extra-marocains, où il deviendra rapidement le chef des services agricoles (branche commerciale de fournitures y compris machines agricoles et régie directe des propriétés de la compagnie). A ce titre, il aura notamment sous sa responsabilité le fameux domaine de Sidi Larbi, 14.200 hectares dont 800 de vigne. Promotion rapide, exceptionnelle réussite.

REYNAUD : de retour à ses pépinières à Gap (Hautes-Alpes).

## Les militaires.

Très mobiles, mme en temps de paix. Qu'on en juge

Joseph GUERIN 1945, Oran, Escadron de chars; 1947, Arras Escadron de chars; de 1949 à 1957, Gendarmerie de Reims, mais avec déplacements pour maintien de l'ordre à Kairouan en 1952, à Sousse en 1955, à Ouenza en 1957 . Enfin, à la Garde républicaine de Paris au commandement militaire de Matignon et de l'Ely'ée, de 1958 à 62. Gendarmerie de Lorraine, de 1962 à 69. Lieutenant-colonel en retraite, retour momentané à l'agriculture comme chef du personnel d'une laiterie; puis conservateur du Fort de Douaumont.

André HAU : repris par la tradition familiale, renonce à l'agriculture. Très grièvement blessé à Mulhouse, reprend son service après onze mois d'hôpital. Grâce à la pratique de l'équitation, parvient à une incroyable récupération de ses capacités physiques.

Capitaine à Tübingen, en 1946; 1948-9 à Paris à la section technique des armées; de 1949 à 1951 au 11ème Chasseurs à Berlin; de 1954 à 57 au 4ème Spahis tunisiens en Algérie et Tunisie; de 1957 à 1960, au Cadre Noir à Saumur; 1960-61, 3ème Hussards à Saint-Arnaud ; 1962-65, 3ème Hussards à Pforzheim; 1965-68, Cadre Noir; 1968-70, Athènes, instructeur de la Garde royale. Lieutenant-colonel en retraite, mais en tant que "conseiller technique de la Jeunesse et des sports" et juge national et international de concours hippiques toujours en activité.

André FORISSIER : rappelé peu après le débarquement anglo-américain, trouve sa voie au Groupement blindé français en Tunisie où sa compétence en mécanique et entretien des blindés est particulièrement appréciée. La création de "l'arme du matériel" par le Général DARIO, lui assurera une brillante carrière. Intégré dans l'armée d'active avec le grade de capitaine, il fait la campagne d'Indochine et revient à Saumur en qualité de chef des services techniques. Il terminera son parcours comme directeur du magasin central des rechanges, è. Guéret, en 1973. Colonel en 1975.

## Les fonctionnaires.

Ils relèvent de différents services et ministères et appartiennent au cadre métropolitain ou local.

Ministère de l'agriculture -

Georges LEJEAILLE : carrière contrastée et volontaire n'ayant, en matière de mutations, rien à envier à celles des militaires.

A la fin de la guerre, il est conduit à démissionner du Service des irrigations en Algérie pour entrer au Ministère de l'agriculture à Paris. Il comptait accéder rapidement au poste d'administrateur civil. Proposé, il eut la surprise d'en être écarté au motif contestable d'une "insuffisance de titres". La réforme de l'enseignement supérieur agricole, en 1946, décide de l'attribution du même diplôme d'ingénieur aux élèves des quatre anciennes écoles nationales de Grignon, Montpellier, Rennes et Alger (appelées désormais Ecoles nationales supérieures agronomiques, ENSA). Les anciens élèves de Grignon, Montpellier, Rennes, ont tous bénéficié, à titre rétroactif, de l'attribution du diplôme; mais pas LEJEAILLE au prétexte que l'école d'Alger était exclue de la rétroactivité. LEJEAILLE recourut au tribunal administratif et obtint gain de cause. Le Ministère de l'agriculture interjeta appel auprès du Conseil d'Etat, qui confirma, en 1960, la décision précédente du tribunal administratif. Il fallut encore des démarches et du temps pour arracher un arrêté d'application, mais de là à sa diffusion ! Et durant tout ce temps, LEJEAILLE s'est trouvé banni des tableaux d'avancement de son ministère. Pour bénéficier des promotions de classe auxquelles il avait droit, il dut périodiquement se faire détacher auprès des Affaires Etrangères ou de la Coopération.

LEJEAILLE s'est marié en 1953, son épouse était également fonctionnaire du ministère de l'agriculture, administrateur civil précisément. A partir de là, d'autres détachements ont dû être sollicités. Combat exemplaire : LEJEAILLE a tenu bon et sa persévérance a donné, à quelque neuf cents agrarias diplômés avant 1946, le droit de se prévaloir du même diplôme que les autres. Mais, pour LEJEAILLE, il en résulte un curieux parcours Paris 1946-51, Brazzaville 1951-54, Paris 1954-56, Alger 1956-59, Paris 1959-63, Rabat 1963-66, Paris 1966 (six mois), Alger 1966 (quatre mois), Paris 1967-73

Ministère des Colonies ... France d'Outre-Mer ... Maroc

Jacques MEULIEN, admis dans le cadre des ingénieurs d'agriculture d'outre-mer, après son passage à Nogent, et divers stages. Il a pu, en 1945, rejoindre son premier poste, au Soudan français. La dernière étape de son voyage s'est faite en pirogue. **"N'est-ce pas le genre d'aventure dont nous rêvions en choisissant Maison Carrée ?"**. Il poursuit sa carrière au Dahomey, en Côte d'Ivoire et au Tchad. En 1968, il était ingénieur en chef.

Jean BOUVIER : Maroc, Gabon où il était "contrôleur des Eaux et Forêts" (cadre local). Rapatrié en 1945, ITA.

Pierre VALETTE : Directeur du service alcools au Maroc jusqu'en 1957 ou 1958. Ensuite, inspecteur régional de la Répression des fraudes

Organisations professionnelles agricoles - Crédit agricole -

Jean JUMEL : retour de captivité le 20 Avril 1945. Cherche sa voie : fait un voyage en Algérie et au Maroc et décide de rester en métropole. Etudes à l'Institut agronomique (cours de mutualité, coopération, crédit agricole). Ensuite il gravitera autour de Caen. De 1947 à 1960, il y prend ses grades à la C.R.C.A.M. il s'en éloignera de 1960 à 1966 pour diriger la CRCAM de Chlons sur Marne; sera directeur à Caen de 1966 à 1977. -

Etablissements privés -

SIDOBRE, oenologue, sera directeur du laboratoire de la Maison de commerce "Morin & Fils", vins de Bourgogne, quai de Bercy à Paris, jusqu'à son départ en retraite.

## Algérie

### I.A.A. - E.N.S.A.

Georges CHARLES, sa licence obtenue, prit pied dans l'établissement en 1947, par concours au poste de Chef de travaux

d'agrobiologie. Il deviendra Maître de conférences de sciences du sol en 1950 et au départ en retraite du Pr ROSEAU en 1959 assurera son remplacement en intérimaire, en attendant un concours.

Gouvernement général

DUCOURNEAU avait choisi la carrière très appréciée d'administrateur de Commune mixte. A été en poste à Mnerville, aurait été nommé Sous-préfet à Angoulme. Décédé des suites d'un accident, en 1965.

Gouvernement général, Direction de l'Agriculture

BEAU, DIRY, REUTT, SARRAZIN, revenus à leur circonscription : Mostaganem, Alger, Sidi Bel Abbés et Alger, Protection des végétaux, feront preuve d'une grande stabilité.

Laurent DIRY : marié à une chirurgienne-dentiste, a jeté l'ancre à Alger en 1942 et n'en bougera plus, changeant de fonctions mais non de résidence pendant vingt ans.

Georges REUTT : à Sidi Bel Abbés depuis 1939; restera dix-neuf ans; Ingénieur des services agricoles jusqu'en 1953, directeur de l'Ecole d'agriculture ensuite. De nouveaux départements ayant été crs, il sera nommé Directeur des services agricoles de Mostaganem en 1958.

André BEAU : Ingénieur des services agricoles de l'arrondissement de Mostaganem depuis dix sept ans, sera nommé Directeur des services agricoles du département de Tiaret.

Robert SARRAZIN : Ingénieur de la Protection des végétaux à Alger depuis 1941, en partira Ingénieur principal en 1962.

Jean DEVILLAIRE de 1937 à 1943, agent technique à la S.I.P. de Nedroma, est passé ensuite à la S.I.P. de Cassaigne. Nommé chef de section statistique à la Direction des services agricoles, il se fixera à Oran en 1949.

Paul LECHERBONNIER : agent technique à Guelma depuis 1937, n'en bougera pas jusqu'en 1962. Adjoint technique du Paysannat pour trois arrondissements, à partir de 1958, il remplissait les fonctions d'ingénieur des Services agricoles et professeur à l'Ecole d'agriculture (en économie rurale). De 1962 à 1963, au titre de la Coopération, adjoint du Directeur des Services agricoles de Bône.

Fritz LICHTENSTEIN : agent technique à la S.I.P. de Marnia jusqu'en 1952, adjoint technique du Paysannat à Tlemcen, ensuite il sera en 1955 nommé Directeur du Centre de formation professionnelle rurale de Revigo, près d'Alger. Il aura là une tâche aussi difficile qu'importante : former rapidement les moniteurs indispensables au progrès de l'agriculture traditionnelle. En 1959, il sera nommé Ingénieur des services agricoles contractuel à Sidi Bel Abbés.

BORDIER et TORRES, ont aussi été agents techniques.

## LA GUERRE D'ALGERIE (1954-1962)

*La guerre d'Algérie a tué au moins quarante anciens de l'I.A.A. - E.N.S.A., plus que la deuxième guerre mondiale (l'effectif d'une promotion !).*

Les premiers méfaits de la rébellion ont marqué la Toussaint de 1954 dans le Constantinois. Peu à peu, ils se sont étendus.

Au Maroc, la situation a pris un tour critique dès 1957 et en 1958 BOUSBACHER s'est trouvé contraint au départ.

En Algérie, tandis que les unités rebelles se trouvaient refoulées par l'armée, les attentats ponctuels persistaient dans les campagnes et les villes. Ainsi, en 1958, à Sidi Bel Abbés, à la terrasse d'un café, plusieurs élèves de l'Ecole d'agriculture étaient blessés par une bombe.

Cibles de choix : les fermes et les vergers. D'autant plus en danger qu'elles se trouvaient isolées ou en zones de rébellion plus active.

La ferme des LEFEBVRE, à Larba, était particulièrement exposée. Dès Septembre 1956 700 orangers coupés. En **Mai** 1960 incendie de la station de pompage. En Septembre 1960 520 orangers et clémentiniers saccagés. En Novembre 1961 : 368 orangers Dans le village même, plus de 40 Européens assassinés, dont les trois médecins.

LEFEBVRE dut se chercher un emploi à Alger.

Au domaine de MESNARD à Picard, l'habitation présentait toutes les caractéristiques d'un fortin. Portes blindées, fenêtres murées au rez-de-chaussée ou barreaudées et blindées, groupe électrogène intérieur, postes de tir, sacs de sable, etc... Très isolée, elle a due pendant un certain temps être ravitaillée par une camionnette blindée, défendue par quatre hommes prêts à tirer tous azimuts. Plusieurs employés du domaine ont été tués.

Les soeurs de notre camarade ayant vendu leurs parts du domaine, Guy de MESNARD dut se résoudre à louer la sienne à leur acquéreur.

Le Sahel d'Alger n'est pas épargné non plus.

En Mars 1962, les JONAS jugent prudent d'envoyer leurs enfants en France. En Juin, dans la soirée, alors qu'ils se trouvent dans leur cuisine, en pleine lumière, ils sont mitraillés de l'extérieur par deux tireurs qui les manquent. Une providentielle coupure de courant ne leur a pas permis d'ajuster leur tir.

Robert JONAS et sa femme décident de partir. JONAS Pare, 73 ans, restera encore à Chaba. Il n'est plus possible de vivre à la ferme.

En 1961, Pierre ANCEY, a quitté Bérard pour prendre la direction du domaine de la S.A.B.T. (Société agricole de Blad Touaria) dont Jean NASTORG est administrateur. Mille hectares de vigne et agrumes.

Les NASTORG qui reçoivent les vendanges d'un grand nombre de petits viticulteurs musulmans (dix mille dans le département du Mostaganem) sont liés à leurs clients. Ceux-ci leur empruntent tout au long de l'année, et remboursent aux vendanges. La société NASTORG, elle, emprunte aux banques. Elle ne peut mettre fin à ses activités. Les pouvoirs publics, craignant tout motif de mécontentement de la population musulmane, ne peuvent admettre la fermeture de la cave Nastorg.

## L'EXODE

Réfugiés ou rapatriés ?

Cette question ne concerne pas ceux qui ne se trouvaient plus en Algérie ou au Maroc en 1961-62.

Fonctionnaires de cadre local ou du cadre national ? Autre distinction prenant toute son importance au moment de l'intégration dans les services publics français.

En Algérie, le Service du Paysannat s'était structuré à l'image du Service agricole dont il dépendait à l'échelon départemental. Il répondait à un réel besoin d'encadrement et de soutien de l'agriculture traditionnelle. Les agents techniques des S.I.P. (Sociétés Indigènes de Prévoyance de 1937) devenues S.A.P. (Sociétés Agricoles de Prévoyance) ont, la plupart du temps, été promus Adjoints techniques du Paysannat où ils assumaient des fonctions analogues à celles des Ingénieurs des Services agricoles (dont ils recevaient parfois l'appellation à titre contractuel ou de faisant fonction). Ils avaient des responsabilités différentes de celles des Ingénieurs des Services agricoles d'arrondissement, mais souvent plus étendues en matière de coopération et de crédit grâce, précisément, aux S.A.P.

Un contact plus directif avec les agriculteurs leur permettait des initiatives de tuteurs. Tout ceci les établissait à un niveau d'efficacité valorisant leur fonction.

Arrivés en France, ils furent accueillis avec réserve ou suspicion; confinés dans des tâches d'exécution, ils ont rarement eu l'occasion de montrer leur valeur.

Versés dans un corps d'extinction d'adjoints techniques de l'agriculture, ils se trouvaient au-dessous du niveau des Ingénieurs des Travaux agricoles. D'où perte de salaire et de prestige. Leurs homologues de Tunisie ou du Maroc auraient été mieux intégrés. D'où frustration.

Fritz LICHTENSTEIN, à la Direction des Services Agricoles de la Drame, s'est vivement élevé, ses services en Algérie le lui permettaient, contre cette situation injuste dont il a beaucoup souffert.

Paul LECHERBONNIER a eu plus de chance. Affecté au Foyer de progrès agricole du Vigan (Gard), il put s'affirmer plus facilement.

L'un comme l'autre ont pris leur retraite dès qu'ils l'ont pu. Le premier pour assumer des fonctions de Secrétaire syndical; le second pour entrer à la Société des cafés Jacques Vabre où il fut secrétaire du Comité d'entreprise de 1968 à 1975.

Roger BORDIER aurait été mis dans l'obligation de se présenter à l'examen d'Ingénieur des travaux agricoles pour être admis à la retraite avec ce titre.

Paul TORRES : nous ignorons l'évolution de sa situation au départ du Maroc.

Pour les fonctionnaires du cadre national, la situation était moins désagréable. Grade et indice ne se trouvaient pas menacés mais quelquefois l'activité.

Jean DEVILLAIRE avait quitté le Paysannat pour être chef de section statistique à la Direction des services agricoles d'Oran. Affecté en cette qualité à la Direction des services agricoles de Beauvais, il obtint, après recyclage, le titre d'attaché de l'INSEE. Il prit sa retraite en 1976.

Georges CHARLES, Maître de conférences de science du sol, continuateur du Pr ROSEAU auquel il devait légitimement succéder, s'est trouvé affecté à l'E.N.S.A. de Rennes, sans attribution définie, en surnombre. Son activité devait remédier à cela. Il obtint la création d'un laboratoire de l'INRA, puis le cours de pédologie et des missions diverses d'enseignement à l'E.N.S.A. féminine et à la Faculté d'agronomie du Bénin, à Cotonou. Après son départ en retraite (en 1975), il fut chargé de mission en Algérie, au Bénin, en Thaïlande. Retiré à Aubais dans le Gard, où le monument aux morts mentionne le nom de son père, il en est actif conseiller municipal.

Selon l'expression en usage au Ministère de l'agriculture, en 1961-62, les ingénieurs rapatriés d'Algérie se trouvaient "mis au vivier" avant affectation définitive; c'est-à-dire en doublure d'un collègue métropolitain. Là, ils étaient, selon les tempéraments en présence, ignorés ou confinés dans un rôle subalterne. Pas d'atteinte directe à la situation matérielle, quelquefois des blessures d'amour-propre.



BEAU, DIRY, REUTT, SARRAZIN, se sont trouver "au vivier".

André BEAU, affecté à la Direction des services agricoles de Montpellier, après un temps d'inaction, poursuivit sa carrière en étant adjoint à l'Ingénieur Général, puis en faisant fonction d'ingénieur gnral et enfin en étant lui-même nommé Ingénieur gnral d'agronomie du Languedoc-Roussillon en 1974. Il prit sa retraite en 1979.

Laurent DIRY tout d'abord affecté à Bourges en qualité d'adjoint, a été ensuite Directeur du Lycée agricole. Partant en retraite anticipée en 1967, il a pu se consacrer aux expertises "grêle" et à l'exaltation de l'élevage du Charolais.

Georges REUTT, affecté à Chartres en 1961, a été nommé Directeur des Services agricoles d'Ille & Vilaine en 1962. Détaché aux Affaires étrangères en 1965, il fut chef de la mission agraire française au Prou. Nommé Ingénieur en chef du G.R.E.F. en 1967, il préféra prendre sa retraite. Ensuite au Bureau international du travail au Burundi et en Mauritanie, enfin à partir de 1973, paysan en Cévennes.

Robert SARRAZIN : bien accueilli à Paris, par la Direction de la Protection des Végétaux, il s'est trouvé affecté à la région Ile de France. Ingénieur en chef d'agronomie en 1970, il est resté à la tête de cette région jusqu'à son départ en retraite en 1976.

Les agriculteurs -

Herbert BOUSBACHER : lorsqu'en 1956, les actionnaires de la Cie Marocaine décidèrent, par prudence, de lui mesurer leur soutien, BOUSBACHER comprit que le moment était à nouveau venu d'une décision drastique. Après un essai dans le domaine du courtage des vins, il acheta, près de Toulouse, une propriété de trente hectares en polyculture. Il en loua une autre et, avec un seul ouvrier, se lança dans la production laitière. En 1966, une défaillance cardiaque a sanctionné l'excès de travail; il arrêta. Pas complètement, pour amortir ses emprunts, élever ses quatre enfants, il fallait faire quelque chose. BOUSBACHER prit un portefeuille d'assurance et, en 1985, travaille encore.

Henry LEFEBVRE du FAY a d'abord trouvé asile en Bretagne, dans l'entreprise d'un beau-frère, aux Ets Hovasse, matériaux de construction à Combourg (Ille & Vilaine). En 1967, il est devenu secrétaire général de la société Technipel, 5 Rue Scribe à Paris. Prise en charge par l'ITEB en 1970, celle-ci sera la société de diffusion de la Fédération française des producteurs de lait et de l'Institut technique de l'Elevage bovin. Prendra sa retraite en 1982, pour se consacrer en Dordogne à l'élevage du lapin angora.

Jean NASTORG. En 1962, Henri NASTORG et son plus jeune fils se tuent en automobile le premier en Algérie, le second en France. Jean NASTORG reste seul, à la tête de l'affaire familiale, à la veille des vendanges et de l'indépendance de l'Algérie.

Les autorités françaises encore en place lui demandent de rester; les futures autorités algériennes également, lui assurant encore plusieurs années d'activité. Il accepte, que faire d'autre ? Au lendemain de la récolte et de sa transformation, la société NASTORG est nationalisée. Ses débiteurs en profiteront pour ne pas payer leurs dettes. En Septembre 1963, Jean NASTORG rejoint sa famille en France. Avec trois amis, rapatriés comme lui, il crée sur quatre hectares, près de Lunel, un dispositif de serres maraîchères (8.500 mètres carrés sous verre) et un verger de pêcheurs de deux hectares et demi. Aussi démunis les uns que les autres, les quatre associés travailleront avec leurs femmes et une main d'oeuvre d'appoint. La réussite technique et financière sera complète (2.400 quintaux de concombres sur 800 mètres carrés en 1966-67).

En 1973, ses trois associés se tuent dans le même accident d'automobile, en partant au travail. Jean NASTORG reste seul. Le prix du fuel passe de 0,17 à 0,51 francs le litre. Au bout d'un an, Jean NASTORG met les serres en location et prend, à partir de 1975, sa retraite.

Pierre ANCEY : directeur du domaine agricole de la SABB qui est nationalisée, quitte l'Algérie en 1963, achète une propriété de 35 hectares à Montrigaud, dans la Drôme où il élèvera des vaches laitières et des veaux en batterie. Veuf depuis 1965, il cesse l'exploitation de Montrigaud, en 1968 se remarie et prend la direction de la Cave coopérative des Cranettes à Aix-en-Provence. Il la conservera jusqu'à sa retraite en 1979, oenologue à nouveau.

Guy de MESNARD, qui eut la chance d'épouser une bourguignonne, a un refuge et peut encore se dire et se croire vigneron. Excipant de son diplôme, il demandera au Ministère de l'agriculture de l'employer. "Diplôme sans valeur", lui dira-t-on. Il sera recruté en qualité de conseiller agricole puis de répétiteur au LEPA de Fontaine. Il y sera cependant chargé de cours. Invalide de guerre à 80 %, il prendra sa retraite en 1975.

Robert JONAS : lorsqu'il a quitté l'Algérie, ne savait où aller; se souvenant d'un séjour de cure dans les Pyrénées, il s'est rendu à Lannemezan et de là à Tarbes, demander un emploi à la Direction des services agricoles. "Mais, votre diplôme n'a aucune valeur". Il fut cependant engagé comme conseiller agricole et chargé de créer le Foyer de progrès agricole de Lannemezan. Il voulait tout de même rester agriculteur, ne serait-ce qu'à temps partiel. Il a donc cédé à la tentation, en louant, avec un associé, soixante hectares de landes municipales à défricher. Deux ans pour se convaincre que ces terres ne valaient pas de colonisation.

JONAS était bien noté; on lui conseilla, pour améliorer sa retraite, d'acquérir les titres qui lui manquaient. Et le voici se présentant bravement au brevet de technicien agricole et à 62 ans au brevet de technicien supérieur.

Il a pris sa retraite en 1980.

## UN BILAN : EST-CE POSSIBLE ? ET A QUOI BON ?

**Possible ? Sans aucun doute.**

Rappelons simplement

### LE SERVICE AUX ARMEES

La place en est considérable dans toutes les vies étudiées.

Cinq ans, en moyenne, sous les drapeaux (en excluant les militaires de carrière et le temps pris par les Unités Territoriales avec toutes leurs servitudes).

CINQ ANS en trois périodes venant perturber et amputer la vie professionnelle et la vie familiale.

CINQ ANS - TROIS GUERRES.

Notre promotion compte, parmi les 22 cas étudiés : un colonel et deux lieutenants-colonels d'active; un chef d'escadron et un chef de bataillon d'active ayant aussi poursuivi une autre carrière.

Au titre de la Réserve : un intendant, deux lieutenants colonels, des capitaines ... un lieutenant.

La valeur des services rendus, tant par le sapeur "Pitou" que par les "bidasses", NASTORG et JONAS ou les officiers, est attestée par des décorations : un officier et cinq chevaliers de la Légion d'Honneur; huit Croix de Guerre, deux officiers de l'Ordre National du Mérite et un chevalier; trois croix de la Valeur Militaire et dix-sept décorations militaires diverses.

Parmi nos sujets de fierté, soulignons ce qui est unique

- L'affectation d'un ingénieur agricole, notre camarade GUERIN, à la sécurité du Premier Ministre à Matignon. Puis celui-ci devenant Président de la République, à l'Elyse.

- Ce haut fait : le 21 novembre 1944, le premier français à pénétrer dans Mulhouse, à la tête d'un élément de la 1ère D.E. était un ancien de la 32, notre camarade André HAU, qui a bien failli payer de sa vie cet exploit.

## LE SERVICE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Où nous trouvons

Un universitaire, spécialiste des Sciences du Sol.

Cinq Ingénieurs en Chef, dont l'un est devenu Ingénieur Général d'Agronomie, un autre Chef de la Région Ile-de-France au titre de la Protection des Végétaux; un troisième Directeur de l'Agriculture au Tchad.

Dans le secteur para-administratif : le Directeur d'une importante Caisse de Crédit Agricole.

Du cadre algérien : un administrateur de commune mixte nommé Sous-Préfet.

Au Maroc : le Directeur du Service des Alcools.

Et tous les fonctionnaires ont également reçu des témoignages de satisfaction : 2 Chevaliers de la Légion d'Honneur - 12 Officiers et 4 Chevaliers du Mérite Agricole; 3 Chevaliers des Palmes Académiques.

## LE DESTIN EXCEPTIONNEL ET INIQUÉ DES AGRICULTEURS

A aucun moment, les agriculteurs de France n'ont connu un sort pareil.

Ceux des régions dévastées par les guerres de 1914-1918 et 1939-1945 ont été remis en possession de leurs terres (souvent améliorées par le remembrement) et de bâtiments reconstruits. Pas ceux d'Algérie.

Mais la force d'âme et le courage physique de nos camarades se passent de commentaires. Comparons leurs situations avant et après.

### Un bilan - Pourquoi tenter de l'établir ?

Les raisons sont nombreuses.

Citons les principales

- *Pour rompre le silence fait sur nos vies, particulièrement sur certains épisodes de nos vies, dont nous ne parlons jamais.*

Pour achever ainsi de nous connaître et de nous estimer.

- Pour contribuer à la sauvegarde de la mémoire de notre ALGERIE qui, nous ayant tous marqués, nous rapproche et de celle de l'Institut Agricole d'Algérie qui nous reste cher.

- Pour dire à nos enfants et petits-enfants ce que nous sommes allés faire **la**-bas et ailleurs.

La vie ne se vit qu'en avant  
la vie ne se comprend qu'en revenant en arrière

KIERKEGAARD

o

*Eh ! Bien ! Oubliez-nous, maisons, jardins, ombrages !  
Herbe, use notre seuil ! Ronce, cache nos pas !  
Chantez, oiseaux ! Ruisseaux, coulez I Croissez, feuillages !  
Ceux que vous oubliez ne vous oublieront pas.*

V. HUGO - Tristesse d'Olympio.



n° 25

Adolphe AUMERAN, élève de La première promotion,  
ancien Président de l'Amicale (de 1914 à 1936), Général de réserve



P. de TINGUY (1942-47), Président de L'Amicale dans Les moments difficiles  
Les anciens élèves Lui doivent la rétro-activité du titre d'Ingénieur Agricole



n° 27

Maisoà Carrée le 25 octobre 1932

Le promotion est à peu près au complet et, déjà, en uniforme  
(pour la P.M.S.)



Bérard (Alger) 5 mai 1957

La 32 se réunit chez ANCEY, pour son 25ème anniversaire

Ancey, Charles, Diry, Ducourneau, Jonas, Lefebvre, Lichtenstein,  
Manlay, Sarrazin. Lejeaitte, Leurs épouses et enfants.







n° 29

CLermond-Ferrand - 13 juin 1982

Le cinquantenaire de La 32

Gonnet (33) et Mme, Monange (33), Mme Lecherbonnier, Jonas, Mme Jonas,  
Mme Guérin, Lecherbonnier, Mme Reutt, Lime Diry, Mme LejeaiLLe,  
Guérin, JumeL, Diry, Reutt, LeajeaiLLe.